

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée générale des actionnaires — Les budgets de 1965 et 1966 (suite) — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

**PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

L'année 1965 a été, en Belgique, comme dans un grand nombre d'autres pays industrialisés, une période de haute conjoncture. Cependant, le taux d'expansion du produit national brut a été moindre que précédemment : d'après les estimations actuelles, il aurait été de 3 p.c. à prix constants, contre 5 p.c. en 1964. Ce ralentissement s'explique, en partie, par les conditions climatiques qui ont contrarié certaines activités et réduit la production agricole; mais il provient principalement d'une atténuation de la pression de la demande intérieure; ainsi sont disparues la plupart des tensions qui s'étaient manifestées à la fin de 1963 et surtout dans les premiers mois de 1964. Les investissements privés en capital fixe se seraient situés à peu près au même niveau que l'année précédente et la consommation des ménages aurait augmenté proportionnellement moins que les revenus. Dès lors, en dépit de l'accroissement remarquable des exportations, la progression de la production industrielle, dans l'ensemble, a été plus faible qu'en 1964. L'évolution a été assez différente suivant les secteurs, non seulement

parce que la conjoncture n'a pas été uniforme pour tous, mais aussi parce qu'un renouvellement structurel se poursuit dans l'économie belge, par la substitution progressive d'activités nouvelles, en pleine expansion, à d'autres, plus anciennes, mais en déclin.

En raison de la croissance moins rapide de la demande, les facteurs de production n'ont pas été utilisés de façon aussi intense que précédemment. D'après les enquêtes effectuées par la Banque, le degré d'utilisation des capacités de production, généralement accrues, a légèrement diminué dans de nombreux secteurs entre octobre 1964 et octobre 1965. Parallèlement, le marché de l'emploi s'est détendu sans cependant que le seuil dangereux à partir duquel se développe un état de sous-emploi soit près d'être atteint.

La hausse du gain horaire moyen brut, qui résulte en partie de la liaison des salaires à l'indice des prix de détail, s'est à peine ralentie : elle a été de 9,6 p.c. entre septembre 1964 et septembre 1965, contre 10,6 p.c. pour les douze mois antérieurs. Compte tenu des charges sociales accrues supportées par

les employeurs, elle a atteint 11,2 p.c. et a dépassé, en moyenne, l'augmentation de la productivité.

L'atténuation des tensions se reflète davantage dans le mouvement des prix de gros des produits finis industriels, dont la hausse n'a été que de 1,2 p.c. au cours des onze premiers mois, contre 3,9 p.c. pour l'ensemble de l'année antérieure. Pour les produits agricoles, l'évolution a été différente : sous l'influence de facteurs spécifiques, les prix payés aux producteurs ont encore progressé de 10,4 p.c. entre décembre 1964 et novembre 1965, d'après les indices calculés par le Ministère de l'Agriculture. Cette hausse a influencé les prix de détail des produits alimentaires, lesquels se sont accrus plus rapidement qu'en 1964; bien que le renchérissement des produits non alimentaires et surtout celui des services se soient ralentis, l'indice des prix de détail a accusé une progression de 4,1 p.c. en 1965, aussi rapide que celle de l'année précédente.

Les importations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ont été influencées, elles aussi, par la pression moins forte de la demande en Belgique : leur valeur au cours des dix premiers mois de l'année ne s'est accrue, d'après les statistiques douanières, que de 5,6 p.c. en 1965, contre 16,5 p.c. en 1964. Par contre, l'expansion de la valeur des exportations, soit 13 p.c. pour la même période, n'est que légèrement inférieure à celle de 1964. Cette amélioration de la balance commerciale et, subsidiairement, une certaine diminution des dépenses militaires de l'Etat à l'étranger, ont entraîné un renversement de la balance des transactions courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : déficitaire de 1,1 milliard pour les onze premiers mois de 1964, elle s'est soldée par un surplus de 7,9 milliards pour les mêmes mois de 1965. Par contre, les sorties nettes de capitaux des pouvoirs publics sont passées de 0,6 milliard à 4,8 milliards et le boni laissé par le mouvement des capitaux des entreprises et particuliers est revenu de 7,3 à 5,6 milliards. Compte tenu des opérations non identifiées, l'excédent global de la balance des paiements est passé de 5,2 à 7,8 milliards.

Le surplus des transactions courantes et du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers avec l'étranger a été l'une des principales origines de la création de monnaie.

Les encaisses détenues par les particuliers et les entreprises non financières ont progressé de 9,2 milliards entre décembre 1964 et septembre 1965, contre 6,5 milliards au cours des neuf premiers mois de 1964. La constitution de liquidités quasi monétaires a augmenté beaucoup plus rapidement encore. Les acquisitions d'obligations et de bons de caisse se sont également développées. Au total, la masse de ces différents types d'actifs financiers s'est accrue de 48,6 milliards pendant les trois premiers trimestres de 1965, au lieu de 30,6 milliards pendant la période correspondante de l'année antérieure. Ce développement des épargnes financières indique que, au total, les particuliers et l'ensemble des entreprises non financières de toute nature ont vraisemblablement augmenté leurs dépenses globales de consommation et d'investissement à un rythme plus lent que celui auquel leurs revenus ont progressé.

Le financement monétaire du Trésor a fléchi de 8 milliards pour les neuf premiers mois de 1964 à 4 milliards pour les mêmes mois de 1965. Les besoins nets de financement de l'Etat sont cependant passés, d'une période à l'autre, de 9,9 à 14,5 milliards, avec une nouvelle aggravation en octobre-novembre. Mais les fonds mis par les intermédiaires financiers non monétaires à la disposition du Trésor ont atteint un niveau élevé entre janvier et septembre 1965. En effet, ces intermédiaires ont bénéficié d'un accroissement plus rapide de leurs moyens d'action grâce au développement des épargnes financières; en outre, l'augmentation de l'encours utilisé de leurs crédits aux entreprises et particuliers est revenue de 16,8 milliards pendant les neuf premiers mois de 1964, à 13,4 milliards pendant la même période de 1965.

La progression de l'encours utilisé des crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers a également été plus faible; elle a, en effet, atteint 8,2 milliards durant les neuf premiers mois, contre 10,3 milliards pour les mêmes mois de 1964. L'évolution de cet encours a été influencée à la fois par la situation conjoncturelle et par la politique de la Banque.

*
**

Les dispositions, décrites dans le Rapport précédent, que la Banque avait prises en 1964

pour contenir le rythme d'expansion du crédit des banques sont restées d'application au premier semestre de 1965. Dès janvier, cependant, les conditions d'escompte ont été assouplies en faveur des branches d'activité qui éprouvaient des difficultés particulières. De plus, à partir du 15 avril, l'augmentation des crédits, dans les limites recommandées par la Banque, a pu être calculée en faisant abstraction de ceux qui étaient destinés à financer des investissements ou à remplacer des crédits en dollars consentis par des banques américaines.

En raison de la détente conjoncturelle, dont les indices ont été rappelés ci-avant, la Banque a apporté, en juillet, des aménagements plus profonds à sa politique de crédit. Elle a suspendu jusqu'à nouvel avis l'application des limitations quantitatives précises qu'elle avait recommandé aux banques de s'imposer. En outre, elle n'a pas demandé à la Commission bancaire de proroger l'application du coefficient de réserve monétaire au-delà du 15 juillet.

Le principe de la politique de modération du crédit était cependant maintenu. En effet, à ce moment, les perspectives immédiates restaient imprécises : sans doute, il semblait que l'économie belge abordait une phase de ralentissement, mais il n'était nullement exclu que l'accalmie fût, au contraire, temporaire et que les tensions reprissent bientôt vigueur. D'ailleurs, le mouvement toujours à la hausse de certains prix révélait la persistance de déséquilibres partiels. Aussi, tout en suspendant l'application des dispositions générales de restriction, la Banque a-t-elle adressé des recommandations sélectives aux banques. Celles-ci ont été invitées à éviter toute accélération de l'accroissement de l'encours des crédits finançant des opérations immobilières : bien que la demande se fût infléchie, le maintien à un niveau encore très élevé de l'activité en construction s'accompagnait toujours de tensions dans les prix et, en outre, la spéculation sur les plus-values des terrains continuait. Une recommandation analogue concernait l'octroi, par les banques, de crédits à la consommation; une expansion trop vive de ceux-ci pouvait stimuler la hausse des prix de détail. De même, les banques ont été invitées à être attentives à la propension que pourraient manifester certaines entreprises à contracter des engagements financiers exagérés;

en effet, en cas de ralentissement conjoncturel, le fléchissement des investissements sera d'autant plus important que seront nombreuses les entreprises dont la structure financière ne sera plus équilibrée; un retournement peut même se compliquer d'une crise financière si l'endettement de nombreuses entreprises va jusqu'à compromettre leur solvabilité et à geler les crédits dont elles disposent.

Enfin, la Banque a rappelé aux banques la nécessité d'assurer leur liquidité quel que soit l'état de la conjoncture, notamment en veillant à limiter l'ampleur de leurs crédits non mobilisables et en ne finançant leurs crédits à moyen et long terme qu'avec des moyens d'action à des termes appropriés.

*
**

La Banque ayant de la sorte pris, en juillet, la décision de suspendre plutôt que de rapporter purement et simplement les dispositions de restriction des crédits, il s'indiquait de donner aux banques de nouvelles directives, après la reprise saisonnière d'automne, sur le vu des développements en cours. Ceux-ci n'ont pas permis d'atténuer davantage la politique de modération.

La tendance conjoncturelle reste, en effet, incertaine. Sans doute, la production plafonne et la durée assurée de l'activité tend à fléchir lentement dans beaucoup de secteurs; si les exportations demeurent élevées, il n'est pas improbable que les mesures prises aux Pays-Bas et dans la République Fédérale d'Allemagne pour combattre les tensions inflationnistes aboutissent à réduire la demande émanant de ces deux pays, principaux débouchés extérieurs de l'économie belge. Par ailleurs, l'accroissement des importations comparativement aux périodes correspondantes de l'année précédente est devenu, depuis le milieu de 1965, plus net qu'au premier semestre; cette évolution, due en partie à des facteurs accidentels, peut, néanmoins, refléter une reprise de la demande intérieure; en outre, le mouvement de repli, d'ailleurs faible, des prix de gros des produits industriels indigènes s'est interrompu vers la fin du premier semestre de 1965 et l'indice a légèrement haussé par la suite.

Les signes de tension demeurent toutefois faibles et isolés et, au total, le retour à l'équilibre monétaire intérieur s'est confirmé, tandis que l'économie se maintient à un niveau fort

élevé d'emploi, malgré le ralentissement observé dans certains secteurs.

Cependant, deux phénomènes pourraient compromettre les chances que se poursuive la croissance équilibrée, dont le développement serait soutenu, s'il le fallait, au moment opportun, par quelques mesures de relance. L'un est la hausse persistante des salaires due entre autres à l'accroissement des prix de détail, plus vif dans les derniers mois de l'année. L'autre est la tension réapparue sur les marchés de fonds, qui pourrait s'accroître dans les prochains mois et serait, dans ce cas, significative d'une nouvelle rupture, dans des zones importantes, de l'équilibre entre la demande et l'offre.

La hausse des prix de détail, en 1965 en tout cas, ne traduit pas les effets d'un excès de la dépense. D'ailleurs, au cours des dernières années, elle a été la plus forte pour les produits alimentaires et pour les services. Au niveau du consommateur, les prix des premiers ne subissent pas seulement l'incidence des prix agricoles intérieurs; certains articles sont importés; au surplus, d'autres éléments de coût interviennent, entre autres des frais de transport et de distribution; quant aux prix payés à l'agriculteur, ils ont notamment été influencés par une cause extérieure, à savoir l'intégration progressive des marchés agricoles des pays de la Communauté Economique Européenne, ainsi que par la politique d'amélioration des revenus des agriculteurs. Le renchérissement des services affecte l'indice des prix de détail soit parce qu'ils y sont recensés spécifiquement, soit parce qu'ils s'incorporent dans les prix des produits distribués au consommateur. De façon générale, les prix des services ont été entraînés par le changement structurel des dépenses de consommation qui s'observe dans les pays à haut niveau de vie; en effet, le revenu réel supplémentaire, même là où sa distribution se justifie par une amélioration de la productivité, est utilisé en partie à des consommations nouvelles, parmi lesquelles les dépenses pour services prennent plus d'importance; le développement, dès lors nécessaire, de la production de ces services de toute nature, où, en moyenne, la productivité croît lentement, nécessite un transfert de facteurs de production; celui-ci implique que les revenus, salariaux ou patronaux, gagnés à la prestation de services augmentent au moins aussi vite que dans les autres activités; dès lors que les revenus indi-

viduels de ces producteurs de services se relèvent plus rapidement que s'améliore leur productivité, la hausse des prix qu'ils réclament aux consommateurs est inéluctable et d'autant plus forte que la demande de ces derniers est soutenue.

Cette hausse des prix de détail entraîne une diminution du pouvoir d'achat de l'unité monétaire, dont on sait toutes les conséquences notamment sur les conditions de placement des épargnes; pour le développement des relations extérieures, cette élévation est préoccupante par les répercussions qu'elle a finalement sur les coûts des industries; même si le phénomène est généralisé dans les divers pays industriels, il se produit à des rythmes différents de pays à pays, au désavantage de l'économie où la progression est, à un moment donné, la plus rapide; au surplus, il alourdit l'effort que doivent faire les secteurs où la productivité peut s'améliorer, pour compenser les effets du renchérissement d'éléments importants de leurs prix de revient.

Certes, la politique de crédit, dans la mesure où elle influence la dépense, peut aider à éviter que le rythme de la progression des prix de détail s'accroisse sous la pression d'une inflation de demande. Mais, dans la mesure où il est engendré par des processus structurels, ce phénomène de hausse échappe à l'action monétaire.

Le second élément auquel il convient d'être attentif est la tension sur les marchés de fonds; celle-ci résulte essentiellement d'un gonflement de la demande de capitaux, dont il faut présager la continuation dans les prochains mois, en raison des besoins de ressources financières des pouvoirs publics, spécialement l'Etat, et éventuellement des entreprises et particuliers.

La détérioration du solde du budget ordinaire de l'Etat, dont le déficit sera probablement de l'ordre de 10 milliards pour l'exercice 1965, a exercé ses effets surtout vers la fin de l'année 1965, ce qui a amené en décembre le Ministre des Finances à demander aux banques un concours exceptionnel de 3,7 milliards; les incidences du déficit de 1965 se feront encore sentir dans les prochains mois jusqu'à la clôture de l'exercice, le 31 mars. Pour l'exercice 1966, le Gouvernement a entrepris un effort d'assainissement afin qu'un pourcentage plus élevé des dépenses ordinaires soit couvert par l'impôt. Dans ce but, divers impôts indirects

ont été majorés, notamment la taxe de transmission, relevée de 6 à 7 p., et le droit d'accise sur l'essence; une série d'économies ont, en outre, été décidées. Compte tenu de celles-ci, les dépenses ordinaires atteindraient 200,3 milliards, soit encore quelque 20 milliards de plus que le chiffre actuellement escompté pour l'exercice 1965. Comme, par ailleurs, l'aggravation de la fiscalité et l'élargissement de la matière imposable porteraient les recettes ordinaires à 197,1 milliards, le déficit se trouverait ramené à 3,2 milliards. Il semblerait donc que le budget ordinaire de l'exercice 1966 doive avoir un effet moins expansionniste que celui de l'exercice précédent. Mais l'ampleur du déficit n'est pas le seul élément à considérer. En effet, l'alourdissement du prélèvement fiscal porte les germes d'une hausse de prix, tandis que son effet restrictif sur la dépense est annulé dans la mesure où les contribuables couvrent une partie de leurs charges supplémentaires en réduisant leurs épargnes. Au surplus, l'Etat devra financer le déficit du budget extraordinaire dont les décaissements, joints à ceux du Fonds des Routes, atteindraient, d'après les prévisions actuelles, 34,4 milliards, contre 31,8 milliards l'année précédente.

En raison de cet accroissement des dépenses extraordinaires et parce qu'une partie du budget ordinaire, largement déficitaire, de l'exercice 1965 reste à exécuter, l'endettement nouveau que l'Etat contracte pour couvrir ses besoins nets de financement sera encore très important en 1966.

En outre, les organismes publics d'exploitation pourraient faire davantage appel au marché des capitaux, de même que les pouvoirs subordonnés, ceux-ci ayant recours à ce marché soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire du Crédit Communal de Belgique.

A la demande de fonds émanant du secteur public non financier, s'ajoutera celle des entreprises et particuliers; or, il n'est pas exclu qu'une accélération se produise dans le rythme de leur endettement envers les intermédiaires financiers, tant monétaires que non monétaires. En effet, si la progression des encours de crédits utilisés a été plus lente pour l'ensemble des neuf premiers mois de 1965 que pour la même période de l'année précédente, en revanche, les ouvertures de crédit dans les banques et les crédits nouveaux consentis par les organismes publics de crédit et les caisses d'épargne ont été beaucoup plus importants, car ils

ont largement dépassé aux deuxième et troisième trimestres le niveau des trimestres correspondants de 1964; il en résulte que les marges disponibles de crédit sont actuellement fort élevées. Sans doute l'ampleur des prélèvements qui seront effectués sur ces marges en 1966 dépendra-t-elle dans une large mesure de l'état de la conjoncture et si l'affaiblissement de celle-ci se prolongeait, les utilisations seraient probablement étalées. Mais, par ailleurs, l'hypothèse ne peut être exclue que le gonflement de la demande de crédits dans les derniers mois, notamment en vue de financer des investissements, reflète une reprise des besoins effectifs de fonds; dans ce cas, les utilisations de crédit seraient vraisemblablement plus importantes. L'emploi de ces ressources s'ajouterait au mouvement de fonds considérable que le secteur public non financier provoquera de son côté, et le risque serait évident que les flux de dépenses soient portés à un niveau qui mette en danger l'équilibre actuel entre les offres et demandes de biens et de services.

Pour cette raison, lorsqu'en décembre dernier, la Banque a confirmé aux banques les recommandations de caractère qualitatif qu'elle leur avait déjà faites au mois de juillet, elle a souligné son appréhension des conséquences que pourrait avoir l'augmentation récente des ouvertures de crédit si celle-ci était le résultat d'une politique contraire à ses recommandations. Par ailleurs, l'Office Central de la Petite Epargne a adressé aux caisses d'épargne privées des recommandations de prudence et de mesure. Le Ministre des Finances a donné des directives analogues aux institutions de crédit du secteur public et est intervenu dans le même sens auprès des compagnies d'assurance sur la vie.

*
**

La politique des taux d'intérêt constitue l'instrument dont les autorités disposent non seulement pour orienter, compte tenu des circonstances internationales, les épargnes financières vers les marchés intérieurs de fonds, mais aussi pour agir sur la liquidité des actifs. En 1965, elles se sont efforcées d'abaisser les taux d'intérêt à court terme, de façon à favoriser les placements à long terme. Les taux des effets publics à court terme ont pu être réduits au premier trimestre et de nouveau après la hausse saisonnière des mois d'été, jusqu'à ce

qu'ils subissent l'incidence de la situation plus difficile de la Trésorerie de l'Etat dans les deux derniers mois de l'année. Le taux de rendement des emprunts consolidés de l'Etat n'a pas subi de variations importantes en 1965. Pour les emprunts émis avant le 1^{er} décembre 1962 et exempts, de ce fait, du précompte mobilier, ayant encore de 5 à 20 ans à courir, il était de 5,66 p.c. au début de 1966.

La Banque n'a pas modifié le barème de ses taux au cours de l'année envisagée.

Si le niveau de l'ensemble des taux reste élevé, son maintien se justifie par la nécessité d'approvisionner le marché des capitaux, fortement sollicité. Au surplus, les mesures prises aux Etats-Unis pour redresser la balance des paiements ont amené de nombreux utilisateurs de fonds, tant américains qu'étrangers, qui auraient eu sinon recours au marché des Etats-Unis, à se tourner vers les marchés européens. Ceux-ci font, dès lors, l'objet d'une demande plus pressante que précédemment, d'autant plus que, en raison de la haute conjoncture, les besoins de capitaux sont particulièrement grands dans divers pays d'Europe. Cette situation est un facteur important de l'orientation de la politique des taux en Belgique.

Dans le but de faciliter les exportations de biens d'équipement payables à moyen et long terme, dont la réalisation peut dépendre des conditions de leur financement, en particulier du niveau des taux d'intérêt, des dispositions ont été prises vers la fin de 1965 en vue d'abaisser le coût des crédits qui sont accordés sous l'égide de Créditexport; cet abaissement est une contribution à l'élimination d'une disparité, désavantageuse aux exportateurs belges de biens d'équipement, qui est due aux systèmes de taux réduits dont bénéficient certains de leurs concurrents étrangers.

*
**

De par ses responsabilités dans la gestion des réserves de change de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, la Banque participe à l'organisation du mécanisme des paiements internationaux.

La Belgique a continué à s'associer à la coopération monétaire internationale, dont ont surtout bénéficié le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Le Fonds Monétaire International a prélevé 3,5 milliards sur les francs belges mis

à sa disposition en libération de la quote-part de la Belgique; il en a notamment utilisé 2 milliards à l'occasion d'un tirage des Etats-Unis et 0,9 milliard à l'occasion d'un tirage du Royaume-Uni. Pour faire face à ce dernier tirage, il s'est en outre procuré des monnaies, dont 1,9 milliard de francs belges, en faisant appel aux Accords Généraux d'Emprunt de janvier 1962. Le Royaume-Uni a utilisé une partie du produit de son tirage pour rembourser les montants qu'il avait prélevés sur les quelque 3 milliards de dollars de crédits à court terme qui lui avaient été consentis, en décembre 1964, de concert par diverses banques centrales et par d'autres organismes financiers étrangers, et dans lesquels la Banque était intervenue pour 3,75 milliards de francs belges. Les crédits octroyés à la Federal Reserve Bank de New-York en exécution d'accords de swap se sont réduits par solde de 0,5 milliard de francs belges. De la sorte, l'ensemble des crédits accordés par la Belgique au titre de la coopération monétaire internationale et effectivement utilisés ont augmenté de 1,2 milliard, contre 8,4 milliards en 1964 et 2,4 milliards en 1963, pour atteindre 18,9 milliards à la fin de 1965.

A la même date, la fraction encore disponible de ces crédits était de 13,8 milliards. Ce montant comprend la part de la Belgique dans une opération concertée de soutien qui a été effectuée en septembre au bénéfice de la Bank of England; cette part n'a fait l'objet d'aucun prélèvement.

Une nouvelle augmentation des engagements de la Belgique au titre de la coopération monétaire internationale résultera de la majoration de 25 p.c., en cours de ratification, de la participation au Fonds Monétaire International.

Au surplus, en septembre dernier, les Ministres et les Gouverneurs du Groupe des Dix ont chargé leurs Suppléants d'établir pour le printemps prochain un rapport sur les moyens d'améliorer le système monétaire international et de créer de nouvelles liquidités internationales. Lorsqu'une base d'accord aura été trouvée entre les Dix sur les points essentiels, des arrangements concrets pourront être élaborés au cours d'une seconde phase de négociations en collaboration avec le Fonds Monétaire International et soumis à un forum approprié.

La mise sur pied d'un système capable de créer, en cas de besoin, des liquidités addition-

nelles pourrait se justifier par le souci de pouvoir parer à une éventuelle pénurie globale de réserves de change. On pourrait craindre, en effet, qu'une telle pénurie n'amène des pays importants à prendre des mesures de restriction, avec comme résultat que des pressions déflationnistes pourraient se propager de proche en proche. On ne peut cependant ignorer le risque opposé, à savoir qu'un excès de liquidités internationales pourrait accentuer dangereusement les tensions inflationnistes présentes dans de nombreux pays. Il conviendrait dès lors que la réforme envisagée du système monétaire international évite les modalités qui pourraient rendre ce système trop expansionniste. Toute création automatique de liquidités destinée à satisfaire des besoins globaux de réserves, difficiles à définir et plus encore à évaluer, présenterait, à cet égard, de graves inconvénients. Il faudra continuer à consentir des crédits internationaux pour la couverture des déficits temporaires de balance des paiements, tout en veillant à ce que soient appliquées des mesures propres à redresser les déséquilibres. Des liquidités additionnelles ne devraient être créées que dans le cas où une pénurie non individuelle mais globale de réserves viendrait à se manifester. Pour organiser une telle création de liquidités, il ne paraît pas nécessaire ni opportun d'avoir recours à des institutions nouvelles; il serait plus indiqué d'améliorer les mécanismes existants et d'adapter aux nouveaux besoins les organismes monétaires internationaux actuels.

*
**

Le bon fonctionnement du système monétaire international est particulièrement important pour la Belgique. Il conditionne, en effet, dans une large mesure, le développement du commerce mondial, et la prospérité de la Belgique dépend, plus que celle d'autres pays, de ses exportations.

Malgré le fort accroissement de celles-ci en 1965, la progression du produit national brut s'est ralentie et elle aurait été inférieure à la moyenne de la Communauté Economique Européenne. Si l'on considère, cependant, l'ensemble de la période qui s'est écoulée depuis la création de cette Communauté et si l'on tient compte que la population s'est accrue moins rapidement en Belgique que chez ses partenaires, des comparaisons internationales

ne sont pas, au total, défavorables à l'économie belge. Au surplus, elles font ressortir la plus grande régularité de l'évolution conjoncturelle en Belgique, relativement à celle d'autres pays.

Grâce à ce développement ordonné, l'économie belge se trouve actuellement dans une situation favorable. D'une part, le plein emploi continue à être assuré et les investissements en capital fixe, indispensables à l'expansion, restent très importants, bien qu'ils ne paraissent plus avoir progressé en 1965. D'autre part, les tensions qui ont constitué pendant un temps un sujet de préoccupation, ont pour la plupart disparu et les paiements avec l'étranger ne posent pas de problème.

La politique monétaire aide au maintien, à un niveau élevé d'activité, des équilibres intérieur et extérieur globaux, mais elle ne saurait l'assurer seule. Il incombe à tous les agents économiques d'apporter leur concours, notamment, dans les circonstances présentes, en faisant l'effort de modération recommandé par le Gouvernement, pour éviter que les prix ne soient entraînés dans un mouvement de hausse par des facteurs propres à l'économie belge. Le secteur privé doit tenir compte de l'évolution de la productivité pour déterminer l'ampleur que peut raisonnablement atteindre l'augmentation des revenus aussi bien du capital que du travail, qu'il s'agisse de ceux des salariés et appointés, des entreprises ou des indépendants. L'Etat doit, de son côté, veiller à ce que l'action qu'il exerce sur l'économie, par ses prélèvements fiscaux et par ses dépenses, ne crée pas de déséquilibre entre les demandes et les offres de biens et de services. De même, dans la distribution des crédits qu'ils accordent, les intermédiaires financiers doivent encore faire preuve eux aussi de modération.

C'est dans ce domaine du crédit que se situe la compétence propre de la Banque. Celle-ci suit l'évolution conjoncturelle avec attention, de manière à pouvoir prendre en temps opportun les décisions qui s'imposeraient. En effet, s'il est vrai qu'une politique de crédit restrictive, particulièrement lorsqu'elle aboutit, directement ou indirectement, à freiner les investissements industriels ou sociaux, doit demeurer un instrument à ne mettre en œuvre que dans les périodes limitées où les tensions s'affirment franchement, il

conviendrait tout autant que les restrictions du crédit fussent introduites, sans différer, dès que leur nécessité se révélerait, car tout délai rendrait inévitable l'adoption ultérieure de mesures plus rigoureuses qui risqueraient de

briser l'élan de la croissance. En dernière analyse, cependant, la continuation régulière de celle-ci requiert le concours de toutes les entités qui participent, à quelque titre que ce soit, à la vie économique du pays.



LES BUDGETS DE 1965 ET 1966 (suite)

Le présent article constitue la suite de celui qui a paru sous le même titre dans le *Bulletin* de décembre 1965 et qui résumait les principaux développements de l'« Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour

l'exercice 1966 ». Il est basé sur l'Annexe de l'Exposé général et présente une analyse des opérations des pouvoirs publics selon des critères économiques et fonctionnels.

Le budget exprimé en termes économiques et fonctionnels

Cette partie de l'Exposé général poursuit un triple but :

1) présenter de manière synthétique le budget général de l'Etat, suivant la méthode de classification économique admise dans le cadre de Benelux, en tenant compte, à cet égard, d'un certain nombre d'ajustements, tels que l'inclusion des principaux fonds;

2) répartir le budget général de l'Etat, complété, comme il est dit ci-dessus, selon des critères fonctionnels, c'est-à-dire suivant les grandes tâches à remplir par les pouvoirs publics;

3) enfin, examiner le budget général de l'Etat en corrélation avec les autres sous-secteurs qui constituent l'ensemble des pouvoirs publics. Il est fait usage, à cet effet, de la classification économique.

A. REGROUPEMENT ECONOMIQUE ET FONCTIONNEL DES OPERATIONS BUDGETAIRES DU POUVOIR CENTRAL.

Dans ce regroupement des opérations budgétaires, les opérations de tous les fonds et institutions d'utilité publique n'ont pas encore pu être intégrées. On n'a pas non plus tenu compte des frais imputés et des recettes correspondantes, à savoir les amortissements économiques et l'intérêt imputé sur le capital investi dans les bâtiments administratifs ⁽¹⁾.

(1) Ces opérations, qui sont nécessaires pour parvenir à une présentation parfaite du compte économique ou budget des pouvoirs publics — présentation qui est alignée sur le compte national et le budget national —, seront effectuées à un stade ultérieur.

Les tableaux économiques et fonctionnels du pouvoir central, tels qu'ils sont présentés ici, se rapportent aux dépenses et aux recettes reprises dans le budget de l'Etat (ordinaire + extraordinaire), sauf les ajustements principaux suivants :

1) Pour les dépenses et les recettes des Postes, du Service des paquebots de la ligne Ostende-Douvres et de la Radiodiffusion-Télévision Belge, on a seulement pris le solde de ces opérations, parce que ces services sont considérés comme entreprises publiques.

2) Les opérations du Fonds des Routes ainsi que celles de l'Association intercommunale pour l'autoroute E3, qui sont tous deux financés de manière autonome, sont ajoutées au budget de l'Etat.

3) Les opérations de six autres fonds importants ont été intégrées en remplacement des subventions en faveur de ces mêmes fonds qui figurent au budget de l'Etat. Il s'agit du Fonds de dotation des pensions de guerre, de la Caisse autonome des dommages de guerre, du Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat, du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat, du Fonds des constructions scolaires des provinces et des communes, et du Fonds agricole.

Les chiffres figurant dans les tableaux représentent :

En ce qui concerne les dépenses :

pour 1964 : les engagements de dépenses ordinaires enregistrés par les comptables des dépenses engagées, et les ordonnancements (par année civile) de dépenses extraordinaires

enregistrés à la Trésorerie. Il est tenu compte des dépenses effectuées à l'aide d'avances de trésorerie;

pour 1965 : les crédits budgétaires votés à l'origine pour cet exercice (crédits de paiement en ce qui concerne les dépenses extraordinaires) augmentés des crédits supplémentaires demandés, y compris les crédits pour les exercices antérieurs;

pour 1966 : les crédits initiaux sollicités pour cet exercice.

En ce qui concerne les recettes :

pour 1964 : les opérations de caisse enregistrées à la Trésorerie et se rapportant à l'exercice, y compris les produits d'emprunts;

pour 1965 : les évaluations ajustées;

pour 1966 : les évaluations initiales du budget des Voies et Moyens.

En ce qui concerne la comparabilité des chiffres de dépenses pour les trois années considérées, on ne peut perdre de vue que les prévisions ajustées pour les dépenses ordinaires de 1965 constituent un plafond, en ce sens que

l'utilisation effective des crédits sera normalement inférieure aux prévisions. Par contre, les dépenses extraordinaires (paiements) peuvent, étant donné le régime des reports d'une année à l'autre et le procédé des avances de trésorerie, être aussi bien supérieures qu'inférieures au montant des crédits de paiement accordés pour l'année en question. D'autre part, les prévisions pour 1966 sont des évaluations initiales; on doit considérer ici que le résultat définitif peut être modifié dans deux directions : par l'adjonction de crédits supplémentaires et par l'annulation de crédits non utilisés.

a) **Le regroupement économique.**

Le regroupement économique donne lieu à l'établissement de deux comptes : le compte des opérations courantes et le compte des opérations de capital. Le solde du premier indique l'épargne ou la désépargne. La classification économique permet donc de déterminer si, l'Etat, en tant qu'organe du pouvoir central, a employé ou emploiera des ressources courantes en vue d'investissements et autres dépenses de capital, ou s'il s'est trouvé ou se trouvera dans

Tableau I.

Regroupement économique des opérations budgétaires du pouvoir central

(millions de francs)

	1964	1965	1966
A. Compte « Opérations courantes » :			
1. Dépenses et recettes courantes pour biens et services	- 51.377	- 56.996	- 62.765
2. Intérêts, pertes et profits d'entreprises	- 20.806	- 26.324	- 26.214
3. Transferts de revenus à destination et en provenance d'autres secteurs	+ 130.761	+ 137.171	+ 162.947
4. Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	- 55.346	- 64.168	- 69.671
Divers	- 303	- 285	- 64
Solde des opérations courantes ...	+ 2.929	- 10.602	+ 4.233
B. Compte « Opérations de capital » :			
Solde des opérations courantes ...	+ 2.929	- 10.602	+ 4.233
5. Transferts de capitaux à destination et en provenance d'autres secteurs	+ 1.416	+ 1.130	+ 916
6. Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	- 2.878	- 3.799	- 3.880
7. Investissements civils	- 15.546	- 16.040	- 19.383
8. Octrois de crédits et participations	- 4.158	- 4.812	- 7.164
Divers	- 372	- 178	- 458
Solde net à financer ...	- 18.609	- 34.301	- 25.736
9. Dette publique	- 13.524	- 15.284	- 16.065
Solde final brut ...	- 32.133	- 49.585	- 41.801
Produits d'emprunts	+ 31.250		
Solde final net ...	- 883		

+ = excédent des recettes sur les dépenses; - = excédent des dépenses sur les recettes.

l'obligation de contracter des emprunts afin de couvrir une partie de ses dépenses courantes.

Normalement, il y a lieu de tenir compte à cet égard des amortissements des immeubles et du matériel, lesquels peuvent être évalués à environ 1 milliard pour chacune des trois années. Cette imputation n'a été mentionnée que pour mémoire dans le présent regroupement. Il convient néanmoins d'en tenir compte pour apprécier l'importance véritable du solde des opérations courantes. En ce qui concerne 1965, on peut s'attendre, d'autre part, que les crédits pour les dépenses courantes ne soient pas utilisés à concurrence d'environ 3 milliards. Si l'on tient compte de ces corrections, le solde des opérations courantes dans le tableau I s'établit respectivement à : + 1,9 milliard, - 8,6 milliards, + 3,2 milliards, pour les trois années 1964 à 1966.

Par ailleurs, dans la partie de l'Exposé général consacrée à la présentation traditionnelle des budgets, il a été établi que le budget ordinaire pour 1966 se clôture avec un solde négatif de 3,2 milliards. Etant donné que le solde des opérations courantes du regroupement économique est positif et s'élève à 4,2 milliards, il existe entre les deux présentations, une différence de 7,4 milliards. Cette différence est la conséquence des ajustements suivants :

Opérations qui influencent le solde d'épargne en 1966

	en diminution	en augmen- tation
	(milliards de francs)	
Dépenses du budget extraordinaire reprises dans le compte des opérations courantes (principalement des investissements militaires)	5,6	—
Dépenses du budget ordinaire reprises dans le compte des opérations de capital (principalement des amortissements de la Dette publique)	—	19,1
Recettes ordinaires reprises dans le compte des opérations de capital (principalement des droits de succession)	3,2	—
Dépenses courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds) ¹	4,0	—
Recettes courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds) ²	—	1,1
Total ...	12,8	20,2
Différence ...	7,4	

¹ Entre autres, les intérêts du Fonds de dotation des pensions de guerre, les dépenses courantes du Fonds agricole et du Fonds des Routes, ainsi que les commissions pour émissions d'emprunts.
² Principalement, les recettes du Fonds agricole.

On notera que le tableau I se borne à reprendre les soldes des opérations budgétaires, c'est-à-dire les montants nets des recettes et des dépenses par grandes catégories économiques sans donner les détails des opérations. Les commentaires qui suivent précisent le contenu des différentes rubriques du tableau.

On distingue parmi les *opérations courantes* :

1. Dépenses de consommation.

Ici viennent, en premier lieu, les salaires, les pensions et autres charges sociales du personnel des services publics. Ces dépenses passent de 33,6 milliards en 1964 à 43 milliards en 1966. L'augmentation est de près de 30 p.c. Elle s'explique :

— par les ajustements des traitements et pensions à la hausse de l'indice (août 1964, janvier et août 1965);

— par les ajustements probables au cours de l'année 1966;

— par la mise en vigueur, à partir du 1^{er} avril 1965, du système d'assurance-soins de santé obligatoire du personnel des services publics;

— par les diverses améliorations des systèmes de traitements et de pensions, y compris celles qui font partie du programme social 1966 de la fonction publique;

— et, enfin, par l'augmentation des effectifs.

Viennent, en second lieu, les achats courants de biens et services qui passent de 10,8 milliards en 1964 à 14,6 milliards en 1966, soit une hausse de 35 p.c. Celle-ci comprend l'incidence relativement importante de la suppression de l'exemption en matière de taxes assimilées au timbre pour les livraisons aux services publics. Pour 1966, un montant de 0,7 milliard a été prévu pour tenir compte de l'incidence due à l'augmentation des impôts indirects et, en général, des hausses de prix auxquelles on peut s'attendre.

Enfin, figurent ici, les dépenses courantes pour travaux et équipements, parmi lesquelles les investissements militaires. Cette catégorie de dépenses, qui représentait 7,9 milliards en 1964 et 6,9 milliards en 1965, n'atteint plus

que 6,2 milliards en 1966. La réduction est particulièrement importante en ce qui concerne les dépenses militaires.

Du côté des recettes, on note 1 milliard en 1964, 1,2 milliard en 1965 et 1 milliard en 1966. Elles comprennent divers remboursements de dépenses ainsi que les recettes provenant de certaines ventes. A remarquer que les recettes des Postes, de la Radiodiffusion-Télévision Belge et du Service des paquets de la ligne Ostende-Douvres ne sont pas reprises ici : la différence entre les recettes et les dépenses de ces entreprises publiques figure dans le groupe « Intérêts, pertes et profits ».

La consommation nette du pouvoir central augmente donc de 11,5 milliards entre 1964 et 1966, soit de 22 p.c., alors que l'on s'attend à ce que l'augmentation du produit national brut ne soit que de 15 p.c.

2. Intérêts, pertes et profits.

La charge d'intérêts de la dette publique, y compris les primes payées à l'occasion des amortissements, passe de 18,6 milliards en 1964 à 21 milliards en 1966. Elle se rapporte à la dette publique directe, aux dettes du Fonds des Routes, de l'Intercommunale E3, de la Caisse autonome des dommages de guerre et du Fonds de dotation des pensions de guerre, ainsi qu'à la dette congolaise garantie en devises reprise par la Belgique.

Les contributions aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques passent de 4,5 milliards en 1964 à 7,4 milliards en 1966. Elles se rapportent principalement aux Chemins de fer et aux Postes.

Du côté des recettes, les participations dans les bénéfices d'exploitation et les intérêts reçus restent, à peu de chose près, égaux, soit 2,2 milliards au cours des trois années considérées.

3. Transferts directs de revenus.

Il s'agit, en l'espèce, de transferts de revenus qui ont lieu entre l'Etat et les entreprises privées, les entreprises publiques, les ménages et l'étranger. Le montant total des sommes ainsi transférées par le pouvoir central à ces autres secteurs atteint 22 milliards en 1966.

Au chapitre des recettes, sont repris les impôts, à l'exception des droits de succession. L'augmentation entre 1964 et 1966 s'élève à 25 p.c.; elle va de pair, à peu de chose près, avec l'augmentation des dépenses courantes, mais est plus forte que l'augmentation prévue du produit national brut (15 p.c.).

4. Transferts de revenus entre secteurs publics.

Ce groupe comprend tous les transferts de revenus entre, d'une part, le pouvoir central et, d'autre part, les autres secteurs des pouvoirs publics, c'est-à-dire les institutions autonomes à caractère administratif, les institutions de sécurité sociale, les communes et provinces et l'enseignement libre. Au total, les transferts de revenus du pouvoir central atteignent 69,8 milliards en 1966.

Parmi les opérations de capital, on distingue :

5. Transferts directs de capitaux.

Les transferts entre l'Etat et les autres secteurs repris sous cette rubrique, ont le caractère d'opérations de capital. En 1966, ils s'élèvent, en dépenses, à 2,2 milliards. On notera que les capitaux que l'Etat met à la disposition des entreprises publiques, en particulier de la Société Nationale des Chemins de fer belges, sont, en général, considérés comme une participation dans le capital de ces entreprises.

Pour ce qui concerne les recettes, ce chapitre comprend les droits de succession et de donation (à concurrence de 3,1 milliards en 1966).

6. Transferts de capitaux entre secteurs publics.

Tout comme pour les opérations courantes, il s'agit ici de relations financières entre les différents secteurs publics, mais cette fois en vue d'investissements.

La majeure partie des dépenses reprises dans ce compte (3,9 milliards en 1966) est attribuée à des fonds et organismes autonomes. Pour le reste, les dépenses concernent essentiellement les contributions de l'Etat dans les investissements des pouvoirs publics subordonnés ainsi que les amortissements, pris

en charge par l'Etat, des emprunts contractés auprès du Crédit Communal de Belgique.

Rappelons que les principaux transferts de capitaux à des fonds autonomes (Caisse autonome des dommages de guerre, Fonds des Routes et les trois Fonds des constructions scolaires) ne figurent pas sous cette rubrique, étant donné que ces fonds ont été consolidés directement avec l'Etat.

7. Investissements directs.

Les investissements directs de l'Etat figurant sous cette rubrique comprennent également ceux du Fonds des Routes, de l'Intercommunale E3, du Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur. Ils s'élèvent au total à 19,7 milliards en 1966. Pour obtenir les investissements nets, il convient de déduire les ventes de biens de capital et les amortissements. Seule la première déduction est opérée dans le tableau.

8. Octrois de crédits et participations.

Sont reprises sous ce chapitre, toutes les opérations qui sont à l'origine d'une créance certaine pour l'Etat, que celui-ci intervienne comme actionnaire, ou comme bailleur de fonds. La majeure partie de ces opérations consiste en octrois de capitaux à la Société Nationale des Chemins de fer belges.

Du côté des recettes, il y a lieu d'inscrire ici les remboursements de capitaux. Ces opérations demeurent cependant relativement peu importantes (0,5 milliard en 1965).

9. Dette publique.

Le compte « Opérations de capital » indique le solde net à financer avant les opérations relatives à la Dette publique. Ce solde montre dans quelle mesure les opérations de capital, en ce compris le solde du compte des opérations courantes, entraînent une augmentation nette de la Dette publique. En 1964, ce solde était de l'ordre de 18,6 milliards. Pour 1965 et 1966, il atteint respectivement 34,3 et 25,7 milliards.

La rubrique « Dette publique » reprend, ensuite, en dépenses, les amortissements de la Dette. Les chiffres comprennent non seule-

ment les amortissements qui figurent au budget de la Dette publique (13,6 milliards en 1966), mais également ceux du Fonds des Routes, de la Caisse autonome des dommages de guerre et du Fonds de dotation des pensions de guerre (2,4 milliards en 1966).

En ajoutant les amortissements au solde à financer, on obtient le solde final brut. Celui-ci représente le déficit budgétaire pour lequel il est fait appel aux emprunts.

Pour 1964 seulement, le montant du produit des emprunts a pu être établi, soit 24,5 milliards pour l'Etat et 6,8 milliards pour les fonds (Fonds des Routes, Fonds de dotation des pensions de guerre et Caisse autonome des dommages de guerre). Le solde final net pour 1964 (0,9 milliard) représente les autres moyens de financement ainsi que les différences qui résultent de ce que les opérations budgétaires sont inscrites par exercice, alors que les produits d'emprunts sont enregistrés par année civile.

b) Le regroupement fonctionnel.

Le regroupement fonctionnel constitue l'instrument adéquat pour classer les dépenses de l'Etat selon les objectifs importants de la politique gouvernementale. Pour l'établissement des données fonctionnelles, on a utilisé les mêmes montants que ceux du regroupement économique. Les opérations des Fonds et les opérations extrabudgétaires sont exprimées séparément dans le tableau II sous la rubrique « Rapprochement avec les données budgétaires ».

L'examen des différentes fonctions de l'Etat permet de constater que le schéma général de répartition ne varie que faiblement par rapport à celui qui était mentionné dans les Exposés généraux précédents. Les fonctions « Enseignement, culture et cultes », « Communications », « Interventions sociales » et « Défense nationale » représentent environ 59 p.c. des dépenses totales. Les dépenses affectées à l'ensemble des autres fonctions atteignent actuellement 19 p.c. du total, contre 18 p.c. précédemment. Le restant (22 p.c.) concerne les dépenses non imputables, notamment celles qui sont relatives aux pouvoirs publics subordonnés et à la Dette publique.

L'Etat consacrera, en 1966, à la fonction « Enseignement, culture et cultes » une

Tableau II.

Regroupement fonctionnel des dépenses de l'Etat

Fonctions	1964	1965	1966	1964	1965	1966
	(millions de francs)			(pour cent du total)		
Enseignement, culture et cultes	36.460	42.330	47.499	19,5	19,6	20,3
Dette publique	30.777	35.046	36.789	16,5	16,2	15,7
Communications	26.046	29.519	32.775	14,0	13,7	14,0
Interventions sociales	22.993	28.588	30.339	12,3	13,2	12,9
Défense nationale	24.474	26.078	27.369	13,1	12,1	11,7
Relations avec les pouvoirs publics subordonnés .	9.844	10.484	11.385	5,2	4,9	4,9
Administration générale	7.187	8.939	10.386	3,8	4,1	4,4
Dommages de guerre et calamités	8.845	8.389	8.553	4,7	3,9	3,6
Industrie, commerce et classes moyennes	4.067	5.584	7.227	2,2	2,6	3,1
Justice et police	4.628	5.403	6.147	2,5	2,5	2,6
Agriculture et ravitaillement	4.480	5.179	4.949	2,4	2,4	2,1
Relations avec l'étranger	2.860	4.214	4.482	1,5	2,0	1,9
Logement	2.580	3.418	3.140	1,4	1,6	1,4
Santé publique	1.706	2.527	3.262	0,9	1,2	1,4
Divers	46	77	11	—	—	—
Total du regroupement fonctionnel	186.993	215.775	234.313	100,0	100,0	100,0
Rapprochement avec les données budgétaires ...	- 7.912	- 3.258	- 6.590			
Total officiel du budget ...	179.081	212.517	227.723			

dépense de 47,5 milliards, soit une augmentation de 11 milliards par rapport à 1964. Le facteur salaires détermine en ordre principal l'accroissement des dépenses d'enseignement. L'adaptation des salaires à l'indice des prix de détail et l'incidence des cotisations dues pour l'assurance-maladie obligatoire pèsent lourdement sur ce secteur. Constituent également des éléments importants dans cette fonction, les constructions scolaires et les pensions.

Tableau III.

Enseignement, culture et cultes
(millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des dépenses de l'Etat
1964	33.556	2.904	36.460	19,5
1965	39.064	3.266	42.330	19,6
1966	43.531	3.968	47.499	20,3

Par ordre d'importance, les dépenses pour la « Dette publique » qui ne peuvent être réparties fonctionnellement, occupent la deuxième place. A remarquer que cette fonction comprend, outre le service financier des emprunts de l'Etat, celui du Fonds des Routes, de la Caisse autonome des dommages de guerre et du Fonds de dotation des pensions de guerre. D'autre part, suivant les conventions de

Benelux en vigueur en la matière, la dette congolaise garantie est classée dans la fonction « Calamités ».

Tableau IV.

Dette publique
(millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des dépenses de l'Etat
1964	29.118	1.659	30.777	16,5
1965	33.027	2.019	35.046	16,2
1966	34.850	1.939	36.789	15,7

La majeure partie des dépenses des départements des Communications et Postes, Télégraphes et Téléphones et des Travaux publics, ainsi que celles du Fonds des Routes et de l'Intercommunale E3, sont comprises dans la fonction « Communications ». Plusieurs éléments importants exercent leur influence :

— les dépenses du Fonds des Routes — non compris le service financier des emprunts — (7,2 milliards en 1966) et les paiements effectués par l'Intercommunale E3 (2 milliards en 1966);

— les interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer belges (8 milliards en 1966);

— les dépenses pour l'entretien des voies d'eau, pour l'exécution de grands travaux portuaires et pour l'extension de la marine marchande (5,5 milliards en 1966);

— le déficit de l'administration des Postes (2,7 milliards en 1966).

Tableau V.

Communications
(millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des dépenses de l'Etat
1964	8.721	17.325	26.046	14,0
1965	11.942	17.577	29.519	13,7
1966	12.669	20.106	32.775	14,0

Les dépenses de la fonction « Interventions sociales » passent de 23 milliards en 1964 à 30,3 milliards en 1966, soit une augmentation de 31 p.c.

Les transferts au secteur « Sécurité sociale » couvrent 80 p.c. de cette fonction. Les transferts à la branche « Maladie-Invalidité » augmentent d'environ 50 p.c. de 1964 à 1966. Le déficit chronique provenant notamment de l'augmentation continue du nombre des bénéficiaires et de la hausse du prix des prestations, nécessite des interventions accrues. Les transferts aux ménages à diverses fins sociales présentent également une augmentation considérable. Ils passent de 2,6 milliards en 1964 à 4 milliards en 1966.

Tableau VI.

Interventions sociales
(millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des dépenses de l'Etat
1964	22.593	400	22.993	12,3
1965	28.551	37	28.588	13,2
1966	30.299	40	30.339	12,9

L'augmentation des dépenses de « Défense nationale », de 24,5 milliards en 1964 à 27,4 milliards en 1966, se rapporte exclusivement aux budgets ordinaires de la Défense nationale

et de la Gendarmerie ainsi qu'à celui des Pensions. Les principaux facteurs de hausse sont : les dépenses de personnel, les dépenses pour l'entretien d'avions, celles qui résultent de l'application de la loi du 22 mars 1965 supprimant l'exonération en matière de taxes assimilées au timbre sur les fournitures aux services publics.

Par contre, les dépenses extraordinaires sont en diminution. Ceci résulte, d'une part, du fait que les données de 1965 et de 1966 ne comprennent pas les transferts relativement importants de crédits de paiement provenant d'exercices antérieurs, et, d'autre part, du fait que les paiements de certaines réalisations sont étalés sur plusieurs années.

Tableau VII.

Défense nationale
(millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des dépenses de l'Etat
1964	18.432	6.042	24.474	13,1
1965	20.622	5.456	26.078	12,1
1966	22.204	5.165	27.369	11,7

B. REGROUPEMENT ECONOMIQUE DES DEPENSES ET DES RECETTES DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS.

Pour obtenir une vue d'ensemble de la répercussion de l'économie publique sur l'économie nationale, il est nécessaire de compléter les flux économiques du pouvoir central par les opérations des autres secteurs, notamment le secteur de la sécurité sociale et celui des pouvoirs publics subordonnés auquel est rattaché l'enseignement libre. Le secteur du pouvoir central lui-même est composé, d'une part, des opérations du budget général de l'Etat et, d'autre part, des opérations des fonds et des institutions publiques autonomes qui ont le caractère d'administrations. Les entreprises publiques ne sont pas reprises dans ce regroupement économique.

Par ailleurs, les chiffres du « Pouvoir central » figurant au tableau VIII diffèrent à plusieurs points de vue de ceux du tableau I

commenté précédemment. Le concept adopté ici est plus large.

En ce qui concerne le secteur de la sécurité sociale, seuls les organismes publics y figurent. Cette conception diffère, par conséquent, quelque peu de celle qui est la base des données de la sécurité sociale reprises dans les comptes nationaux et dans le budget national.

Les données de l'Etat, des fonds et des diverses institutions d'intérêt public, se basent sur une analyse détaillée des comptes, tandis que les chiffres des pouvoirs publics subordonnés (provinces, communes et commissions d'assistance publique) s'appuient sur des évaluations, ce qui implique une certaine réserve à leur sujet.

Tableau VIII.

Compte économique des pouvoirs publics en 1964

(millions de francs)

	Budget général de l'Etat	Fonds et institutions autonomes	Total Pouvoir central (3) = (1) + (2)	Institutions de sécurité sociale	Pouvoirs publics subordonnés et enseigne- ment libre	Total (6) = (3) + (4) + (5)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
A. Compte « Opérations courantes » :						
1. Consommation	- 51.150	- 5.170	- 56.320	- 4.504	- 38.259	- 99.083
2. Intérêts, pertes et profits	- 16.998	- 2.401	- 19.399	+ 1.183	- 208	- 18.424
3. Transferts directs de revenus ...	+135.740	- 8.128	+127.612	- 7.303	+ 7.299	+127.608
4. Transferts de revenus entre secteurs publics	(- 62.885)	(+ 12.139)	(- 50.746)	(+ 19.451)	(+ 31.247)	(- 48)
Divers	- 303	-	- 303	-	-	- 303
Solde des opérations courantes .	+ 67.289	- 15.699	+ 51.590	- 10.624	- 31.168	+ 9.798
B. Compte « Opérations de capital » :						
Solde des opérations courantes .	+ 67.289	- 15.699	+ 51.590	- 10.624	- 31.168	+ 9.798
5. Transferts directs de capitaux .	+ 1.582	- 1.085	+ 497	-	- 60	+ 437
6. Transferts de capitaux entre secteurs publics	(- 6.652)	(+ 6.251)	(- 401)	-	(+ 940)	(+ 539)
7. Investissements directs	- 4.587	- 10.211	- 14.798	- 365	- 8.189	- 23.352
8. Octrois de crédits et participa- tions	- 4.092	- 1.048	- 5.140	- 3.376	- 1.764	- 10.280
Divers	- 372	-	- 372	-	-	- 372
Solde net à financer ...	+ 59.820	- 28.043	+ 31.777	- 14.365	- 41.181	- 23.769
9. Dette publique	+ 13.136	+ 5.129	+ 18.265	+ 2.081	+ 7.020	+ 27.366
Solde final ...	+ 72.956	- 22.914	+ 50.042	- 12.284	- 34.161	+ 3.597

+ = excédent des recettes sur les dépenses; - = excédent des dépenses sur les recettes.

La méthode de classification suivie répond aux décisions et méthodes adoptées par Benelux.

Le solde des opérations courantes de l'ensemble des pouvoirs publics laisse apparaître en 1964 un excédent d'épargne de 9,8 milliards.

Les déficits propres de la sécurité sociale, des pouvoirs publics subordonnés et de l'enseignement libre sont en fait compensés par des transferts du pouvoir central. Si l'on tient compte de ces derniers (50,7 milliards en 1964) pour la détermination du solde d'épargne du pouvoir central, ce solde s'élève à 0,9 milliard.

Si l'on considère séparément les recettes et les dépenses courantes (le tableau VIII ne montre que le solde), il apparaît que les dépenses courantes s'élèvent à 230,5 milliards en 1964 et les recettes, à 240,3 milliards. A cet égard, la structure des dépenses courantes se présente comme suit :

	(milliards de francs)	(pour cent du total)
Salaires et pensions	66,0	28,7
Autres dépenses de consommation .	35,8	15,5
Intérêts	23,8	10,3
Contributions aux entreprises	12,5	5,4
Contributions aux ménages	89,0	38,7
Contributions à l'étranger	2,4	1,0
Divers	1,0	0,4
Total des dépenses courantes	230,5	100,0

Si l'on additionne les opérations courantes et les opérations de capital, excepté celles qui concernent la dette publique, on obtient le solde net à financer. Ce résultat indique dans quelle mesure les opérations des pouvoirs publics ont donné lieu à une augmentation ou à une diminution nette de la dette publique.

Dans le tableau, la rubrique « Dette publique » comprend, au débit, des amortissements pour 23,6 milliards, tandis que le crédit comprend le produit des emprunts de l'ensemble des pouvoirs publics (51 milliards). Ces produits d'emprunts représentent l'appel fait sur le marché du capital pour la couverture du solde des opérations budgétaires, ainsi que des amortissements inscrits au débit. Les autres sources de financement ne sont pas prises en considération ici : leur importance se reflète dans le solde final du compte de l'ensemble des pouvoirs publics. Il est à remarquer que l'année 1964 enregistre un solde bénéficiaire de 3,6 milliards.

Pour terminer, l'Exposé général donne une vue du compte des pouvoirs publics dans l'économie sous forme d'un tableau dans lequel les postes principaux sont exprimés en pourcentage du produit national brut aux prix du marché.

Il ressort de ce tableau qu'en 1964, 30 p.c. du produit national brut ont été prélevés sous la forme d'impôts et de contributions obligatoires à la sécurité sociale, pour le paiement des

Tableau IX.

**Compte des pouvoirs publics
dans l'économie nationale en 1964**

	(milliards de francs)	(pour cent du P.N.B.)
Consommation (net)	99,1	12,9
Intérêts, pertes et profits (net)	18,4	2,4
Transferts directs de reve- nus (brut)	100,0	13,0
Transferts directs de capi- taux (brut)	2,3	0,3
Investissements directs (net)	23,4	3,1
Octrois de crédits et partici- pations (net)	10,3	1,3
Divers	0,7	0,1
	254,2	33,1
Impôts, cotisations de sécu- rité sociale et autres transferts en recettes ...	- 230,4	- 30,0
Solde net à financer ...	23,8	3,1
P.N.B. aux prix du marché	768,2	

dépenses des pouvoirs publics. Les impôts indirects intervenaient pour environ 12 p.c. et l'ensemble des impôts directs, des droits de succession et des contributions obligatoires à la sécurité sociale pour environ 18 p.c. En plus, il a fallu faire appel aux marchés de fonds à concurrence de 3,1 p.c. du produit national brut. D'autre part, l'importante mission de redistribution des revenus des pouvoirs publics s'exprime clairement dans le pourcentage élevé des transferts de revenus (13 p.c.).

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de décembre 1965. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

LENOIR R., Coefficient de fonds propres. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 7, 1965, pp. 589-607.*)

NEUMAN H., Le financement du risque d'entreprise dans la perspective de l'intégration européenne. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 139, octobre 1965, pp. 3-20.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

La structure du marché monétaire belge. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 43, novembre 1965, pp. 6-10.*)

LINDEMANS I., Concentration dans le secteur bancaire ! Et les holdings ? (*Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLII, n° 9, 15 novembre 1965, pp. 693-699.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

NEUMAN H., A propos de la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.) : premiers résultats. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 217, septembre-octobre 1965, pp. 511-516.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

De persconferentie van 13 oktober 1965 handel- land over de financiële toestand van de gemeenten. (*De Gemeente, Bruxelles, XL, n° 173, novembre 1965, pp. 493-508.*)

POULLET E., La nécessaire réforme de la fonction budgétaire. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles, XXI, n° 11, 15 novembre 1965, pp. 381-397.*)

ROELANTS L., A propos de la présentation des budgets communaux. (*Le Mouvement communal, Bruxelles, XLVII, n° 399, octobre 1965, pp. 453-458.*)

5. REYENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

BAUDHUIN F., L'évolution de la consommation. (*Revue mensuelle de la Chambre de Commerce Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, XLVIII, n° 10, octobre 1965, pp. 7-9.*)

Inventaire de l'épargne, 1962-1963-1964. (*Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Bruxelles, 1965, 27 p.*)

Investissements dans l'industrie des fabrications métalliques. Enquête 1965 : résultats globaux. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimétal, Bruxelles, n° 1008, 27 novembre 1965 pp. 849-855.*)

KEMPENEERS A., De prijzen van bouwgronden in België. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 11, novembre 1965, pp. 1057-1066.*)

Le développement économique et social à partir des comptes nationaux, 1953-1964. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LI, n° 9-10, septembre-octobre 1965, pp. 1824-1851.*)

6. DEMOGRAPHIE

KOEUNE J.C. & ZOLLER H., Mutations sociales et changement économique - Belgique 1947-1961. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XL, n° 7, 15 octobre 1965, pp. 585-598.*)

7. PRIX ET SALAIRES

Le fardeau des charges sociales dans l'industrie. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XX, n° 28, 10 novembre 1965, pp. 2722-2726.*)

PATHUIS H., L'évolution des prix dans les pays du Benelux de 1953 à 1964. (*Bulletin trimestriel de Statistique de Benelux, Bruxelles, XII, n° 3, 1965, pp. 11-26.*)

Revision des indices de gains dans l'industrie. (*Bulletin trimestriel de Statistique, Bruxelles, XII, n° 3, 1965, pp. 27-39.*)

9. SECURITE SOCIALE

DELPEREE A., La sécurité sociale belge et les relations européennes. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VII, n° 9, septembre 1965, pp. 1093-1139.*)

JANSSENS de BISTHOVEN A., L'évolution des cotisations de sécurité sociale 1945-1965. (*Industrie, Bruxelles, XIX, n° 11, novembre 1965, pp. 759-767.*)

VANDEN ABEELE A.M., L'importance réelle des charges sociales dans l'industrie. Un exemple tiré de l'industrie textile. (*Industrie, Bruxelles, XIX, n° 11, novembre 1965, pp. 730-737.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DAVIN L., Economie régionale et finances publiques. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 10, octobre 1965, pp. 5-45.*)

WALHIN Ch., Faiblesses et perspectives de l'économie luxembourgeoise. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XL, n° 8, 15 octobre 1965, pp. 611-630.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

DE LEENER M., Un anniversaire — La loi de 1925 sur les distributions d'énergie électrique est en vigueur depuis 40 ans. (*Energie, Bruxelles, n° 171-172, 2° et 3° trimestre 1965, pp. 79-90.*)

Indice de la production de biens intermédiaires, de biens de consommation et de biens d'investissement. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LI, n° 9-10, septembre-octobre 1965, pp. 1813-1823.*)

KARSMAN W., De huidige toestand van de Belgische kolennijverheid. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n° 11, novembre 1965, pp. 485-492.*)

KEMPENEERS A., De verhandeling van de landbouwgronden. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, X, n° 3, 1965, pp. 354-378.*)

La chocolaterie-confiserie. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XX, n° 26, suppl., 20 octobre 1965, pp. 2-8.*)

L'industrie alimentaire belge, sa situation, ses problèmes. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XX, n° 28, 10 novembre 1965, pp. 2738-2746.*)

L'industrie belge de la biscuiterie. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 40, 23 octobre 1965, pp. 345-348.*)

L'industrie belge de montage d'automobiles et la C.E.E. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 44, 20 novembre 1965, pp. 385-388.*)

L'industrie de l'automobile : phénomènes de croissance et de concurrence. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 42, 19 novembre 1965, pp. 1-5.*)

VANDER STRICHT A., La situation économique de la brasserie belge. (*Petit Journal du Brasseur, Bruxelles, LXXIII, n° 3071, 26 novembre 1965, pp. 729-733.*)

UBACHS E., Les Ardennes, château d'eau de la Belgique ? (*Energie, Bruxelles, n° 171-172, 2° et 3° trimestre 1965, pp. 93-102.*)

12. TRANSPORTS

Livre banc. Anvers, port national - Problèmes d'actualité. (*Comité de la Fédération maritime d'Anvers, Anvers, 1965, 20+21 p.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ANDRE P., Un phénomène monétaire international : les marchés des Euromonnaies. (*Impresor, Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, 1965, 31 p.*)

BOARMAN P.M., The World's Money. Gold and the Problem of International Liquidity. (*Bucknell University, Lewisburg, 1965, 25 p.*)

BOSMAN H.W.J., Naar een nieuwe sleutelvaluta ? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, L, n° 2514, 27 octobre 1965, pp. 984-988.*)

Compte rendu analytique de la XV^e table ronde des problèmes de l'Europe. Thème : Les mouvements de capitaux et la stabilité monétaire internationale. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 29, 3^e trimestre 1965, pp. 41-138.*)

FRANÇOIS W., Liquidité internationale et équilibre des balances des comptes. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 29, 3^e trimestre 1965, pp. 142-154.*)

Gold, the Dollar, and the World Monetary System. A C.E.D. Symposium on the International Position of the Dollar. (*Committee for Economic Development, New-York, 1965, 53 p.*)

HAYES A., Priorities in International Finance. (*Monthly Review de la Federal Reserve Bank of New York, New-York, XLVII, n° 11, novembre 1965, pp. 223-228.*)

ISSING O., Leitwährung und internationale Währungsordnung. (*Duncker & Humblot, Berlin, 1965, 374 p.*)

KOSZUL J., La tendance sur le marché de l'Euro-dollar. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 217, septembre-octobre 1965, pp. 611-617.*)

LUTZ F.A., International Policies Compatible with External Equilibrium at Stable Exchange Rates. (*in International Payments Problems, American Enterprise Institute, Washington, 1965, 107 p.*)

MACHLUP Fr., International Monetary Systems and the Free Market Economy. (*in International Payments Problems, American Enterprise Institute, Washington, 1965, 107 p.*)

MEADE J.E., Exchange-Rate Flexibility. (*in International Payments Problems, American Enterprise Institute, Washington, 1965, 107 p.*)

PEARCE I.F. & ROWAN D.C., A Framework for Research into the Real Effects of International Capital Movements. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Milan, XII, n° 10, octobre 1965, pp. 958-991.*)

Problèmes monétaires et financiers internationaux. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 43, novembre 1965, pp. 1-5.*)

- REIERSON R.L., The International Payments System : Is there Shortage of International Liquidity? (in *International Payments Problems*, American Enterprise Institute, Washington, 1965, 107 p.)
- REIERSON R.L., The Question of International Liquidity. (*Bankers Trust Company, New York*, 1965, 48 p.)
- SOUTHARD F.A., La politique financière internationale 1920-1944. (*Finances et Développement, Washington*, II, n° 3, septembre 1965, pp. 149-158.)
- von HABERLER G., The International Payments System : Postwar Trends and Prospects. (in *International Payments Problems*, American Enterprise Institute, Washington, 1965, 107 p.)
- WEILLER J., Négociations monétaires et coopération économique internationale (*Banque, Paris*, XL, n° 233, novembre 1965, pp. 769-774.)
- 16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- BLAISSE P.A., Politieke en economische aspecten van de crisis in de E.E.G. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam*, L, n° 2516, 10 novembre 1965, pp. 1036-1944.)
- CARTOU L., Organisations européennes. (*Dalloz, Paris*, 1965, XLIX+478 p.)
- DEHOUSSE J.M., Premier colloque de l'Institut d'Etudes juridiques européennes. La fusion des Communautés Européennes. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège*, X, n° 2-3, 1965, pp. 485-503.)
- DEWIERS J., La crise du Marché commun. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles*, XXI, n° 11, 15 novembre 1965, pp. 369-380.)
- MENDEZ J.M., La politique agricole de la Communauté Economique Européenne. (*L'Actualité économique, Montréal*, XLI, n° 2, juillet-septembre 1965, pp. 226-261.)
- MUSGRAVE P.B., An Evaluation of Investment Income Taxation within the European Common Market. (*Public Finance, La Haye*, XX, n° 3-4, 1965, pp. 284-295.)
- RAISSAC P., Les systèmes fiscaux dans les pays de la Communauté Economique Européenne. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris*, n° 29, 3^e trimestre 1965, pp. 30-38.)
- SICHTERMANN S., Das Bankgeheimnis in den Europäischen Gemeinschaften. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt-sur-le-Main*, XVIII, n° 22, 15 novembre 1965, pp. 1080-1084.)
- VANDEWALLE G., Exclusiviteitsrechten en verticale prijsverbinding in de Gemeenschappelijke Markt. (*Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gand*, X, n° 3, 1965, pp. 277-308.)
- VAN GINDERACHTER J. & LEMOINE P., Europese integratieproblemen : september 1964 - augustus 1965. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain*, X, n° 3, 1965, pp. 379-428.)
- VERRIJN STUART G.M., Goede en verkeerde internationale economische toenadering. (*De Economist, Haarlem*, CXIII, n° 10, octobre 1965, pp. 641-679.)
- 17. DIVERS**
- Compte rendu du 3^e congrès de la Fédération européenne des Associations d'Analystes financiers, les 13-16 janvier 1965, Knokke-Le Zoute. (*Association belge des Analystes financiers, Bruxelles*, 1965, 90 p.)
- NUYENS Y., Pressiegroepen in België. (*Universitaire Boekhandel, Louvain*, 1965, 436 p.)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 10 septembre 1965

portant coordination des lois relatives à l'Institut économique et social des Classes moyennes (Moniteur du 15 décembre 1965, p. 13044).

Arrêté royal du 13 décembre 1965

modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1960 portant création d'un Comité national de l'Expansion économique (Moniteur du 18 septembre 1965, p. 13141).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 26 novembre 1965

modifiant le montant global à concurrence duquel la garantie du Fonds d'investissement agricole peut être accordée (Moniteur du 7 décembre 1965, p. 12781).

Article 1^{er}. — Le montant global jusqu'à concurrence duquel la garantie du Fonds d'investissement agricole

peut être accordée, est porté de 1.500 millions de francs à 2 milliards de francs.

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1965

portant organisation de l'intervention financière de l'Etat dans le fonctionnement du Fonds d'aide médicale urgente (Moniteur du 16 décembre 1965, p. 13086).

Arrêté royal du 3 décembre 1965

modifiant l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre (Moniteur du 10 décembre 1965, p. 12917).

Arrêté royal du 8 décembre 1965

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un vingt-sixième emprunt, d'un montant effectif de 50 millions de francs (Moniteur du 22 décembre 1965, p. 13230).

**Arrêtés ministériels
des 20 et 24 décembre 1965**

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 23 et 30 décembre 1965, pp. 13270 et 13484).

Loi du 27 décembre 1965

modifiant le Code des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13397).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

relatif aux taxes assimilées au timbre (Moniteur des 29 et 30 décembre 1965 — Erratum —, pp. 13398 et 13486).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13401).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

modifiant le régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13403).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

modifiant le régime d'accise des benzols et des produits analogues (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13413).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

modifiant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13416).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

relatif au régime d'accise des eaux de boisson et de limonades (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13419).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

modifiant le régime d'accise du tabac (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13424).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

relatif au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 30 décembre 1965, p. 13456).

Loi du 27 décembre 1965

de Finances pour l'exercice 1966 (Moniteur du 31 décembre 1965, p. 13517).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

modifiant la taxe de consommation sur l'alcool éthylique (Moniteur du 31 décembre 1965, p. 13521).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13402).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1965

portant exécution des dispositions légales coordonnées relatives au régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13408).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1965

portant exécution de l'arrêté royal du 27 décembre 1965 modifiant le régime d'accise des benzols et des produits analogues (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13414).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1965

portant exécution de l'arrêté royal du 27 décembre 1965 modifiant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13417).

Modifications du 28 décembre 1965

à l'instruction ministérielle du 20 avril 1933, relative au régime fiscal des eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13420).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1965

modifiant le règlement établi par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1948 pour la percep-

tion du droit d'accise sur les tabacs fabriqués et remplaçant le tableau des bandelettes fiscales (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13425).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses (Moniteur du 31 décembre 1965, p. 13522).

Arrêté ministériel du 28 décembre 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 20 juin 1962 relatif à la perception de droits d'entrée d'après des taux forfaitaires (Moniteur du 31 décembre 1965, p. 13525).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 26 novembre 1965

modifiant le montant global à concurrence duquel la garantie du Fonds d'investissement agricole peut être accordée (Moniteur du 7 décembre 1965, p. 12781). (Voir texte, rubrique 3.)

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 24 décembre 1965

portant prorogation de la durée pour laquelle le Directoire de l'Industrie charbonnière est institué (Moniteur du 31 décembre 1965, p. 13553).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 5 novembre 1965

modifiant les articles 122, 123, 124, 125, 151 et 188 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage. Erratum (Moniteur du 24 décembre 1965, p. 13295).

Arrêté royal du 16 novembre 1965

relatif à la durée du travail de certains employés occupés par les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale pour les employés de la sidérurgie (Moniteur du 3 décembre 1965, p. 12665).

**Arrêté ministériel
des 22 novembre et 15 décembre 1965**

modifiant les articles 3, 84, 90, 101 et 18 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1965 relatif au chômage (Moniteur des 2 et 29 décembre 1965, pp. 12610 et 13442).

Arrêté royal du 23 novembre 1965

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 3 décembre 1965, p. 12665).

Arrêté royal du 6 décembre 1965

rendant obligatoire la décision du 1^{er} juillet 1965 de la Commission paritaire nationale de

la construction, concernant la durée du travail (Moniteur du 15 décembre 1965, p. 13037).

Arrêté royal du 15 décembre 1965

fixant les limites de la durée du travail dans les entreprises dont l'activité consiste dans le pilotage et l'amarrage de bateaux de mer dans le port d'Anvers (Moniteur du 22 décembre 1965, p. 13232).

Arrêté royal du 15 décembre 1965

modifiant l'article 146 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13441).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 12 novembre 1965

modifiant la liste 1 annexée à l'arrêté ministériel du 16 janvier 1964, soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 8 décembre 1965, p. 12821).

Arrêté ministériel du 20 décembre 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 23 décembre 1965, p. 13270).

Arrêtés ministériels du 24 décembre 1965

soumettant à licence l'importation et l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13437).

Arrêté ministériel du 24 décembre 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 30 décembre 1965, p. 13484).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

relatif au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 30 décembre 1965, p. 13456).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 5 novembre 1965

rendant obligatoire la convention du 6 mai 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs fixant la classification

professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 4 décembre 1965, p. 12727).

Arrêté royal du 16 novembre 1965

rendant obligatoire la convention du 6 septembre 1965 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de la province de Liège, fixant les salaires (Moniteur du 3 décembre 1965, p. 12661).

Arrêté royal du 23 novembre 1965

rendant obligatoire la convention du 13 juillet 1965 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale rendant conforme à la loi du 31 décembre 1964 les zones de salaires prévues dans la convention du 23 octobre 1964 de la même commission paritaire fixant les salaires minimums et les conditions de travail des ouvriers occupés dans les entreprises relevant de cette commission, rendue obligatoire par arrêté royal du 6 mai 1965 (Moniteur du 3 décembre 1965, p. 12666).

Arrêté royal du 26 novembre 1965

rendant obligatoire la convention du 24 juin 1965 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de gravier et de

sables exploitées à ciel ouvert des provinces de Limbourg, d'Anvers, de Flandre occidentale et de Flandre orientale fixant les salaires des ouvriers (Moniteur du 15 décembre 1965, p. 13034).

Arrêté ministériel du 7 décembre 1965

fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés (Moniteur du 16 décembre 1965, p. 13083).

Arrêté royal du 9 décembre 1965

fixant les taux et modalités d'octroi de rémunération des handicapés occupés dans les ateliers protégés (Moniteur du 16 décembre 1965, p. 13082).

Arrêté royal du 14 décembre 1965

portant modification des tarifs postaux en services intérieur et international (Moniteur du 22 décembre 1965, p. 13233).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté ministériel du 17 novembre 1965

fixant les conditions auxquelles le Fonds national de reclassement social des handicapés octroie ou garantit des prêts aux handicapés en vue de leur placement (Moniteur du 3 décembre 1965, p. 12668).

Arrêté ministériel du 18 novembre 1965

portant approbation d'une modification à l'article 2 du règlement du 19 juin 1959 pris en application de l'article 14 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de Sécurité sociale, introduit par l'article 5 de l'arrêté royal du 30 septembre 1958 (Moniteur du 10 décembre 1965, p. 12935).

Arrêté ministériel du 7 décembre 1965

fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés (Moniteur du 16 décembre 1965, p. 13083).

Arrêté royal du 9 décembre 1965

déterminant le montant et les conditions d'octroi d'une allocation complémentaire à certains travailleurs frontaliers ou saisonniers occupés en France et à leurs veuves (Moniteur du 14 décembre 1965, p. 12991).

Arrêté ministériel du 22 décembre 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 10 avril 1959 fixant les rémunérations forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale de certains travailleurs rémunérés au pourboire et de leurs employeurs (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13445).

Arrêté royal du 23 décembre 1965

relevant le montant des ressources qui n'a pas d'incidence sur l'octroi des prestations prévues par la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 30 décembre 1965, p. 13497).

Arrêté royal du 24 décembre 1965

dérogeant temporairement à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 29 décembre 1965, p. 13444).

Arrêté royal du 27 décembre 1965

fixant le montant annuel de revenus visés aux articles 25, §§ 1^{er} et 2, et 33, § 5, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 31 décembre 1965, p. 13558).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Avis conforme n° 22-65

donné par le Conseil, au titre de l'article 95, § 1^{er} du traité, sur un projet de décision de la Haute Autorité portant prorogation de la décision n° 1-64 concernant l'interdiction de l'alignement sur les offres de produits sidérurgiques et de fonte en provenance de pays ou territoires à commerce d'Etat (Journal officiel du 28 décembre 1965, p. 3266/65).

**Avis de la Commission du
18 novembre 1965 (65/525/C.E.E.)**

adressé au gouvernement de la Belgique au sujet du projet d'arrêté royal belge concernant les accords particuliers que la Société Nationale des Chemins de fer belges peut conclure pour le transport de charbon et d'acier (Journal officiel du 4 décembre 1965, p. 3052/65).

**Recommandation n° 1-65
du 1^{er} décembre 1965**

aux gouvernements des Etats membres portant prorogation de la recommandation n° 2-64 relative à l'introduction d'une protection spécifique frappant les importations de fontes de moulage (Journal officiel du 8 décembre 1965, p. 3077/65).

Décision n° 14-65 du 1^{er} décembre 1965

portant dérogation à la recommandation n° 2-64 relative à l'introduction d'une protection spécifique frappant les importations de fontes de moulage (seizième dérogation) (Journal officiel du 8 décembre 1965, p. 3082/65).

**Règlement n° 165/65/C.E.E.
du Conseil du 9 décembre 1965**

portant prorogation du délai de non-application aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable du règlement n° 17 du Conseil (Journal officiel du 11 décembre 1965, p. 3141/65).

Décision n° 15-65 du 15 décembre 1965

portant dérogation à la recommandation n° 1-64 relative à un relèvement de la protection frappant les produits sidérurgiques à la périphérie de la Communauté (dix-septième dérogation) (Journal officiel du 16 décembre 1965, p. 3153/65).

Décision n° 16-65 du 15 décembre 1965

portant prorogation de la décision n° 1-64 concernant l'interdiction de l'alignement sur les

offres de produits sidérurgiques et de fonte en provenance de pays ou territoires à commerce d'Etat (Journal officiel du 16 décembre 1965, p. 3155/65).

Déclaration de la Commission adoptée le 15 décembre 1965 (65/573/C.E.E.)

en même temps que ses décisions concernant les concours du F.E.O.G.A. — section garantie — pour la période de comptabilisation 1962/1963 (Journal officiel du 30 décembre 1965, p. 3277/65).

Décision du Conseil du 23 décembre 1965 (65/570/C.E.E.)

portant prorogation de la suspension partielle des droits du tarif douanier commun applicables aux réacteurs nucléaires et à certaines de leurs parties et pièces détachées de la

position ex 84.59 (Journal officiel du 28 décembre 1965, p. 3264/65).

Règlement n° 173/65/C.E.E. du Conseil du 29 décembre 1965

portant prorogation du règlement n° 3/63/CEE du Conseil, relatif aux relations commerciales avec les pays à commerce d'Etat en ce qui concerne certains produits agricoles (Journal officiel du 29 décembre 1965, p. 3270/65).

Décision du Conseil du 29 décembre 1965 (65/583/C.E.E.)

portant suspension totale ou partielle, pour l'année 1966, des droits du tarif douanier commun applicables à certains produits (Journal officiel du 31 décembre 1965, p. 3303/65).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1963	1964
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328	9.428
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948	5.996
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950	2.984
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998	3.012
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589	3.622
dont : Agriculture	»	423	249	240	230	216
Industries extractives	»	191	115	105	102	102
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267	1.289
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276	282
Transports	»	243	243	240	245	250
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.383	1.404	1.427
Chômeurs complets	»	92	95	77	65	56

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	210,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,2	16,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	18,5	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,2	44,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	77,0	81,8
e) Corrections et compléments	9,3	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,5	23,1	20,2
Total ...	199,7	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,5	333,5	373,6
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	20,4	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,3	27,7	30,2
b) Professions libérales ¹	9,5	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	13,9	15,1	16,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,5	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	94,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	6,0	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,2	7,6
e) Ajustement statistique	- 0,1	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,9	0,6	- 0,8
Total ...	105,3	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,8	147,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	12,6	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	33,4	33,1	33,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	10,8	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	14,7
Total ...	56,9	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,0	73,5	75,8
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	12,4	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	12,1	14,5
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	13,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,9	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-10,9	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-19,1	-21,2	-22,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	375,0	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,1	551,8	607,9
8. Amortissements	42,8	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,6	68,2	74,2
Revenu national brut au coût des facteurs ...	417,8	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	575,7	620,0	682,1
9. Impôts indirects	46,2	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,7	84,5	93,7
10. Subsidés	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

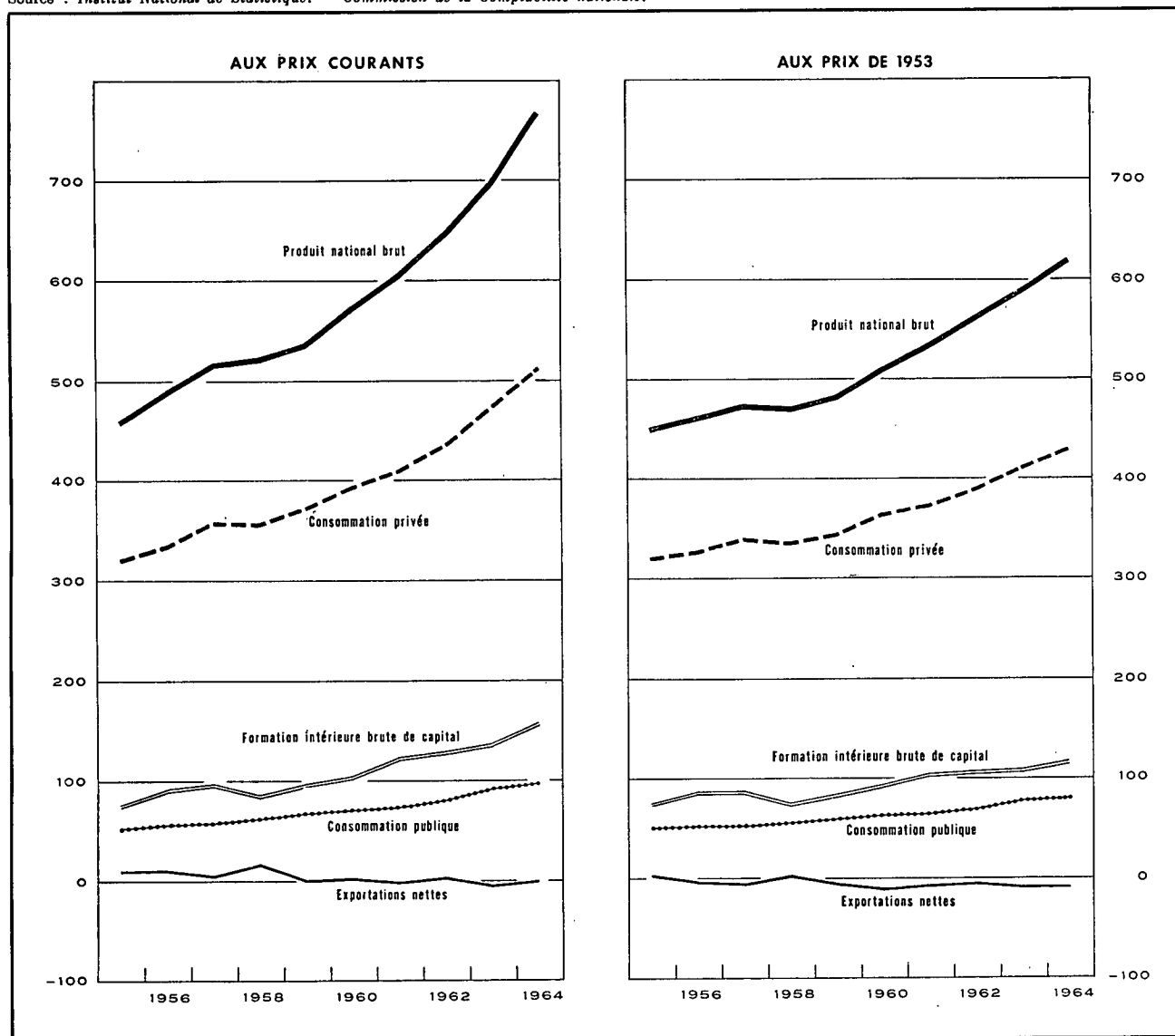
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Agriculture, sylviculture et pêche	32,7	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	39,0	41,6	44,4
2. Industries extractives	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,4	17,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,6	44,1	48,1
b) Textiles	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,8	19,0	20,0
c) Vêtements et chaussures	6,2	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	10,5	11,3
d) Bois et meubles	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	8,8
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	9,5	10,4	11,4
f) Industries chimiques et activités connexes	12,0	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,0	17,3
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,7	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	16,9	17,0	18,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,1	57,6	62,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,0	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,0	15,7	17,5
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>134,7</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>193,4</i>	<i>212,4</i>	<i>230,5</i>
4. Construction	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,1	47,0	58,9
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,1
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	67,4	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,9	114,8	123,0
b) Services financiers et assurances ...	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,4	23,7
c) Immeubles d'habitation	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,2	41,7	42,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>115,8</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,2</i>	<i>177,9</i>	<i>189,6</i>
7. Transports et communications	30,1	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	41,9	45,5	50,9
8. Services	89,5	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,9	144,3	159,3
9. Corrections	—	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	2,7	-3,5	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	454,5	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	642,8	694,1	764,6
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	93,6	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,6	125,7	133,1
b) Boissons et tabac	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	32,9	36,4
c) Vêtements et autres effets personnels	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	44,4	50,0	53,9
d) Loyers, taxes, eau	43,4	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	49,8	51,0	52,9
e) Chauffage et éclairage	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,2
f) Articles ménagers durables	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,9	41,4	47,3
g) Entretien de la maison	14,5	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,7	23,5
h) Soins personnels et hygiène	16,8	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,3	29,4	32,4
i) Transports et communications	22,6	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,4	44,5
j) Loisirs	24,2	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,7	42,1
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,5	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,7	18,1	21,2
<i>Total ...</i>	<i>321,4</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>434,7</i>	<i>474,2</i>	<i>512,5</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	36,2	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	55,2	61,8	66,7
b) Biens et services	13,5	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,8	25,5
c) Loyer net imputé ou payé	1,6	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5
<i>Total ...</i>	<i>52,0</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,4</i>	<i>91,2</i>	<i>97,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9
b) Industries extractives	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,9	1,9
c) Industries manufacturières	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,4	38,2
d) Construction	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3	5,8
e) Electricité, gaz et eau	4,0	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	6,6	6,0	8,2
f) Commerce, banque, assurances	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0
g) Immeubles d'habitation	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,2	40,6
h) Transports et communications	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	12,8	13,5	14,1
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,0	19,3	21,6
j) Autres services	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8
k) Variations de stocks	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,9	3,3
l) Ajustement statistique	0,3	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,1	0,4	1,0
<i>Total ...</i>	<i>77,4</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>128,7</i>	<i>136,9</i>	<i>158,4</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,9	254,9	296,6
b) Importations totales	146,2	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,5	259,3	296,7
c) Exportations nettes	+9,1	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,4	-0,1
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	106	108	108	111	110	115	118	121	125	129
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	123	130	139
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134	142
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	130	141	155	162
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110	112
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	125	147	163	150
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	172	189	211
h) Entretien de la maison	108	111	115	115	116	120	123	126	127	131
i) Soins personnels et hygiène ...	107	109	110	121	125	132	137	148	155	162
j) Transports	118	126	133	135	139	154	158	167	180	198
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	165	180
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	122	128	136
<i>Total ...</i>	<i>109</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	112	114	116	124	129	136	139	149	164	171
b) Biens et services	74	76	72	78	87	92	90	104	120	118
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	102	107	117	126	128	134	145	163	182	199
<i>Total ...</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>150</i>	<i>154</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	113	104	106	96	98	80	89	83	84	96
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	62	60
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	223	212
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281	295
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	138	180
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	141	143
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	130	123	161
h) Transports et communications .	121	125	122	135	127	137	135	140	144	142
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	113	121	111	120	150	137	142	158	194	221
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	358	324
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	143	144
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>157</i>	<i>158</i>	<i>173</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	180	197	211	238
b) Importations totales	125	141	144	139	155	174	187	202	219	247
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	108,9	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	135,6	142,1	149,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.P.* — *Annuaire démographique* (O.N.U.) — *Revue internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.).

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*, juillet-août 1965, p. 1385. — *Cahiers Economiques de Bruxelles*. « L'économie belge en 240 séries », (D.U.L.B.E.A.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Statistiques générales* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of International Account Statistics* (O.N.U.). — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport		
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	113,7	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	128,1	104,5	98,7	117,5	
1963 2 ^e trimestre	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1964 1 ^{er} trimestre	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3	
2 ^e trimestre	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
4 ^e trimestre	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6	
1963 Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2	
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5	
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1	
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1	
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7	
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7	
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2	
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4	
Septembre	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9	
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4	
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9	
Décembre	107,9	61,8	111,5	109,6	121,0	137,4	129,1	105,5	96,6	113,4	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1964 2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1965 Janvier	25	130,8	39,6	91,2	3.270	18,6	9,8	3,7	20,6	13,4	6,2
Février	20	123,8	39,3	84,5	2.475	15,6	8,6	4,0	20,0	12,4	6,8
Mars	20	74,8	35,6	39,2	1.495	14,9	4,8	4,9	16,3	17,9	10,3
Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090	17,2	5,8	7,0	12,6	13,1	8,4
Juin	19	41,3	27,2	14,1	784	14,3	4,2	7,2	11,4	14,3	9,0
Juillet	19	40,1	27,8	12,3	762	16,3	3,6	6,5	13,8	8,6	7,8
Août	24	39,3	26,4	12,9	944	17,2	4,7	7,1	12,6	12,1	8,3
Septembre	20	38,9	27,1	11,8	779	15,8	4,3	7,2	13,5	14,5	8,4
Octobre	24	41,6	29,5	12,1	998	16,4	6,0	7,1	15,2	14,2	7,9
Novembre	19	96,4	34,0	62,4	1.831	14,7	6,7	6,3	18,3	9,5	6,4
Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.085	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7
1966 Janvier	25	158,9	46,0	112,9	3.972	18,2	10,9	3,8	27,9	14,2	5,5

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

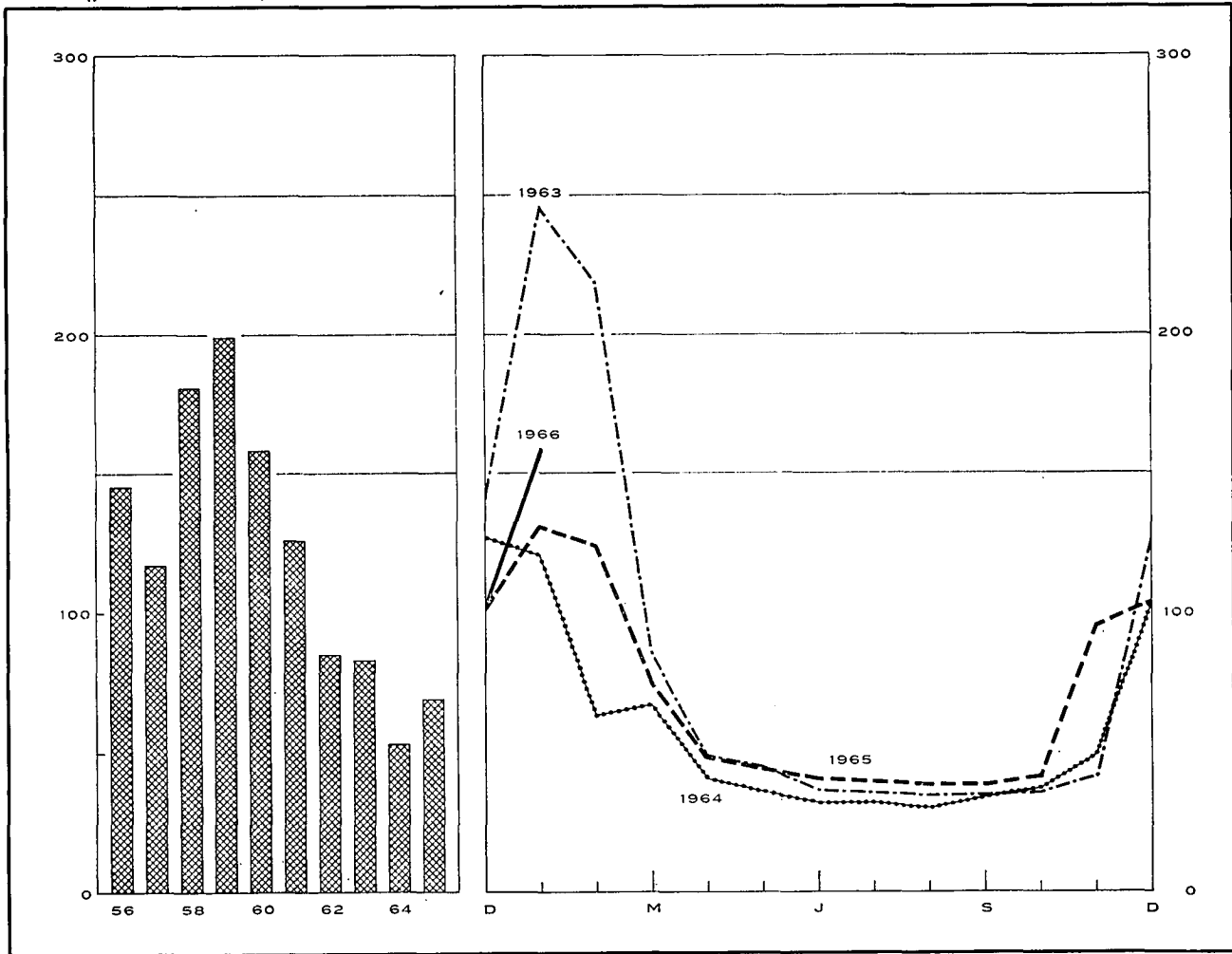
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1963	1964	1965	1966
1956	145	247	122	95	115	Janvier	246	120	181	159
1957	117	144	96	88	138	Février	219	63	124	
1958	181	204	166	149	204	Mars	86	67	75	
1959	199	292	182	150	171	Avril	49	40	49	
1960	158	221	149	123	137	Mai	45	36	45	
1961	126	177	111	90	124	Juin	40	32	41	
1962	85	141	64	52	90	Juillet	36	32	40	
1963	83	176	44	35	72	Août	35	30	39	
1964	53	82	36	32	61	Septembre	35	34	39	
1965	69	111	45	39	78	Octobre	36	37	42	
						Novembre	42	49	96	
						Décembre	127	102	104	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).
 1 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	280	296	270	273	256	252	246	262	267
dont : froment	208	219	200	203	206	209	200	216	227
seigle	66	69	62	63	44	39	41	42	36
Céréales non panifiables	238	240	255	252	263	260	255	239	253
Plantes industrielles	92	94	88	96	92	93	94	106	95
Plantes racines et tuberculifères	145	141	134	131	120	116	114	103	98
Légumes cultivés pour la graine	13	12	12	11	11	10	10	11	10
Prés et prairies	814	811	816	819	821	829	825	815	810
Divers	134	125	137	129	136	128	134	135	125
Total ...	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	751	779	789	773	722	835	759	900	857
Autres céréales	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.038	1.041	938
Betteraves sucrières	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	
Lin (graines et paille)	182	170	124	214	196	231	240	283	192
Chicorée à café	51	56	43	55	60	37	47	67	
Pommes de terre	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.434
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	182	178	170	159	148	141	132	120	108
Total des bovidés	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731
dont : vaches laitières	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010
Porcs	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	391	412	424	441	429	462	505	429	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

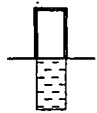
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Aiglefin	519	445	374	232	262	285	300	221	281
Cabillaud	764	662	834	653	689	698	868	728	630
Plie	379	427	451	381	390	291	346	424	322
Sole	299	289	315	257	350	314	347	631	201
Raie	314	356	337	342	323	328	310	298	319
Hareng	716	254	201	260	528	409	273	153	134
Crevettes	266	84	64	89	39	80	48	76	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de La Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

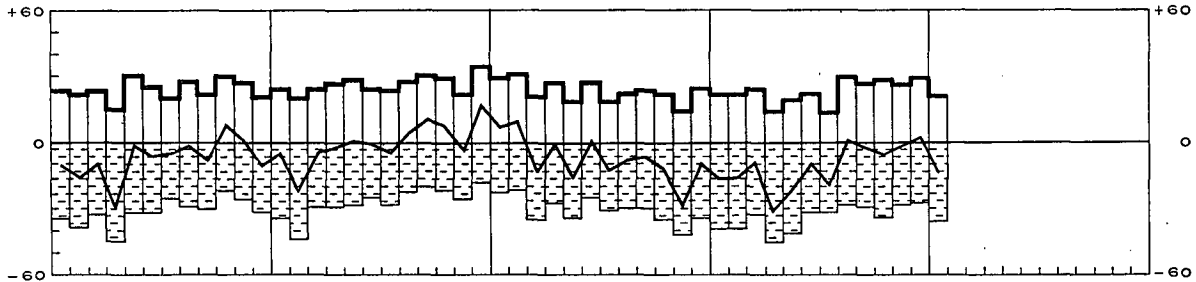


Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions C et D

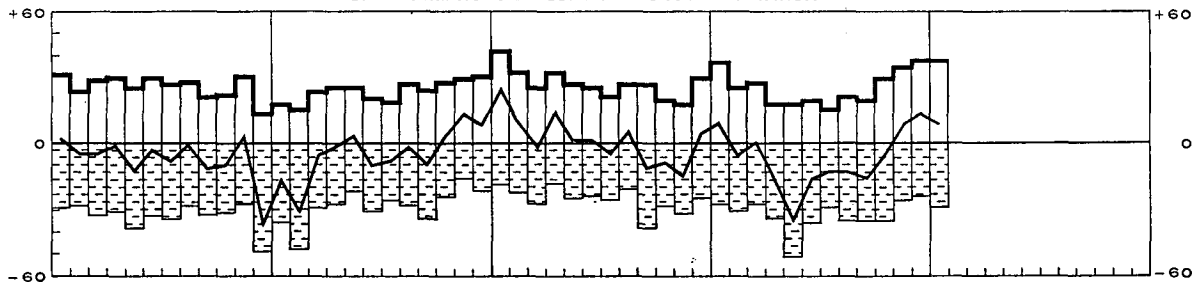
Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions C et D

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A et B
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions C et D

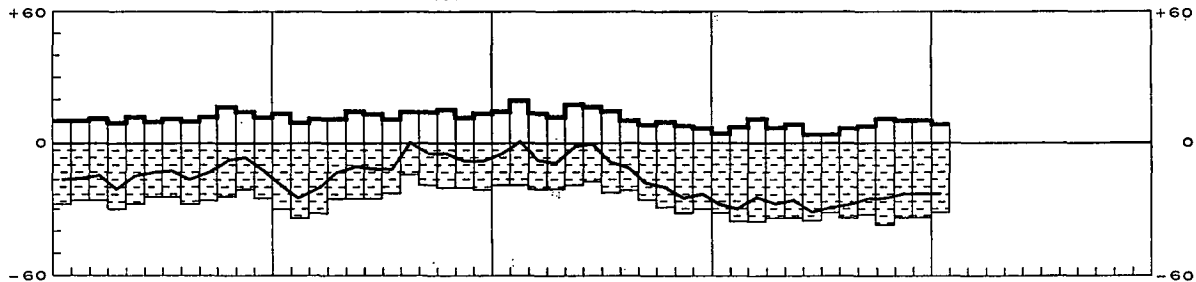
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



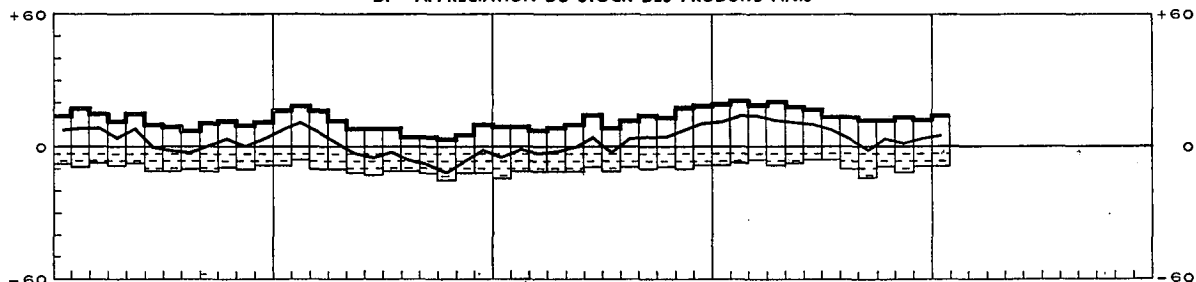
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



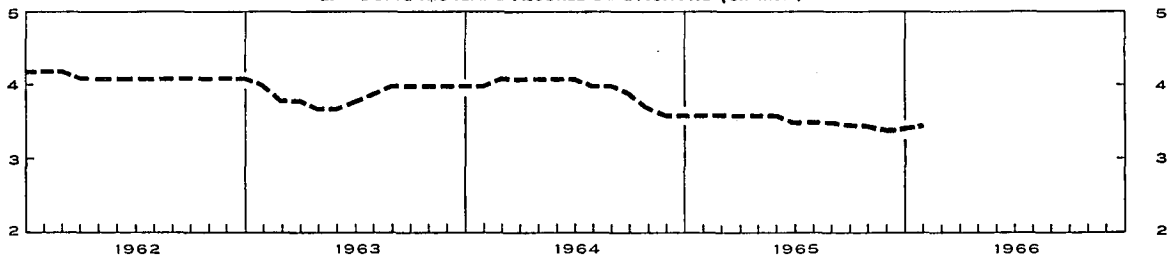
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.

2 Mouvements saisonniers éliminés.

3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	145	153	p 140	p 148	147
1965					p 150
1964 2 ^e trimestre	145	153	p 145	p 153	148
3 ^e trimestre	139	147	p 131	p 139	143
4 ^e trimestre	154	163	p 145	p 154	153
1965 1 ^{er} trimestre	p 146	p 155	p 143	p 152	146
2 ^e trimestre	p 148	p 157	p 151	p 160	152
3 ^e trimestre	p 138	p 148	p 133	p 142	147
4 ^e trimestre					p 153
1965 Janvier	140	149	p 138	p 146	142
Février	141	150	p 146	p 156	142
Mars	p 156	p 166	p 146	p 155	155
Avril	p 152	p 161	p 151	p 160	152
Mai	p 145	p 154	p 153	p 163	152
Juin	p 147	p 157	p 149	p 159	152
Juillet	p 121	p 131	p 117	p 126	140
Août	p 139	p 148	p 133	p 141	148
Septembre	p 155	p 166	p 150	p 160	152
Octobre	p 158	p 170	p 149	p 160	156
Novembre	p 154	p 165			p 148
Décembre					p 153
1966 Janvier					148 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Préviation.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

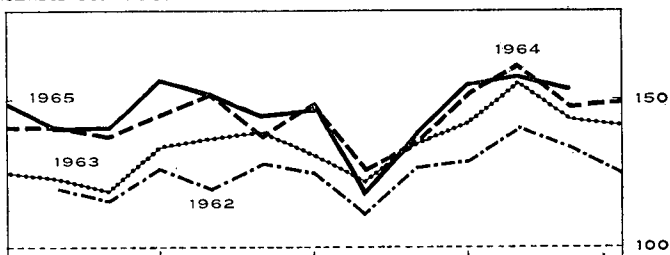
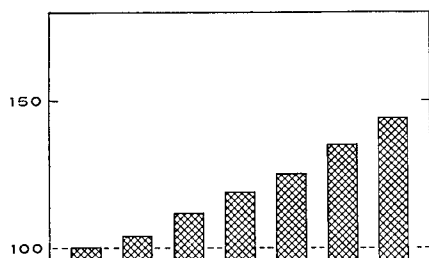
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole et dérivés du charbon	
									Total	Filatures	Tissage	Bonnerie	Total		dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)
1959	104	87	107	112	108	108	107	97	113	117	112	110	114		103
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		109
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		114
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	113
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	136
1964	145	92	153	151	147	162	161	127	142	135	146	153	166	148	135
1964 1 ^{er} trimestre	141	94	148	131	143	160	160	107	148	143	152	156	156	131	128
2 ^e trimestre	145	95	153	157	148	163	159	121	148	142	152	156	171	154	129
3 ^e trimestre	139	83	147	159	140	155	156	126	127	118	131	144	162	138	133
4 ^e trimestre	154	93	163	157	172	169	169	152	145	139	149	157	175	167	151
1965 1 ^{er} trimestre	p 146	87	p 155	130	153	171	166	112	139	135	140	150	181	162	141
2 ^e trimestre	p 148	88	p 157	160	153	175	p 161	p 122	138	131	139	156	179	184	142
3 ^e trimestre ... p	138	77	148	154	143	169	153	129	124	120	122	140	157	167	136
1964 Novembre	149	92	158	154	149	163	166	153	138	130	142	150	168	164	148
Décembre	150	90	159	146	153	175	167	138	147	146	152	145	175	162	154
1965 Janvier	140	86	149	126	150	168	159	109	133	130	135	140	176	148	138
Février	141	83	150	120	146	162	164	107	134	131	134	145	175	161	135
Mars	p 156	93	p 166	144	164	183	175	119	150	145	151	166	191	176	148
Avril	p 152	90	p 161	159	165	175	168	120	141	133	144	160	182	179	144
Mai	p 145	85	p 154	163	151	171	159	116	135	129	136	148	175	177	143
Juin	p 147	89	p 157	158	154	180	p 157	p 131	139	131	137	159	179	197	138
Juillet	p 121	62	p 131	148	127	149	p 129	p 124	100	96	111	87	149	139	135
Août	p 139	79	p 148	155	145	175	p 151	p 133	123	121	112	157	152	160	138
Septembre	p 155	88	166	158	156	183	180	131	148	142	144	177	170	201	136
Octobre	p 158	86	170	162	163	179	182	159	149	143	147	175	178		147
Novembre	p 154	87	165	145	148	183	172	169	147				163		132

* Non compris la construction.

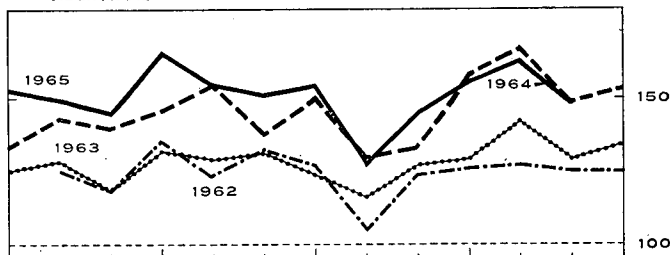
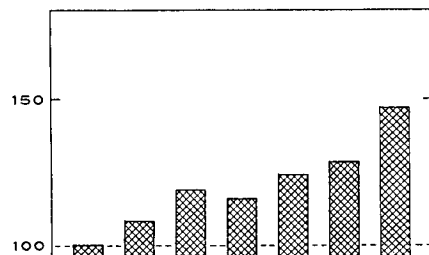
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100

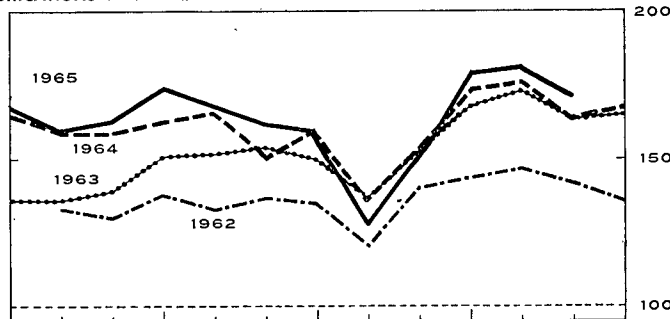
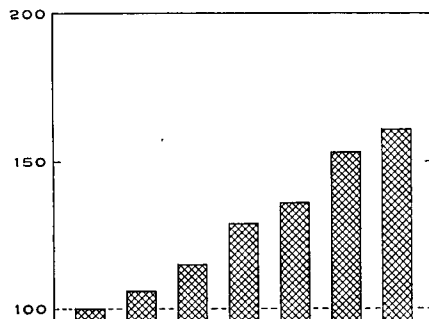
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



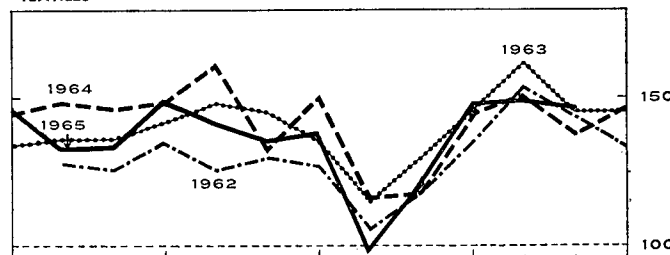
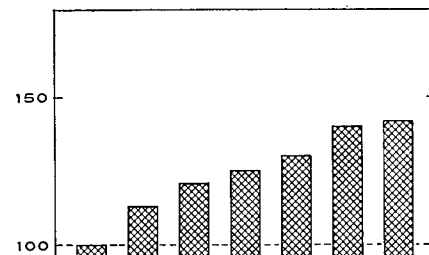
SIDERURGIE



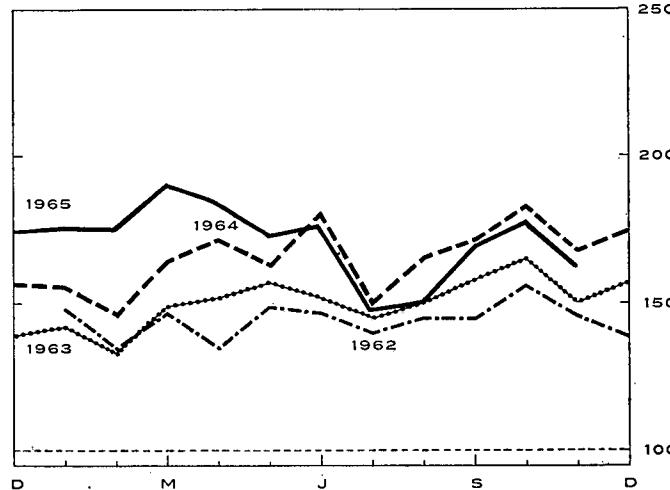
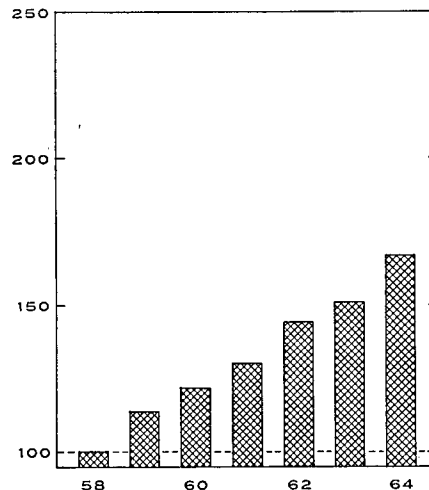
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruë 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	p 1.648	p 2.404			p 1.220	1.697			
1964 2 ^e trimestre	1.817	1.220	347	2.465	1.158	1.527	981	108	221
3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	340	2.320	1.175	1.778	1.185	111	295
2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	p 1.698	p 2.404			p 1.258	1.857			
1965 Janvier	1.732	1.495	398	2.410	1.148	1.822	1.012	112	305
Février	1.667	1.630	252	2.157	1.179	1.697	1.198	105	290
Mars	1.819	1.827	363	2.392	1.198	1.814	1.345	115	289
Avril	1.750	1.905	376	2.438	1.205	1.666	1.329	112	252
Mai	1.630	1.896	370	2.397	1.202	1.623	1.362	111	232
Juin	1.708	1.974	403	2.363	1.207	1.586	1.356	106	216
Juillet	1.224	1.991	399	2.038	1.175	1.403	1.355	89	187
Août	1.503	1.985	433	2.307	1.202	1.527	1.311	104	203
Septembre	1.651	2.035	525	2.511	1.239	1.657	1.175	107	221
Octobre	1.643	2.143	515	p 2.489	1.249	1.779	1.406		
Novembre	1.703	2.264			1.259	1.838	1.344		
Décembre	p 1.747	p 2.404			p 1.267	1.953			
1966 Janvier	p 1.576	p 2.422			p 1.227				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimétal* [col. (8) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations			Total
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	p 764					
1964 2 ^e trimestre	727	544	6,52	4,74	11,26	11,70
3 ^e trimestre	699	487	5,93	4,56	10,49	10,44
4 ^e trimestre	780	575	6,25	5,57	11,82	12,79
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	6,44	6,22	12,66	p 12,02
2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	p 13,31
3 ^e trimestre	736	508	p 5,76	p 5,12	p 10,88	p 11,12
4 ^e trimestre	p 805					
1965 Janvier	736	563	5,83	5,31	11,14	11,19
Février	726	546	6,47	6,68	13,15	11,60
Mars	794	638	7,00	6,68	13,68	13,26
Avril	766	587	7,14	5,85	12,99	12,72
Mai	760	553	6,91	6,14	13,05	13,53
Juin	760	583	6,55	5,82	12,37	13,67
Juillet	651	448	p 5,22	p 4,35	p 9,57	p 10,12
Août	745	479	p 5,91	p 4,62	p 10,53	p 9,73
Septembre	813	597	p 6,15	p 6,40	p 12,55	p 13,50
Octobre	833	596	p 7,11	p 6,76	p 13,87	p 13,78
Novembre	775	529				
Décembre	808 ¹					
1966 Janvier	735 ¹					

1 Estimations sur base chiffres Agofi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
1955											36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	36.619				23.811	1		1		5.382
1964	44.948				31.323	1		1		6.545

¹ En 1963 et 1964, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.856 et à 11.068.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	1.836	740	538
2 ^e trimestre	3.393	2.704	949	522
3 ^e trimestre	3.238	3.048	969	835
1964 Novembre	2.674	2.253	810	524
Décembre	4.183	1.281	957	290
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634
Avril	3.496	2.766	907	520
Mai	3.143	2.591	967	335
Juin	3.539	2.756	972	712
Juillet	3.372	2.898	1.047	678
Août	2.930	3.295	881	862
Septembre	3.411	2.952	980	965
Octobre	2.846	4.305	961	1.250
Novembre	2.396	3.418	777	902

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	114	126	+ 10,5	115	129	+ 12,2	111	122	+ 9,9
2 ^o trimestre	119	127	+ 6,7	121	126	+ 4,1	115	124	+ 7,8
3 ^o trimestre	120	126	+ 5,0	122	130	+ 6,6	116	125	+ 7,8
4 ^o trimestre	123	129	+ 4,9	127	132	+ 3,9	119	128	+ 7,6
1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	129	132	+ 2,3	122	132	+ 8,2
2 ^o trimestre	127	132	+ 3,9	126	131	+ 4,0	124	132	+ 6,5
3 ^o trimestre	126	131	+ 4,0	130	129	- 0,8	125	131	+ 4,8
4 ^o trimestre	129			132			128		
	France			Italie			Pays-Bas ²		
	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *	1963	1964	% variat. *
	1964	1965		1964	1965		1964	1965	
1 ^{er} trimestre	110	127	+ 15,5	127	137	+ 7,9	107	120	+ 12,1
2 ^o trimestre	119	128	+ 7,6	132	134	+ 1,5	116	124	+ 6,9
3 ^o trimestre	119	122	+ 2,5	134	131	- 2,2	110	116	+ 5,5
4 ^o trimestre	123	127	+ 3,3	136	133	- 2,2	124	135	+ 8,9
1 ^{er} trimestre	127	125	- 1,6	137	134	- 2,2	120	128	+ 6,7
2 ^o trimestre	128	128	...	134	138	+ 3,0	124	133	+ 7,3
3 ^o trimestre	122	126	+ 3,3	131	141	+ 7,6	116	124	+ 6,9
4 ^o trimestre	127			133			135		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Non ajustés pour variations saisonnières.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique).* — *Energie.* — *Figas, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz.* — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

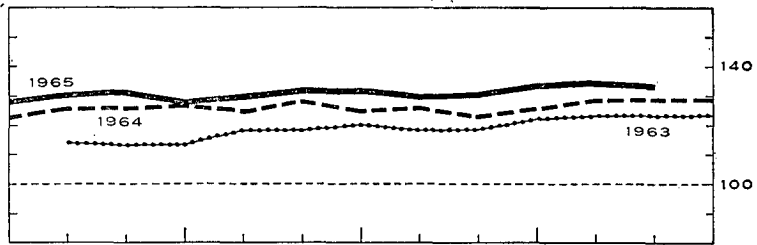
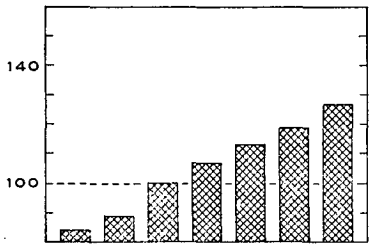
**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

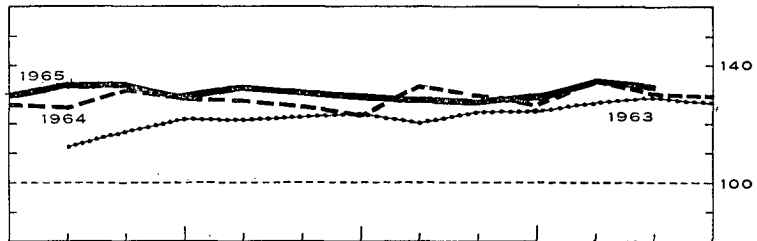
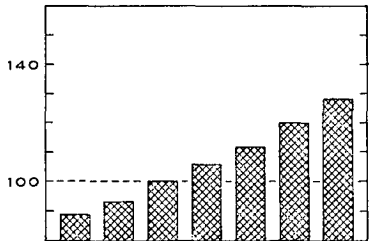
Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

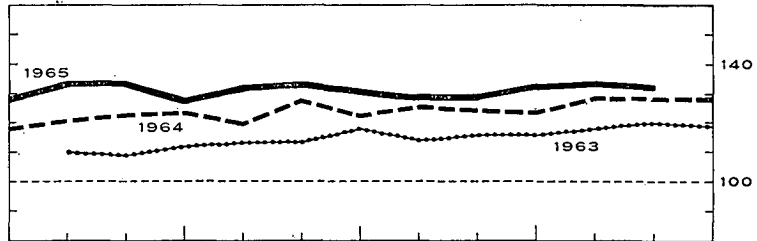
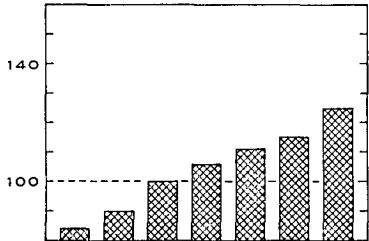
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



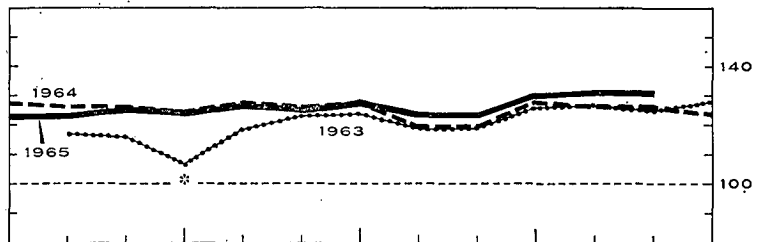
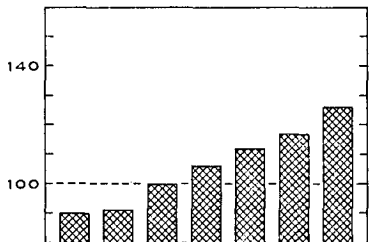
BELGIQUE



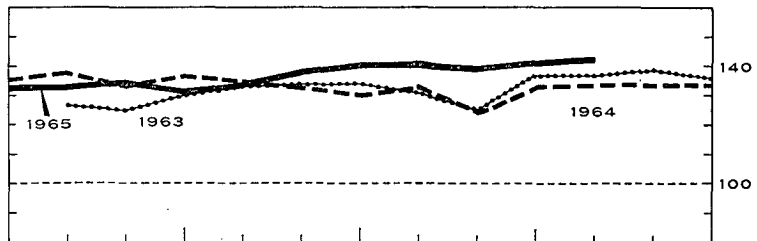
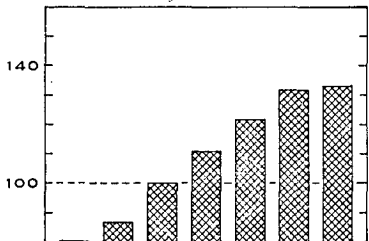
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



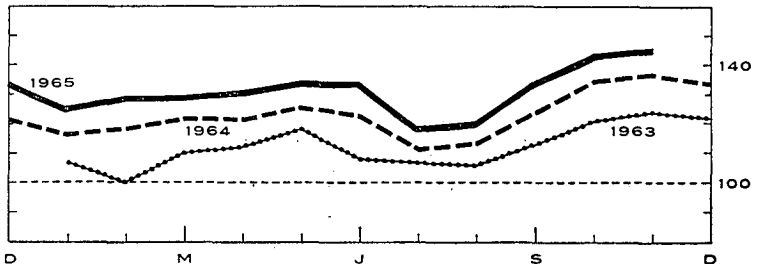
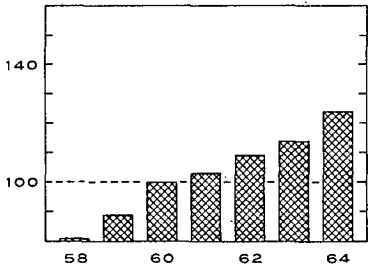
FRANCE



ITALIE



PAYS - BAS (indices non ajustés)



58

60

62

64

D

M

J

S

D

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	14
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
1964 Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32
Novembre	415	233	34	22	15	24	18
Décembre	407	250	30	22	15	18	13
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15
Mars	405	226	31	21	17	27	18
Avril	1.479	1.070	125	33	98	43	25
Mai	922	565	75	34	79	45	34
Juin	2.296	1.659	109	64	227	81	45
Juillet	5.664	4.661	247	93	350	112	59
Août	5.528	4.222	362	145	343	216	51
Septembre	1.373	794	155	42	152	76	41

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement ²		Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières ⁶ (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage ³		Indice général	Hommes ⁴			Sous-vêtements et accessoires ⁵	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	186	143	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	210	151	196	220	163	140	163
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	197	171	181	210	162	140	160
2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	249	128	194	213	161	141	163
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	170	145	198	209	159	137	159
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	224	159	211	249	170	143	168
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	—	—	196	233	166	143	167
2 ^e trimestre	207	201	222	194	203	179	—	—	211	245	170	146	169
3 ^e trimestre	206	203	199	196	221	171	—	—	214	244	174	143	165
1964 Novembre	224	196	212	171	189	165	200	135	197	223	164	141	168
Décembre	278	249	278	203	279	208	199	203	233	287	172	146	173
1965 Janvier *	190	197	182	214	196	180	—	—	187	231	172	141	156
Février	174	194	146	185	198	170	—	—	184	224	167	146	166
Mars	194	207	186	196	196	178	—	—	216	244	159	142	179
Avril	214	216	222	201	200	180	—	—	208	246	176	151	170
Mai	208	197	224	205	212	178	—	—	204	246	169	140	164
Juin	200	190	220	176	198	178	—	—	221	242	165	146	173
Juillet	223	209	228	212	242	171	—	—	206	249	178	145	158
Août	190	190	170	176	204	166	—	—	206	233	168	138	156
Septembre	206	209	198	201	218	176	—	—	231	249	176	146	180
Octobre	227	226	240	209	230	185	—	—	215	255	173	143	165
Novembre	241	218	236	185	214	183	—	—	230	249	170	151	187

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

¹ Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — ² Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes. — ³ Articles de ménage et appareils ménagers. — ⁴ Comprend principalement des vêtements de dessus. — ⁵ Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — ⁶ Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode l'élimination des variations saisonnières.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerces, artisans, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). À partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

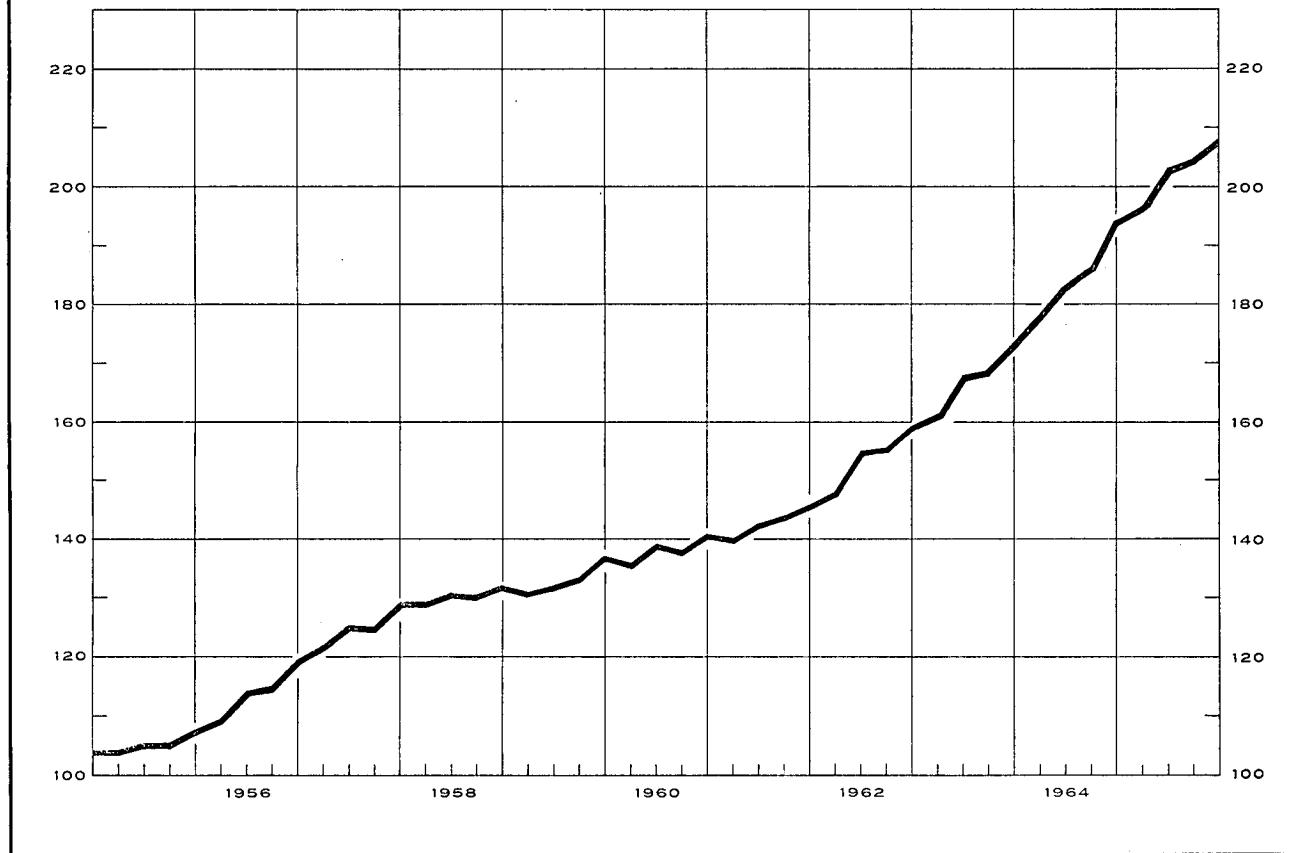
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Étude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965 p	203	191	196		
1964 Sept.	186	178	182		201
1964 Déc.	194	182	186		209
1965 Mars ... p	197	187	192		215
1965 Juin ... p	203	189	195		222
1965 Sept. ... p	205	193	197		223
1965 Déc. ... p	208	195	200		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	89,3
1963	49,25	116,1	93,2	85,6	97,4	101,9
1964	55,98	111,3	88,3	86,4	p 91,8	p 93,9
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
1962 Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
1963 Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Février-Avril	54,29	112,2	89,6	87,4	94,1	100,5
1964 Août-Octobre	57,67	110,5	87,1	85,5	p 90,9	p 97,8
1965 Février-Avril	61,22	p107,9	86,9	85,8	p 89,2	p 89,5

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1965 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	54,68
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	47,27
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	54,00
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	38,16
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	41,54
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	36,31
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	35,63
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	30,89
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	38,65
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	40,94
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	41,51
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	47,01
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	35,67
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,05
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	47,49
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	70,10
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,13
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	53,60
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	45,18
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	46,80
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,39
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	50,64
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,03
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	42,72
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	46,71
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,03
<i>Construction</i> ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	45,91
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	44,23
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	47,29

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).
— Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne,
Etude et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annales des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413		
1964 2 ^e trimestre	255	47,8	106	35,4	20	302	1.093	33,3	2,89
3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416		
1965 Janvier	212	45,7	90	32,5	21	362	1.255	39,0	2,89
Février	211	46,4	91	32,6	21	426	1.231	38,0	2,89
Mars	207	46,4	88	32,7	21	448	1.301	37,0	2,89
Avril	204	45,7	89	32,7	22	488	1.431	38,0	2,89
Mai	200	45,5	89	32,7	22	499	1.530	38,5	2,89
Juin	196	45,7	88	32,8	22	474	1.499	35,0	2,89
Juillet	200	45,5	92	32,6	20	411	1.440	35,0	2,89
Août	207	45,4	92	32,0	20	439	1.485	34,8	2,89
Septembre	210	44,7	93	31,8	p 21	481	1.527	31,0	2,89
Octobre	210	43,4	97	31,8	p 20	508	1.456	32,0	2,89
Novembre	211	43,7	99	31,6	p 20	532	1.387		
Décembre	212	44,0	97	31,4	p 21	550	1.404		
1966 Janvier		p 43,3		p 31,4	p 21	p 607	p 1.424		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1964 2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	105
3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1965 Janvier	92	90	102	107	92	111
Février	93	90	103	108	92	112
Mars	93	90	103	108	93	119
Avril	93	91	104	110	92	117
Mai	93	93	103	109	91	125
Juin	91	94	103	109	91	120
Juillet	89	94	101	107	90	125
Août	90	95	102	108	90	123
Septembre	91	93	102	108	91	128
Octobre	91	94	103	108	91	123
Novembre	90	95	103	109	91	122
Décembre	92	98	104	110	92	128
1966 Janvier	95	100	105	111	93	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériau de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1964 2 ^e trimestre	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
1964 3 ^e trimestre	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
1964 4 ^e trimestre	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
1965 2 ^e trimestre	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
1965 3 ^e trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
1965 4 ^e trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1964 Août	111,3	116,6	101,2	108,6	126,6	93,9	111,9	105,4	117,4	100,6	106,3	143,2	106,4	111,3	116,2
1964 Septembre	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,2	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
1964 Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
1964 Novembre	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
1964 Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
1965 Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
1965 Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
1965 Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
1965 Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
1965 Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	93,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
1965 Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
1965 Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
1965 Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
1965 Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
1965 Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6

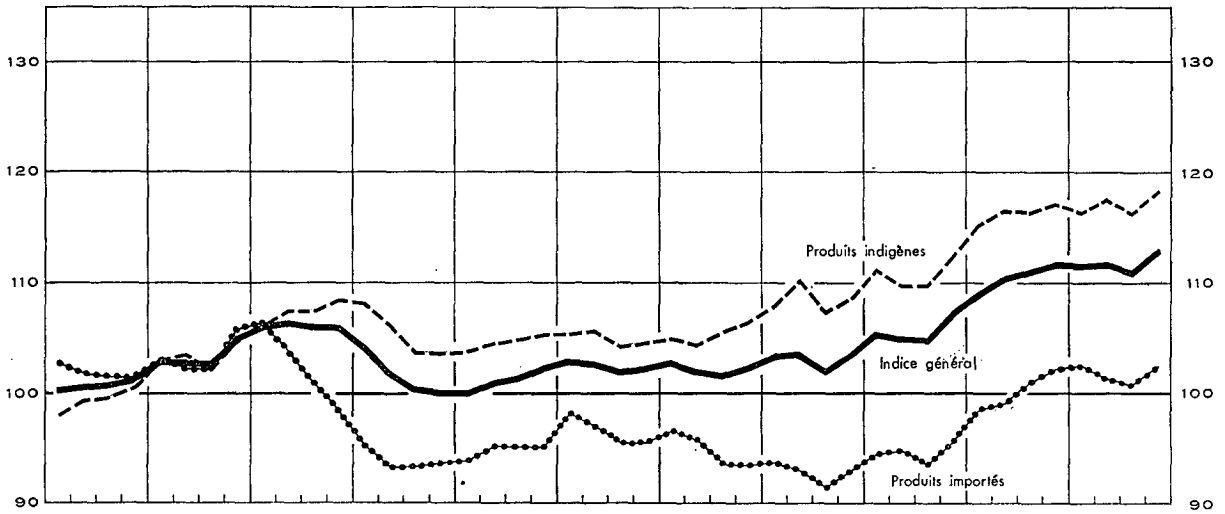
* Indices base originale 1930-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

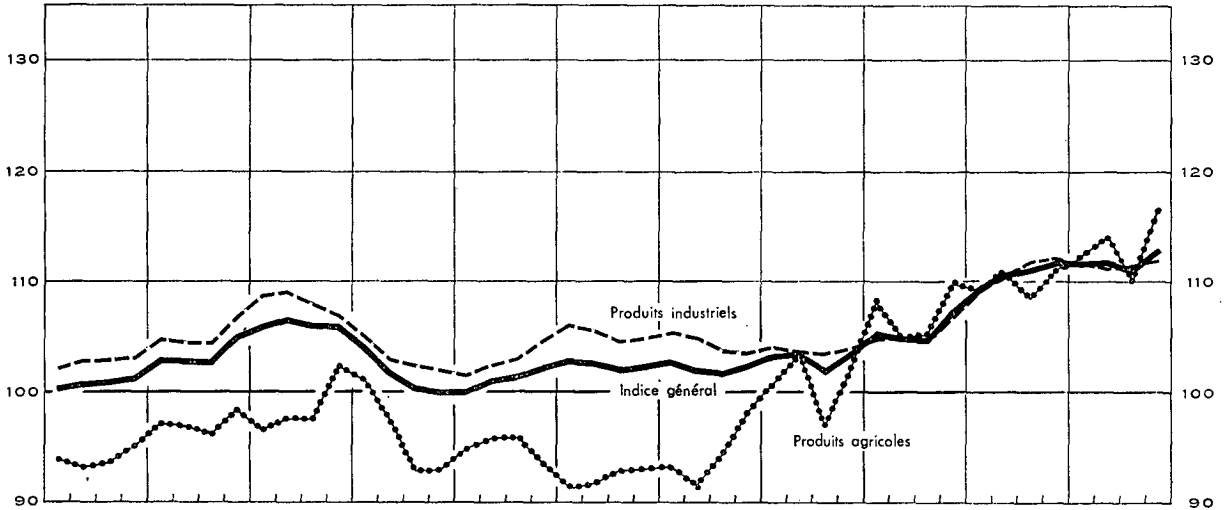
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

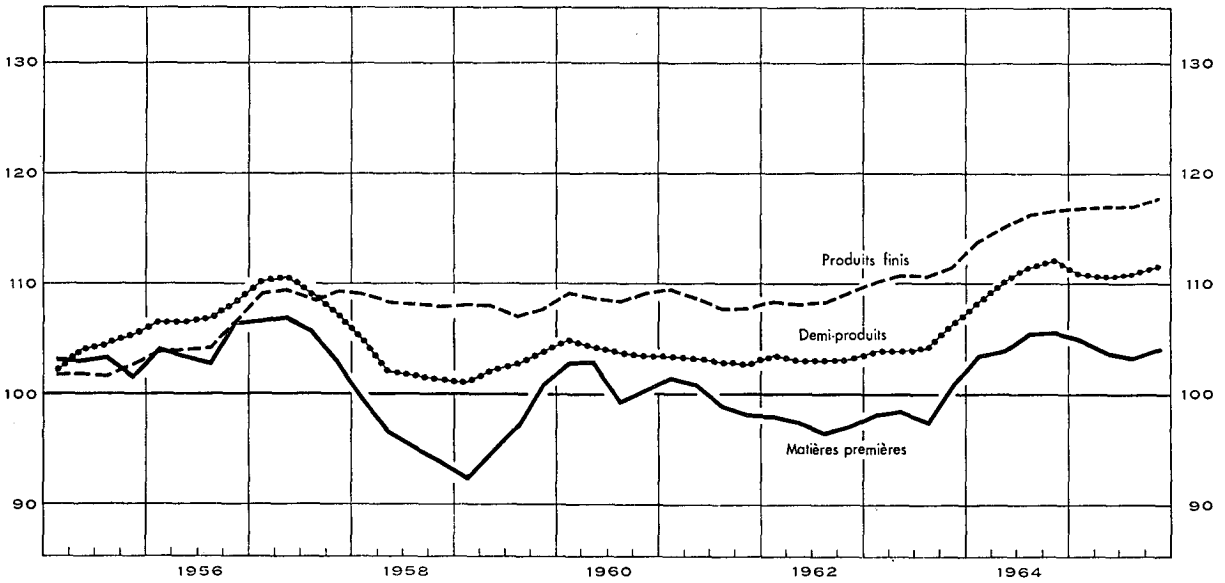
PRODUITS INDIGÈNES ET PRODUITS IMPORTÉS



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



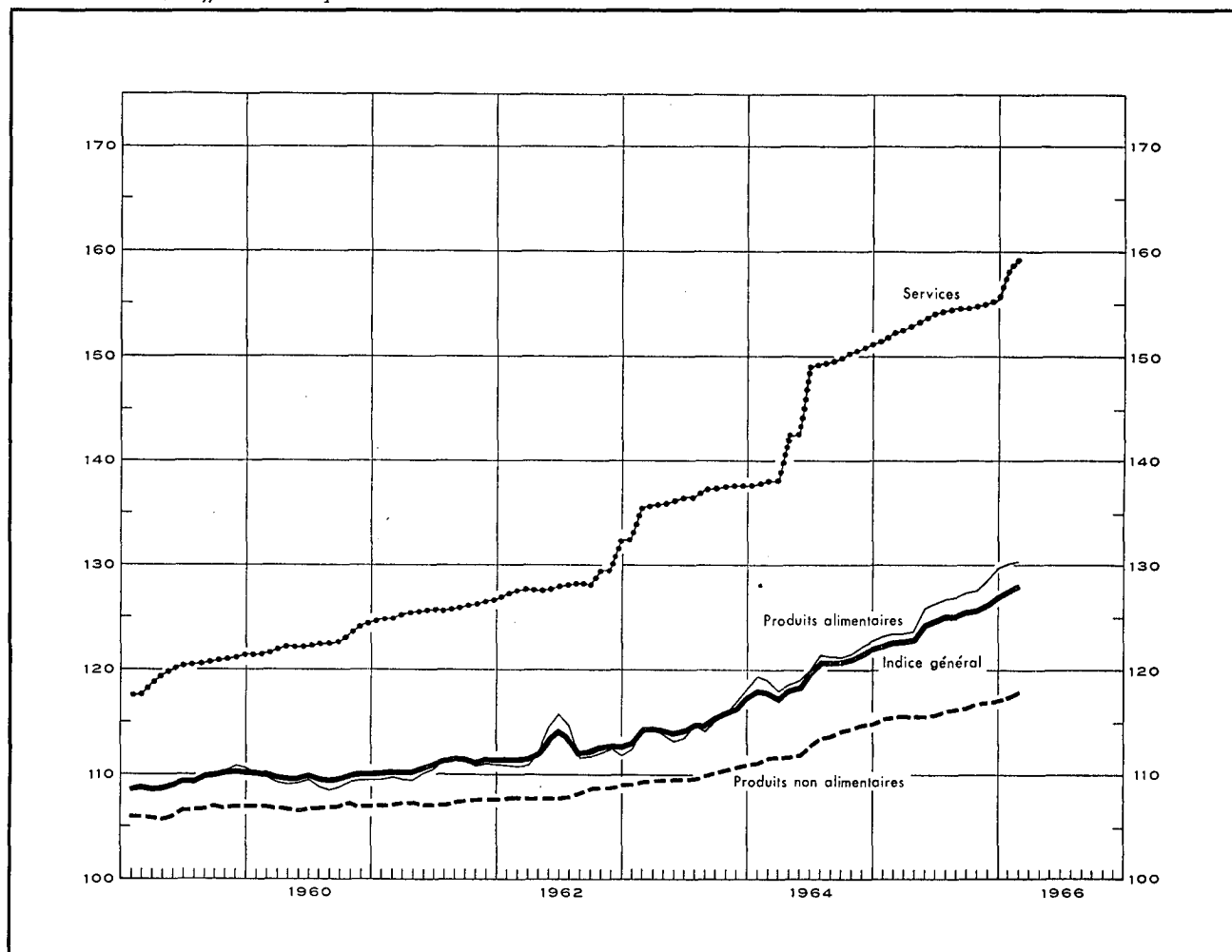
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,8		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
		1965		1966		1965		1966
1 ^{er} trimestre	122,74		123,4		115,6		152,1	
2 ^e trimestre	124,18		125,3		115,7		153,6	
3 ^e trimestre	125,43		126,9		116,4		154,6	
4 ^e trimestre	126,49		128,5		117,0		155,0	
Janvier	122,51	127,68	123,2	130,1	115,5	117,6	151,6	158,1
Février	122,80	128,07	123,5	130,3	115,6	118,0	152,3	159,2
Mars	122,91		123,5		115,7		152,5	
Avril	123,11		123,7		115,6		153,1	
Mai	124,58		125,9		115,6		153,5	
Juin	124,85		126,3		115,8		154,1	
Juillet	125,28		126,7		116,2		154,4	
Août	125,31		126,8		116,4		154,7	
Septembre	125,70		127,3		116,5		154,7	
Octobre	125,85		127,5		116,8		154,8	
Novembre	126,44		128,4		117,0		155,0	
Décembre	127,18		129,7		117,2		155,3	

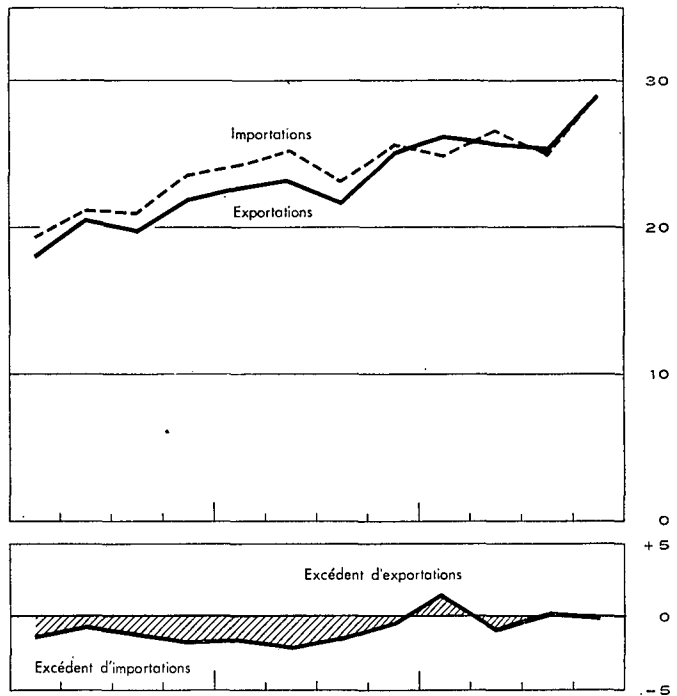
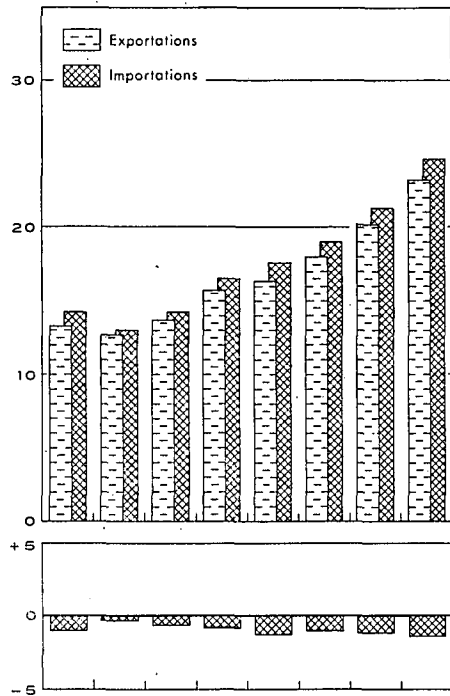
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

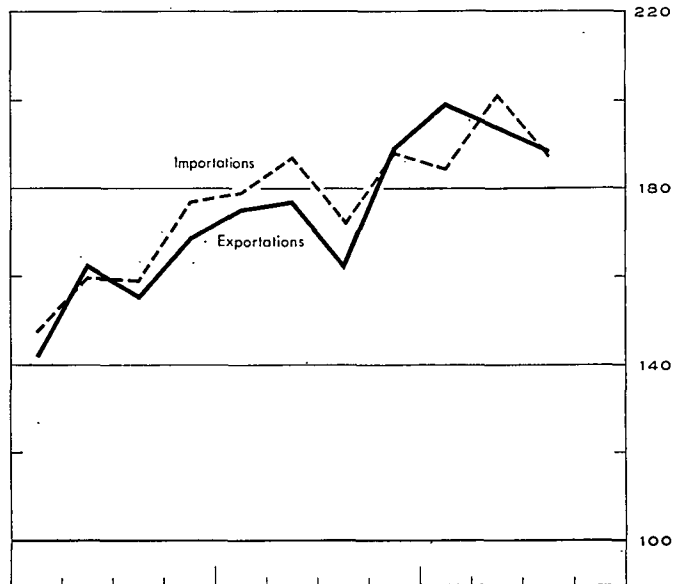
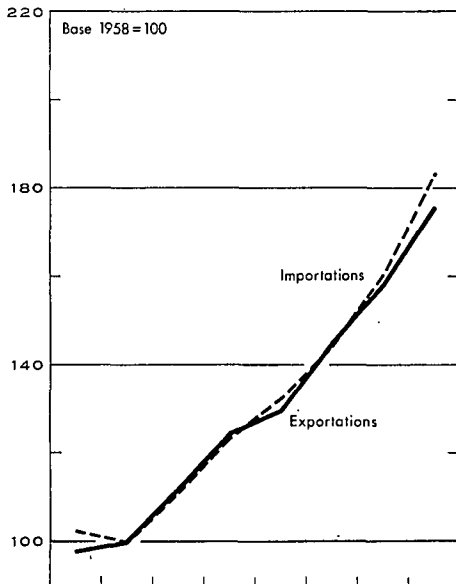
Source : I.N.S.

Milliards de francs



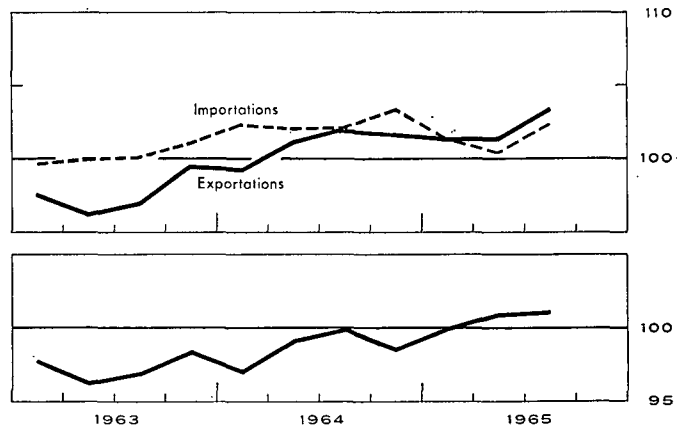
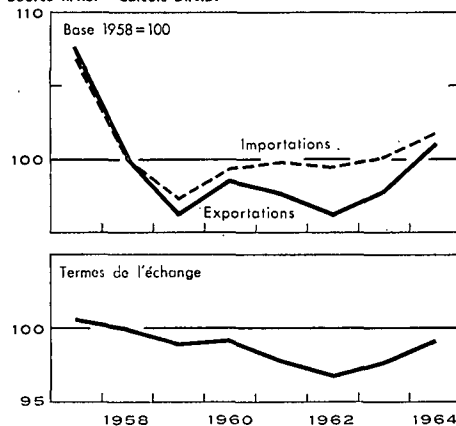
Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	26,4	26,6	+ 0,2	101					
1964 2 ^e trimestre	25,3	23,3	- 2,0	92	187,1	177,2	102,1	101,3	99,2
3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	25,8	25,4	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106	184,4	199,6	101,4	101,4	100,0
2 ^e trimestre	26,6	25,7	- 0,9	97	201,6	194,1	100,4	101,5	101,1
3 ^e trimestre	25,4	25,5	+ 0,1	100	187,7	188,7	102,4	103,5	101,1
4 ^e trimestre	29,0	29,0	...	100					
1964 Décembre	26,8	25,1	- 1,7	94					
1965 Janvier	22,8	24,1	+ 1,3	106					
Février	23,8	26,0	+ 2,2	109					
Mars	27,3	28,5	+ 1,2	104					
Avril	27,8	25,5	- 2,3	92					
Mai	25,7	24,2	- 1,5	94					
Juin	25,9	27,6	+ 1,7	107					
Juillet	25,2	25,6	+ 0,4	102					
Août	22,7	21,6	- 1,1	95					
Septembre	27,6	29,3	+ 1,7	106					
Octobre	28,0	27,6	- 0,4	98					
Novembre	28,5	28,8	+ 0,3	101					
Décembre	30,4	30,9	+ 0,5	101					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verrres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1964 1 ^{er} trimestre	3,67	5,80	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	3,06	22,80
2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
1965 Mars	4,18	8,13	2,31	4,11	2,12	0,16	0,71	0,53	1,34	1,18	3,76	28,53
Avril	4,42	7,01	2,02	3,42	1,80	0,17	0,60	0,53	0,86	1,13	3,51	25,47
Mai	3,76	6,58	1,80	3,41	1,83	0,16	0,71	0,43	1,48	0,77	3,27	24,20
Juin	4,07	7,65	2,33	3,81	2,07	0,20	0,71	0,57	1,34	1,09	3,73	27,57
Juillet	3,91	7,15	2,30	3,48	1,88	0,18	0,66	0,51	1,19	1,01	3,38	25,65
Août	3,86	4,86	2,04	2,85	1,91	0,16	0,92	0,53	0,66	0,87	2,95	21,61
Septembre	4,42	7,20	2,62	4,49	2,28	0,19	0,73	0,70	1,46	1,29	3,93	29,31
Octobre	4,09	7,49	2,30	4,13	2,13	0,16	0,63	0,63	1,05	1,29	3,70	27,60
Novembre	4,02	7,53	2,34	4,39	2,24	0,19	0,66	0,71	1,32	1,47	3,95	28,82

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1-2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 3, septembre 1964; de l'année 1964 : XL^e année, vol. II no 1-2, juillet-août 1965.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation				Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables					durables 12		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9		autres produits 10	alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux						produits végétaux
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	...	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1963 4 ^e trimestre	15.979	5.158	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.383	568	975	376	2.464	3.171	72	23.605
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.930	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	988	1.059	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	68	24.264	
2 ^e trimestre	16.386	5.411	2.172	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	114	25.285
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 ^e trimestre	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	102	1.217	320	919	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 ^e trimestre	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.151	498	3.159	3.208	214	25.421

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963	1964				1965		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	100,2	101,1	101,2	100,5	101,7	99,2	97,6	100,5
Biens de consommation	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	100,7	101,9	102,3	102,4	105,3	104,4	104,9	105,3
Biens d'équipement	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,6	111,7	108,5	111,9	111,5	109,0	110,2	109,0
Ensemble ...	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,1	102,4	102,1	102,1	103,4	101,4	100,4	102,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	91,0	90,3	92,0	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0
Fabrications métalliques	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	102,5	100,3	104,2	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9
Métaux non ferreux	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	113,0	116,9	119,9	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5
Textiles	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	107,0	109,0	108,4	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5
Produits chimiques	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	93,3	94,8	93,9	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3
Industrie houillère	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	83,8	96,9	104,7	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5
Industrie pétrolière	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	80,5	82,2	78,2	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2
Verres et glaces	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	99,3	98,3	100,0	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3
Produits agricoles	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	115,9	99,7	113,0	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7
Ciments	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	102,1	99,7	98,1	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1
Carrières	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	94,5	97,6	94,9	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0
Céramiques	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	100,9	105,4	105,7	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1
Bois et meubles	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	99,0	102,3	103,7	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6
Peaux, cuirs et chaussures	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	103,4	110,0	107,2	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9
Papier et livre	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	93,9	95,3	94,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9
Tabacs manufacturés	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	102,8	97,9	104,4	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9
Caoutchouc	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,7	82,8	83,7	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4
Industries alimentaires	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	97,7	100,3	99,5	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0
Divers	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	91,5	88,6	94,2	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1
Ensemble ...	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	99,6	99,4	101,3	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	98,5	97,1	99,2	100,0	98,5	100,0	101,1	101,1

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1963	1964				1965		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (G.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	175,6	173,6	176,9	167,5	179,5	175,3	194,4	179,5
Biens de consommation	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	169,6	185,5	194,9	177,1	195,7	201,4	213,8	203,7
Biens d'équipement	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	199,9	200,1	231,5	199,4	225,4	208,4	223,1	206,4
Ensemble ...	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	177,1	179,0	187,1	173,2	188,3	184,4	201,6	187,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	133,0	152,8	155,6	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4
Fabrications métalliques	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	183,2	208,8	210,7	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6
Métaux non ferreux	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	164,6	156,6	163,7	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8
Textiles	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	186,1	181,7	183,9	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0
Produits chimiques	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	161,1	153,3	174,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3
Industrie houillère	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	98,4	94,8	76,9	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9
Industrie pétrolière	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	154,7	158,5	150,4	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1
Verres et glaces	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	180,5	196,3	187,3	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6
Produits agricoles	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	195,3	165,0	127,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4
Ciments	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	110,0	98,5	125,1	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8
Carrières	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	200,5	181,3	219,8	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4
Céramiques	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	249,6	230,3	240,4	247,4	285,2	244,7	269,3	259,5
Bois et meubles	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	411,4	401,1	417,2	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7
Peaux, cuirs et chaussures	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	222,1	217,0	193,9	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2
Papier et livre	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	203,6	195,3	210,0	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2
Tabacs manufacturés	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	269,0	249,5	256,8	266,5	339,1	290,8	299,1	320,0
Caoutchouc	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	194,6	221,6	216,7	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9
Industries alimentaires	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	218,9	211,2	232,4	207,0	289,2	251,8	280,6	271,4
Divers	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	169,1	187,0	157,7	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6
Ensemble ...	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	168,8	175,6	177,2	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	2,23	1,86	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	<i>p</i>	5,83			3,89			5,88	
1964 2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,17	5,69	+ 0,52	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
4 ^e trimestre	<i>p</i>	6,06			4,52			6,57	
1964 Décembre	5,44	5,92	+ 0,48	3,84	3,90	+ 0,06	3,86	5,74	+ 1,88
1965 Janvier	4,53	5,01	+ 0,48	3,62	3,42	- 0,20	3,52	5,06	+ 1,54
Février	4,64	5,38	+ 0,74	3,97	3,70	- 0,27	3,90	5,56	+ 1,66
Mars	5,64	6,46	+ 0,82	4,21	4,11	- 0,10	4,43	6,84	+ 2,41
Avril	5,53	5,68	+ 0,15	4,58	3,72	- 0,86	3,92	5,58	+ 1,66
Mai	5,09	5,11	+ 0,02	4,02	3,89	- 0,13	3,79	5,79	+ 2,00
Juin	5,18	6,77	+ 1,59	3,98	3,97	- 0,01	3,86	6,04	+ 2,18
Juillet	4,94	6,37	+ 1,43	3,77	3,56	- 0,21	3,33	5,34	+ 2,01
Août	4,44	4,09	- 0,35	3,04	2,85	- 0,19	3,51	4,40	+ 0,89
Septembre	5,33	6,89	+ 1,56	4,50	3,96	- 0,54	4,37	6,28	+ 1,91
Octobre	5,75	5,87	+ 0,12	4,56	4,15	- 0,41	4,41	6,11	+ 1,70
Novembre	<i>p</i> 5,26	6,47	<i>p</i> + 1,21	<i>p</i> 4,56	4,56	—	<i>p</i> 4,14	6,57	<i>p</i> + 2,43
Décembre	<i>p</i>	5,84			4,85			7,02	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1965	<i>p</i>	0,91			16,51			20,47	
1964 2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
4 ^e trimestre	<i>p</i>	0,98			18,13			22,49	
1964 Décembre	0,90	0,91	+ 0,01	14,04	16,47	+ 2,43	17,91	20,05	+ 2,14
1965 Janvier	0,73	0,92	+ 0,19	12,40	14,41	+ 2,01	15,80	18,74	+ 2,94
Février	0,94	0,82	- 0,12	13,45	15,46	+ 2,01	16,95	19,17	+ 2,22
Mars	1,18	0,99	- 0,19	15,46	18,40	+ 2,94	19,33	22,55	+ 3,22
Avril	1,07	0,94	- 0,13	15,10	15,92	+ 0,82	18,59	19,60	+ 1,01
Mai	0,95	0,86	- 0,09	13,85	15,65	+ 1,80	17,30	18,97	+ 1,67
Juin	0,90	0,85	- 0,05	13,92	17,63	+ 3,71	17,42	21,56	+ 4,14
Juillet	1,37	0,97	- 0,40	13,41	16,24	+ 2,83	16,99	19,83	+ 2,84
Août	1,06	0,71	- 0,35	12,05	12,05	...	14,79	15,39	+ 0,60
Septembre	1,03	0,87	- 0,16	15,23	18,00	+ 2,77	19,09	22,47	+ 3,38
Octobre	1,14	0,90	- 0,24	15,86	17,03	+ 1,17	20,02	20,94	+ 0,92
Novembre	<i>p</i> 1,09	1,06	<i>p</i> - 0,03	<i>p</i> 15,05	18,66	<i>p</i> + 3,61	<i>p</i> 19,40	22,77	<i>p</i> + 3,37
Décembre	<i>p</i>	0,98			18,69			23,75	

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	p	2,22			1,29				
1964 2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	2,46	2,12	- 0,34	1,88	1,12	- 0,76	1,71	0,95	- 0,76
3 ^e trimestre	2,27	2,37	+ 0,10	1,81	1,25	- 0,56	1,54	0,96	- 0,58
4 ^e trimestre	p	2,41			1,47				
1964 Décembre	2,68	1,54	- 1,14	1,89	1,19	- 0,70	1,46	0,89	- 0,57
1965 Janvier	1,83	1,45	- 0,38	1,82	1,38	- 0,44	1,21	0,96	- 0,25
Février	1,10	2,46	+ 1,36	2,01	1,25	- 0,76	1,76	1,38	- 0,38
Mars	2,38	2,03	- 0,35	2,17	1,31	- 0,86	1,45	1,13	- 0,32
Avril	2,86	2,21	- 0,65	1,89	1,09	- 0,80	1,66	1,02	- 0,64
Mai	2,20	1,97	- 0,23	1,84	1,04	- 0,80	1,86	0,82	- 1,04
Juin	2,30	2,17	- 0,13	1,88	1,22	- 0,66	1,61	1,03	- 0,58
Juillet	2,20	2,09	- 0,11	2,09	1,26	- 0,83	1,69	0,94	- 0,75
Août	2,08	2,39	+ 0,31	1,29	1,02	- 0,27	1,44	1,00	- 0,44
Septembre	2,46	2,63	+ 0,17	1,95	1,46	- 0,49	1,47	0,95	- 0,52
Octobre	2,28	2,62	+ 0,34	2,32	1,26	- 1,06	1,21	0,96	- 0,25
Novembre	p 2,61	2,04	p - 0,57	p 2,38	1,40	p - 0,98		0,99	
Décembre	p	2,58			1,74				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Rwanda-Burundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,74	0,51	- 0,23
1964 1 ^{er} trimestre	0,92	0,56	- 0,36	0,79	0,27	- 0,52	0,62	0,52	- 0,10
2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,82	0,46	- 0,36
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,81	0,50	- 0,31
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,63	0,66	+ 0,03
2 ^e trimestre	0,96	0,52	- 0,44	0,99	0,30	- 0,69	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,99	0,64	- 0,35	0,89	0,29	- 0,60	0,77	0,60	- 0,17
1964 Novembre	0,83	0,57	- 0,26	0,71	0,28	- 0,43	0,78	0,45	- 0,33
Décembre	0,99	0,68	- 0,31	0,77	0,34	- 0,43	0,89	0,53	- 0,36
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,63	0,66	+ 0,03
Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,64	0,63	- 0,01
Mars	0,97	0,55	- 0,42	0,76	0,27	- 0,49	0,62	0,69	+ 0,07
Avril	0,98	0,61	- 0,37	1,22	0,28	- 0,94	0,61	0,49	- 0,12
Mai	0,92	0,37	- 0,55	0,80	0,23	- 0,57	0,61	0,50	- 0,11
Juin	0,97	0,58	- 0,39	0,94	0,35	- 0,59	0,85	0,63	- 0,22
Juillet	1,06	0,56	- 0,50	0,80	0,32	- 0,48	0,77	0,66	- 0,11
Août	0,82	0,60	- 0,22	0,87	0,20	- 0,67	0,76	0,57	- 0,19
Septembre	1,05	0,76	- 0,29	0,99	0,35	- 0,64	0,75	0,55	- 0,20
Octobre	0,93	0,71	- 0,22	0,88	0,28	- 0,60	0,93	0,64	- 0,29
Novembre		0,63			0,28			0,53	

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964			1965
	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre
1. Transactions sur biens et services :							
1.1 Opérations sur marchandises :							
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 6,8	- 1,9	- 8,7	+ 2,0
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4	+ 1,9
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8	- 1,0
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²		+ 0,7	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4	...
1.4 Autres frais de transport	- 0,4 ³	- 0,2	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4	- 1,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9	- 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3	- 0,2
1.8 Autres :							
1.81 Ouvriers frontaliers ⁴	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,5
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4
Total 1 ...	+ 1,5	+ 3,4	- 4,6	- 3,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,4
2. Transferts :							
2.1 Transferts privés ⁴	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,0
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :							
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4	- 4,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5	- 4,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :							
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0	...
4.3 Secteur privé :							
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :							
a) belges et luxembourg.	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5
b) étrangères	- 4,7	- 3,0	- 5,1	- 1,3	+ 0,3	- 1,0	- 0,5
4.32 Autres (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 3,4	+ 5,8	+ 1,2	+ 6,2	+ 7,4	+ 2,7
Total 4 ...	+ 4,1	+ 0,4	+ 2,1	+ 2,3	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,6
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5	- 1,1
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 1,2	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 0,9	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 0,1	- 1,9	- 2,0	- 0,6

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 - les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 8e édition du « Balance of Payments Manual »;
 - la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;
 - les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).
 - les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
- Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 482 à 485.

- 1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
- 2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
- 3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes ni les dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.
- 4 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1963			1964				1965		
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	50,3	50,2	54,4	55,1	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,0
Importations ¹	51,5	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	62,5	59,8	62,9	62,3
Solde ...	- 1,2	- 2,6	- 3,7	- 2,9	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,3	- 3,3
Autres opérations sur marchandises	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,7	+ 2,7	+ 2,2
1.2 Or non monétaire	- 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3
1.4 Revenus d'investissements	- 0,7	...	- 0,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,3
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,5	+ 0,3	+ 0,4
1.6 Autres ³	+ 0,6	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 0,8	...	- 0,5
Total 1 ...	- 0,4	- 2,2	- 2,6	- 1,4	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,0	+ 2,4	- 1,9
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés ³	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,9
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,4	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,3	- 0,7	- 0,5
Total 2 ...	+ 0,4	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 1,3	- 1,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6
Total 3 ...	+ 1,3	- 1,0	+ 0,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,5	- 0,5	- 0,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	...	+ 0,9	+ 0,9
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourg.	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3
b) étrangères	- 0,9	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,2	- 0,7	- 0,7
4.22 Autres (y compris investissements directs)	+ 0,8	+ 2,3	+ 1,1	- 0,8	+ 2,0	+ 3,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,6
Total 4 ...	+ 0,2	+ 1,3	+ 0,2	- 0,3	+ 2,6	+ 3,6	+ 2,9	+ 1,2	+ 2,4	+ 1,5
5. Erreurs et omissions .....	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,6	+ 0,2
Total 1 à 5 ...	+ 1,5	- 2,9	- 2,3	+ 1,3	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -) .....	...	+ 0,7	+ 0,5	- 1,4	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 1,5	- 2,2	- 1,8	- 0,1	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6
Banque Nationale	+ 3,3	+ 0,8	+ 2,7	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4
Autres	- 1,8	- 3,0	- 4,5	+ 0,3	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletins d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XI^e année, vol. I, no 6, page 717 ; « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 », XI^e année, vol. I, no 1, page 21 ; « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1964* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES (francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1961	49,86	10,16	139,72	{13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	{11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ³ 48,153 ⁴	{50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ⁷
1964 4 ^e trimestre .	49,63	10,13	138,28	13,80	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,17	46,181	46,179	172,41	192,13	—
1965 1 ^{er} trimestre .	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09	—
2 ^e trimestre .	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18	—
3 ^e trimestre .	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁶
4 ^e trimestre .	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1965 Janvier	49,63	10,13	138,51	13,81	11,49	12,47	7,94	9,66	6,94	7,18	46,214	46,211	172,77	192,09	—
Février	49,63	10,13	138,71	13,81	11,47	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,135	46,132	172,99	192,05	—
Mars	49,64	10,13	138,59	13,79	11,43	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	45,910	45,910	172,84	192,14	—
Avril	49,63	10,13	138,74	13,79	11,43	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	45,982	45,981	173,01	192,13	—
Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,968	173,10	192,14	—
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27	—
Juillet	49,64	10,13	138,53	13,78	11,48	12,39	7,95	9,61	6,94	7,16	45,808	45,806	172,75	192,35	82,85 ⁶
Août	49,63	10,13	138,51	13,79	11,50	12,37	7,94	9,60	6,94	7,15	46,013	46,012	172,73	192,34	82,85
Septembre ...	49,65	10,13	138,83	13,79	11,50	12,38	7,95	9,61	6,95	7,18	46,120	46,119	173,07	192,37	82,88
Octobre	49,67	10,13	139,23	13,80	11,50	12,40	7,95	9,60	6,95	7,20	46,199	46,198	173,60	192,32	82,92
Novembre ...	49,63	10,13	139,16	13,78	11,49	12,41	7,94	9,60	6,95	7,20	46,166	46,165	173,59	192,14	82,87
Décembre ...	49,65	10,13	139,12	13,76	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,21	46,147	46,146	173,54	192,13	82,89
1966 Janvier	49,70	10,14	139,37	13,75	11,49	12,39	7,95	9,61	6,96	7,22	46,252	46,252	173,84	192,28	82,95

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — ⁵ Moyenne du 12 juillet au 31 juillet 1965. — ⁶ Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965. — ⁷ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 janvier 1966

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses ⁴	Recettes	Solde (8) = (2) - (1)	Dépenses	Recettes	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs	Dette flottante intérieure	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois .	128,3	126,5	- 1,8	18,4	...	-18,4	-20,2	+14,3	+11,2	- 1,8	+ 1,3	- 4,8 ²
1964 Août	9,6	10,0	+ 0,4	2,1	...	- 2,1	- 1,7	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1 ²
Septembre ...	11,2	11,4	+ 0,2	2,0	...	- 2,0	- 1,8	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	- 0,6 ²
Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,7	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,4	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre ...	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²
Octobre	14,9	13,9	- 1,0	1,3	...	- 1,3	- 2,3	+ 8,3	- 5,1	...	- 1,7	+ 0,8 ²
Novembre	15,4	14,0	- 1,4	1,9	...	- 1,9	- 3,3	- 0,3	+ 3,3	+ 0,2	+ 0,7	- 0,6 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Source : Ministère des Finances.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964 12 premiers mois ...	52,0	+ 3,7	27,7	+ 0,5	60,0	+ 4,5	139,7	+ 8,7	
1965 12 premiers mois ...	59,0	+ 5,9	29,7	+ 0,4	65,5	+ 1,5	154,2	+ 7,8	
Exercice 1964	1964 Novembre	3,9	+ 0,3	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	11,2	+ 0,5
	1964 Décembre	4,5	+ 0,3	2,6	+ 0,3	5,5	+ 0,4	12,6	+ 1,0
	1965 Janvier	6,2	+ 0,8	0,5	- 0,1	...	...	6,7	+ 0,7
	1965 Février	1,4	+ 0,1	...	...	...	...	1,4	+ 0,1
	1965 Mars	0,9	+ 0,1	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
Exercice 1965	1965 Janvier	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,2	4,7	...	9,7	- 0,1
	1965 Février	2,4	+ 0,2	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,1	9,4	...
	1965 Mars	2,9	+ 0,4	2,5	...	5,6	- 0,3	11,0	+ 0,1
	1965 Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
	1965 Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1
	1965 Juin	5,4	+ 0,8	2,5	...	5,4	+ 0,1	13,3	+ 0,9
	1965 Juillet	15,2	+ 0,7	2,5	...	5,0	- 0,2	22,7	+ 0,5
	1965 Août	4,0	+ 0,5	2,3	- 0,2	4,6	- 0,3	10,9	...
	1965 Septembre	4,1	+ 0,5	2,7	+ 0,2	5,7	+ 0,2	12,5	+ 0,9
	1965 Octobre	5,2	+ 0,6	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,3	+ 0,7
	1965 Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,7	13,3	+ 1,6
	1965 Décembre	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,1	14,9	+ 2,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1964 ²		Exercice 1964 : décembre 1964		Exercice 1965 : décembre 1965	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	60,5	55,8	4,5	4,2	4,7	3,8
précompte immobilier	1,0	0,9	...	...	0,1	0,1
précompte mobilier	5,4	4,9	0,6	0,4	0,7	0,5
précompte professionnel	26,6	22,7	2,2	1,9	2,5	2,2
versements anticipés	13,4	11,5	0,3	0,2	0,3	0,3
impôts des personnes physiques (rôles)	2,7	4,0	0,7	1,0	0,6	0,4
impôts des sociétés (rôles)	1,4	3,5	0,4	0,6	0,4	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,6	3,5	...	...	...	...
contribution foncière	...	...	...	...	...	...
taxe mobilière	0,3	...	0,2	...	...	...
taxe professionnelle	2,3	1,8	0,1	...	0,1	0,1
impôt complémentaire personnel	1,2	0,8	...	...	...	...
contribution nationale de crise	...	...	...	...	...	...
divers ³	2,6	2,2	...	...	...	...
II. Douanes et accises	28,2	27,7	2,6	2,3	3,1	2,7
dont : douanes	8,3	7,1	0,8	0,6	0,9	0,7
accises	18,7	20,4	1,7	1,7	2,1	1,8
taxes spéciales de consommat.	0,9	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	60,0	55,5	5,5	5,1	7,1	6,0
dont : enregistrement	6,0	4,7	0,6	0,5	1,0	0,7
successions	2,6	2,6	0,2	0,2	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	50,9	47,6	4,6	4,3	5,8	5,0
Total ...	148,7	139,0	12,6	11,6	14,9	12,3

Différence par rapport aux éval. budgét.

+ 9,7

+ 1,0

+ 2,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1964, commencé le 1^{er} janvier 1964 a été clôturé le 31 mars 1965.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	
1963 9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1965 Janvier	9,4	2,3	4,7	16,4	2,26
Février	3,8	2,0	5,0	10,8	0,15
Mars	3,8	2,5	5,6	11,9	0,17
Avril	3,8	2,6	5,5	11,9	0,39
Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	0,11
Juin	5,4	2,5	5,4	13,3	0,61
Juillet	15,2	2,5	5,0	22,7	10,64
Août	4,0	2,3	4,6	10,9	0,04
Septembre	4,1	2,7	5,7	12,5	0,02
Octobre	5,2	2,4	5,7	13,3	0,02
Novembre	4,5	2,8	6,0	13,3	0,03
Décembre	4,7	3,1	7,1	14,9	0,26
1966 Janvier	11,0	2,6	5,7	19,3	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

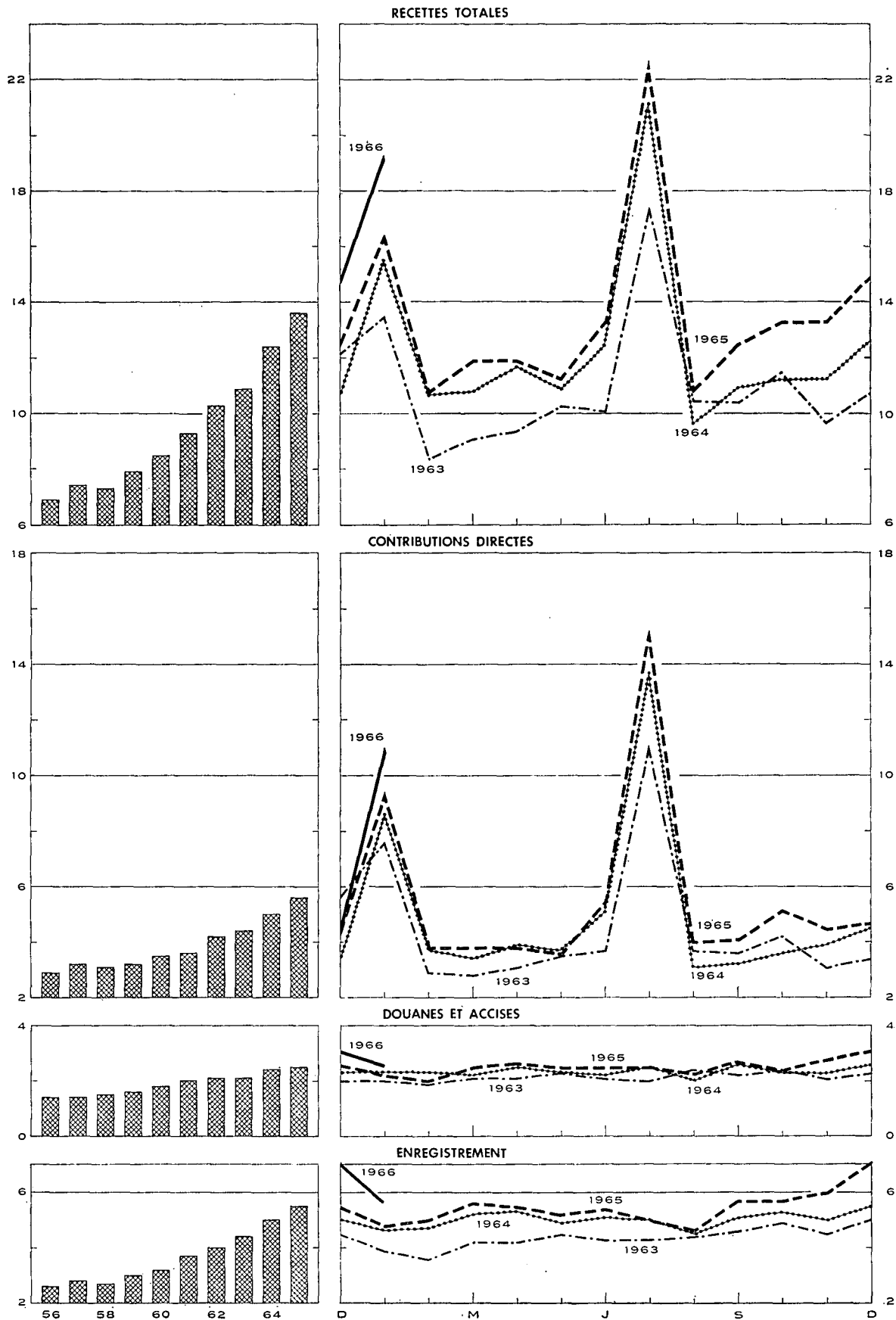
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation (Ministère des Finances)*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note ¹ du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXIXe année, vol. II, n° 6, novembre 1964 : « Les budgets de 1964 et 1965 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opération non effectuée																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	29,5	—	2,5	—	2,8	8,8	43,7
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	...	30,0	—	0,1	—	0,1	...	30,2
			Obligations ...	8,1	0,2	...	—	1,0	13,3	22,6
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,4	0,1	—	76,2	26,4	75,4	...	188,4
			Divers ...	4,7	1,0	1,5	0,2	11,8	—	1,8	2,9	0,5	...	24,4
			(Actions et parts) ...	(162,1)	(0,1)	(...)	...	(0,1)	...	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(...)	(165,8)
		Total ...	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	8,8	309,3	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	0,1	—	1,7	—	0,1	...	0,5	...	0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,3	0,1	—	0,1	...	0,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	2,3	1,5	0,6	3,1	4,9	0,5	...	27,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		14,5	0,2	2,9	1,0	...	1,3	3,5	...	— 0,2	8,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	1,2	0,2	6,9	0,1	8,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	...	1,7	0,1	0,1	11,4	
		Total ...	(0,7)	...	(13,8)	(4,2)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,8)	(19,5)	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	2,1	...	—	0,6	...	31,1	0,4	6,5	40,8	
	Certificats à court terme ...		—	0,3	—	2,7	...	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	— 0,1	92,5	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		105,5	2,2	—	1,4	1,1	9,0	30,3	3,8	28,5	35,2	6,4	1,4	224,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	0,5	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	0,9	60,6	
	Divers	0,8	—	...	0,7	9,5	0,1	0,2	0,1	...	11,4	
		Total ...	107,6	3,3	—	4,8	2,3	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	8,7	430,1	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	3,4	...	...	...	...	...	3,4
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,3	0,3	...	0,1	0,1	0,5	0,5	1,2	1,1	5,9	1,1	— 0,1	26,1		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	...	10,1
Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	4,4	...	...	...	...	...	...	0,5	...	39,9	...	44,8
	Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	0,5	3,9	1,2	4,3	13,3	41,0	3,6	93,8		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,1		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	0,9	7,1
Divers ...		2,6	...	2,8	...	1,6	...	...	...	...	0,3	...	1,9	9,3
	Total ...	17,7	...	2,8	...	1,7	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	2,8	31,4		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux ...		...	...	...	...	...	...	5,4	—	0,5	—	1,0	0,7	7,6
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	2,0	—	0,3	—	...	...	2,2
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		...	...	...	...	...	...	...	96,2	—	—	...	...	96,2
Obligations ...		9,6	...	0,3	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	— 0,5	16,3	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	12,2	—	—	—	...	8,0	—	—	—	—	—	20,2	
Divers ...		...	1,1	7,9	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	9,4
(Actions et parts) ...		...	(0,1)	(0,4)	...	...	...	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)
	Total ...	9,6	1,1	20,4	...	...	—	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	0,2	152,0

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers														
	Organismes monétaires (7)			Fonds des Rentes (8)			Caisse d'épargne sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)			Organisme d'assurance-vie et accéd. de travail, fonds de pension (10)			Organismes publics de crédit non monétaires (11)			Secteurs inclûs et ajustements (12)
Monnaie	216,5	2,7	3,4	10,3	1,1	—	—	1,6	1,5	0,5	—	—	—	237,5	
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	1,4	2,6	0,6	—	—	—	—	4,6	
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	—	—	35,3	
Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0	
Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,3	
Dépôts à terme des résidents	27,2	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	27,3	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	10,6	3,2	—	—	—	—	—	13,8	
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,6	
Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,5	8,8	
(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	—	—	—	—	(6,9)	
Total ...	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	8,5	—	360,2	
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	11,0	—	—	—	—	—	—	11,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9	
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	11,0	—	—	—	—	—	0,1	13,9	
Dépôts à vue	2,8	—	—	—	0,7	—	—	—	0,1	0,2	—	—	—	3,8	
Dépôts sur livrets	113,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	113,4	
Dépôts à terme	0,6	0,6	—	—	2,8	—	—	—	0,1	—	—	—	—	4,6	
Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,0	
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	
Divers	4,3	—	—	—	—	—	0,2	—	0,1	—	—	—	1,9	6,5	
(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)	
Total ...	130,5	0,6	—	—	3,5	—	0,2	—	0,2	0,2	0,2	2,4	—	137,8	
Réserves de sécurité sociale	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7	
Réserves mathématiques	128,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,4	
Divers	0,2	—	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,9	
Total ...	142,3	—	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	0,5	143,0	
Dépôts à vue	1,0	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	6,4	—	0,5	0,3	—	—	—	0,2	1,4	
Dépôts sur livrets	3,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,8	
Dépôts à terme	1,5	0,4	—	2,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,3	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	0,1	—	—	0,6	
Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	—	0,1	1,5	2,0	6,7	0,5	8,9	13,9	0,3	—	—	96,7	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,5	0,7	0,5	—	7,6	9,8	—	—	—	20,7	
Divers	2,5	—	10,2	0,2	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	16,5	
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(0,7)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,7)	
Total ...	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	5,3	—	145,6	
— 4,2	2,2	1,4	— 1,5	0,7	4,2	9,9	0,5	0,8	— 0,9	— 0,5	—	—	—	12,6	
(13) = (1) à (12)	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	40,9	—	1.889,1	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

i Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 8, mars 1964.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
							(1)							(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
— données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	...	35,6	—	0,1	—	0,1	...	35,8
			Obligations ...	9,4	0,2	...	—	0,9	13,8	24,3
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	12,1	0,1	—	—	—	85,7	29,0	82,3	...	209,2
			Divers ...	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	...	—	2,2	3,0	0,6	...	25,3
	(Actions et parts) ...	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	...	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)	
	Total ...	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	344,4	
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,5	0,5	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	1,6	—	0,2	—	0,2	...	2,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	0,3	0,2	—	0,1	...	0,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,0	0,2	4,3	2,0	0,6	3,3	4,8	0,4	0,1	30,8	
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	0,7	1,2	...	0,6	4,5	— 0,1	7,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	0,9	...	...	0,2	7,8	...	9,0
	Divers ...	4,9	...	4,8	0,2	...	2,0	...	...	...	0,1	1,1	13,0
	(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	...	(...)	(—)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)	
	Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,0	...	—	1,3	...	34,6	...	0,1	...	0,3	6,1	45,5	
		Certificats à court terme	0,7	—	1,2	...	18,9	22,3	2,2	6,2	0,1	11,0	62,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	107,6	2,3	...	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	243,2	
		Obligations non accessibles à tout placeur	0,1	13,0	58,5	...	2,3	2,3	2,7	81,0	
Divers ...		...	0,7	—	...	0,7	8,9	...	...	0,1	0,2	0,1	10,7
Total ...	110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	—	...	...	4,5	—	...	...	...	...	4,5
	Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,6	...	0,2	...	0,5	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	26,6		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	7,7	3,0	...	...	10,6
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	4,5	...	...	...	...	...	—	0,5	...	44,4	49,5
Divers ...	1,8	0,4	2,5	...	...	...	...	—	...	0,1	0,3	3,4	8,6
Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,1	1,1	...	1,3	6,1	...	1,0	9,8
	Divers ...	3,0	...	2,7	...	1,7	...	...	...	0,5	...	1,9	9,8
Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	34,5		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	...	—	...	...	6,6	...	0,7	...	1,4	0,3	9,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	...	...	...	4,3	...	0,3	...	...	...	4,6
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	...	...	...	...	97,0	...	...	...	...	...	97,0
	Obligations ...	9,6	...	0,2	...	...	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	— 0,3	15,8
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	13,5	—	—	—	6,7	—	—	—	—	20,2		
	Divers ...	—	1,4	7,9	...	...	...	...	...	...	0,3	...	9,7
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	2,9	
Total ...	9,6	1,4	21,6	...	...	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	...	156,4

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	—	—	1,9	1,5	0,8	...	254,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,2	0,1	0,2	...	...	...	1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	...	35,4	
	Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	9,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	19,9	
	Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	...	28,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,7	...	—	...	...	10,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	9,7	10,0
	(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	(8,0)	
Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	6,4	—	—	—	—	—	6,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,6	—	...	...	...	...	0,6
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	...	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,0	—	...	...	...	9,8	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,5	...	...	...	0,6	...	—	...	0,2	0,6	...	4,9
	Dépôts sur livrets	126,7	...	—	...	—	...	—	...	...	...	...	126,7
	Dépôts à terme	0,6	0,8	...	...	3,0	...	—	...	0,1	...	1,0	5,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	...	...	...	—	...	—	...	—	...	...	10,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capita- lisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
	Divers	4,6	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	2,1	6,9
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)	
Total ...	146,6	0,8	...	...	3,6	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2
Organisme d'assurance et accord de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
	Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136,9	
	Divers	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	1,5
	Total ...	152,8	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	154,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,2	...	...	0,3	...	...	—	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,1	...	0,2	...	0,2	1,0
	Dépôts sur livrets	4,9	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	4,9
	Dépôts à terme	1,2	0,3	...	2,5	...	...	...	...	...	...	...	4,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,4	—	0,6	...	0,2	...	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	...	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	106,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	0,7	0,7	...	3,0	15,6	...	22,4
	Divers	3,4	...	10,4	0,1	...	2,3	0,2	—	0,3	...	...	20,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,9)	
Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	6,0	161,8	
Secteurs indéfinis et ajus- tements (12)		- 4,0	2,6	1,1	- 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	- 0,1	—	20,3
	(13) (1) à (12)													
Total des créances		874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,8

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particulières (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opération non effectuée																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 6,1	—	+ 0,5	—	— 0,5	+ 6,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,5
			Obligations ...	+ 1,3	—	—	— 0,1	+ 0,5	+ 1,7
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 1,7	—	—	+ 9,5	+ 2,6	+ 7,0	...	+ 20,8
			Divers ...	— 0,9	+ 0,1	+ 1,1	+ 5,6	...	—	+ 0,4	+ 0,1	+ 6,5
		(Actions et parts) ...	(+ 6,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,8)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 7,3)	
		Total ...	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 5,6	+ 11,6	—	+ 10,3	+ 3,3	+ 7,0	— 0,5	+ 40,7	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	— 0,1	—	+ 0,5	+ 0,4
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,2	—	—	— 0,1	+ 0,1	—	— 0,3
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,1
Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 0,5		...	...	...	...	— 0,3	+ 0,5	...	+ 0,2	— 0,1	— 0,1	+ 0,1	+ 0,8
Obligations non accessibles à tout placeur ...	...		...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2	...	— 0,2	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,7
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	— 0,3	...	—	...	...	+ 0,8	— 0,1	+ 0,3	
Divers ...	+ 0,1	...	+ 0,3	...	...	+ 0,2	...	—	...	...	...	+ 1,0	+ 1,6	
(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	...	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)			
Total ...	+ 0,8	— 0,1	+ 0,3	...	...	— 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,1	+ 3,9	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	+ 0,9	...	—	+ 0,7	...	...	+ 3,5	...	+ 0,1	...	— 0,1	— 0,4	+ 4,7
	Certificats à court terme ...	...	+ 0,3	—	— 1,6	...	...	— 9,3	+ 1,1	+ 1,9	— 0,5	— 3,8	+ 0,2	— 11,4
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 2,1	+ 0,1	—	+ 0,1	...	...	+ 6,0	+ 1,5	+ 4,8	— 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 16,9
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	—	...	— 0,4	...	+ 2,0	...	— 0,2	— 0,2	+ 2,2	+ 1,3	+ 2,1
Divers ...	...	— 0,1	—	...	...	— 0,8	+ 0,2	...	...	...	...	...	— 0,7	
Total ...	+ 3,0	+ 0,3	—	— 0,8	— 0,4	— 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	— 1,6	+ 0,3	+ 1,3	+ 11,7			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,1
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 0,1	+ 0,2	...	...	— 0,1	...	— 0,1	— 0,5	+ 0,2	+ 0,6	— 0,1	+ 0,2	+ 0,5
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6	— 0,1	...	...	+ 0,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,5	...	+ 4,7
Divers ...	+ 0,3	...	— 1,2	...	— 0,1	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	— 0,2	— 0,8	
Total ...	+ 0,4	+ 0,4	— 1,2	...	— 0,2	...	+ 1,0	— 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	...	+ 6,0			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	— 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 0,5		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,3	...	+ 0,1	+ 2,1
	Divers ...	+ 0,3	...	— 0,1	...	—	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,4
Total ...	— 0,2	...	— 0,1	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 0,1	+ 2,3			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	...	—	...	...	—	+ 1,2	—	+ 0,2	—	+ 0,4	— 0,4	+ 1,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	—	...	...	—	+ 2,3	—	...	—	...	...	+ 2,3
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	...	—	...	...	—	...	—	...	—	...	...	...
	Obligations ...	...	...	...	...	...	—	+ 0,8	—	—	—	...	...	+ 0,8
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	...	...	...	...	...	—	— 0,3	...	— 0,1	— 0,2	...	+ 0,2	— 0,5
	Divers ...	...	+ 0,3	...	...	...	—	—	—	...	—	—	...	+ 0,3
(Actions et parts) ...	(+ 5,5)	(+ 0,1)	(...)	...	...	(—)	(...)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 5,7)	
Total ...	...	+ 0,3	...	...	...	—	+ 2,8	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 4,3	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+15,3	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	—	...	+ 0,3	...	+ 0,3	...	+ 17,1	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	— 0,2	— 2,5	— 0,3	...	...	...	— 3,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 0,1	
	Dépôts en devises des résidents	— 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 0,5	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 3,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,6	
	Dépôts à terme des résidents	+ 1,3	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,3	
	Engagements non rangés ailleurs	—	...	—	—	—	—	+ 0,2	— 3,2	—	—	...	— 3,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 2,4	...	...	...	...	—	—	—	—	—	...	+ 2,4
	Divers .....	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	...	+ 1,2
	(Actions et parts)	(+ 1,1)	...	(...)	...	...	—	—	—	—	—	(...)	(+ 1,1)
Total ...	+22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,1	...	— 5,7	...	...	+ 0,3	+ 1,2	+ 19,1
Fonds des Rentiers (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	— 4,5	—	—	—	—	—	— 4,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	— 0,1	— 0,1
Total ...	—	...	—	...	...	...	— 3,9	—	...	...	...	— 0,1	— 4,0
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,7	...	...	...	— 0,1	...	—	...	...	+ 0,3	...	+ 1,0
	Dépôts sur livrets	+13,2	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	+ 13,2
	Dépôts à terme	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 0,2	...	—	...	...	...	+ 0,5	+ 1,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,7	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	
	Divers	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,5
(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)	
Total ...	+16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0	
	Réserves mathématiques	+ 8,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,5	
	Divers	+ 0,1	...	— 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,6
Total ...	+10,6	...	— 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,5	+ 11,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	— 0,1	...	...	—	...	—	...	...	...
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 0,1	— 0,4	— 0,1	...	...	...	— 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	— 0,3	— 0,1	...	— 0,1	...	...	—	...	...	...	...	— 0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	—	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 6,2	+ 0,1	...	...	— 0,4	— 0,5	+ 2,2	— 0,2	— 0,1	+ 2,1	...	+ 9,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	— 1,6	+ 2,9	...	+ 1,7
	Divers	+ 0,9	...	+ 0,2	— 0,1	...	...	—	—	—	—	...	+ 1,8
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,7)		
Total ...	+ 8,0	...	+ 0,2	— 0,2	— 0,2	— 0,5	+ 2,8	— 0,6	— 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 0,7	+ 13,7	
Secteurs imités et ajustements (12)		+ 0,2	+ 0,4	— 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	—	+ 8,9
	(13) = (1) à (12)	+63,1	+ 1,7	— 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 4,2	+20,8	— 4,1	+18,2	+10,8	+13,9	+ 6,0	+135,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,5	0,2	11,8	37,8	0,2	59,5	—	81,6	42,6	78,8	262,5	8,8	309,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,4	0,6	4,4	0,4	...	24,8	8,4	4,3	0,6	4,5	8,7	8,1	26,2	...	59,4
3. Etat (Trésor)	107,6	3,3	—	4,8	2,3	118,0	55,1	149,7	4,9	35,4	38,6	19,7	248,3	8,7	430,1
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	0,2	26,0	0,5	3,9	1,2	4,3	13,3	41,0	63,7	3,6	93,8
5. Sécurité sociale	17,7	...	2,8	...	1,7	22,2	0,1	0,9	...	0,1	5,3	...	6,3	2,8	31,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	184,8	10,1	12,4	5,5	16,0	228,8	64,3	218,3	6,7	125,9	108,5	147,6	607,0	23,9	924,0
7. Etranger	9,6	1,1	20,4	...	...	31,1	—	113,1	0,9	1,2	3,9	1,6	120,7	0,2	152,0
8. Organismes monétaires	276,7	2,7	3,6	10,3	1,1	294,4	35,3	12,0	5,8	2,1	1,6	0,5	22,0	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,5	134,6	-----	0,2	...	0,2	0,2	0,2	0,8	2,4	137,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	142,3	...	0,1	...	0,1	142,5	...	...	...	...	...	...	...	0,5	143,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,2	3,2	2,0	87,3	3,1	7,3	0,9	17,6	23,7	0,4	49,9	5,3	145,6
13. Total des intermédiaires financiers	620,9	3,8	16,7	13,5	6,7	661,6	38,4	30,5	6,7	19,9	25,5	1,1	83,7	16,8	800,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,4	— 1,5	0,7	— 1,4	4,2	9,9	0,5	0,8	— 0,9	— 0,5	9,8	—	12,6
15. Total des créances	811,1	17,2	50,9	17,5	23,4	920,1	106,9	371,8	14,8	147,8	137,0	149,8	821,2	40,9	1.889,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 501,8	— 42,2	— 379,2	— 76,3	— 8,0	— 3,9	— 45,1	+ 11,6	+ 0,9	+ 10,0	— 6,0	+ 4,2	+ 20,7	+ 23,3	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

——— données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit de non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,3	1,3	1,6	0,1	12,9	41,2	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,4
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,9	11,0	11,6	4,7	16,6	234,8	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	985,0
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	—	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,3	19,0	51,2	17,7	24,6	986,8	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajuste- ments	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,1	+ 0,2	...	...	+ 1,1	+ 3,4	+ 5,6	+ 11,6	—	+ 10,3	+ 3,3	+ 7,0	+ 32,2	— 0,5	+ 40,7
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 0,8	— 0,1	+ 0,3	...	...	+ 1,0	— 0,3	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,9
3. Etat (Trésor)	+ 3,0	+ 0,3	—	— 0,8	— 0,4	+ 2,1	— 2,1	+ 2,4	+ 2,6	+ 6,6	— 1,6	+ 0,3	+ 10,3	+ 1,3	+ 11,7
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,4	+ 0,4	— 1,2	...	— 0,2	— 0,6	...	+ 1,0	— 0,5	+ 0,8	+ 0,6	+ 4,7	+ 6,6	...	+ 6,0
5. Sécurité sociale	— 0,2	...	— 0,1	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,6	...	+ 2,1	+ 0,1	+ 2,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 6,1	+ 0,8	— 1,0	— 0,8	+ 0,6	+ 5,7	+ 3,5	+ 15,8	+ 2,1	+ 18,7	+ 4,3	+ 12,4	+ 53,3	+ 2,0	+ 64,6
7. Etranger .....	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,3	—	+ 2,8	...	+ 0,1	— 0,2	+ 0,3	+ 3,0	+ 1,0	+ 4,3
8. Organismes monétaires	+ 22,1	...	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	+ 23,2	+ 0,1	...	— 5,7	...	...	+ 0,3	— 5,4	+ 1,2	+ 19,1
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	...	— 3,9	—	...	...	...	— 3,9	— 0,1	— 4,0
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 16,1	+ 0,2	...	...	+ 0,1	+ 16,4	-----	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,7	+ 17,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 10,6	...	— 0,1	...	...	+ 10,5	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,5	+ 11,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 8,0	...	+ 0,2	— 0,2	— 0,2	+ 7,8	— 0,5	+ 2,8	— 0,6	— 1,6	+ 5,0	+ 0,1	+ 5,7	+ 0,7	+ 13,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,8	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 57,9	— 0,4	— 1,1	— 6,3	— 1,6	+ 5,1	+ 0,7	— 3,2	+ 3,0	+ 57,3
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments	+ 0,2	+ 0,4	— 0,2	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 3,3	+ 0,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,5	+ 6,5	—	+ 8,9
15. Total des créances	+ 63,1	+ 1,7	— 0,9	+ 0,2	+ 1,2	+ 65,3	+ 4,2	+ 20,8	— 4,1	+ 18,2	+ 10,8	+ 13,9	+ 59,6	+ 6,0	+ 135,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 22,4	— 2,2	— 12,6	— 5,8	— 1,1	+ 0,7	— 0,1	+ 1,7	— 0,1	+ 0,8	— 0,3	+ 0,2	+ 2,3	— 2,9	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	- 10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	- 11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	- 11,1	10,3	- 9,7
Juin est 5	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	- 11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,2	167,3	7,5	5,0	179,8	77,7	89,4	- 11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,7	166,3	6,9	5,1	178,3	81,0	92,7	- 11,3	10,1	- 9,5
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	79,2	171,2	7,4	5,8	184,4	89,9	100,9	- 11,4	11,0	- 10,0
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,3	174,1	7,0	4,8	185,9	89,4	105,1	- 11,2	10,5	- 10,2
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	79,4	177,9	8,8	5,2	191,9	93,2	103,5	- 11,3	10,5	- 10,2
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	81,0	176,0	7,8	5,0	188,8	95,5	109,8	- 11,3	11,3	- 11,1
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,1	7,8	6,3	194,2	99,3	112,7	- 11,4	10,8	- 12,0
1965 Mars	294,2	70,6	4,5	...	369,3	87,0	179,6	6,8	7,3	193,7	99,6	113,0	- 11,4	12,3	- 11,9
Juin	310,6	71,1	5,1	...	386,8	92,4	186,0	7,1	7,7	200,8	103,4	117,6	- 11,3	11,6	- 10,1
Septembre	307,9	74,8	3,9	...	386,6	p 90,4	p 189,9	4,2	p 7,1	p 201,2	107,9	120,9	- 11,3	p 11,3	p - 12,9
Décembre	p 320,0	77,4	4,4	...	p 401,8	p 94,8	p 194,8	4,7	p 6,9	p 206,4	p 113,5	p 123,9	- 11,4	p 11,6	p - 13,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur vaudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 8, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,8	6,7
5. Créances sur l'U.E.P. ²	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9
b) en francs belges ³ .....	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,9	123,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9	9,9	9,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	} 5,6
b) effets commerciaux	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,2	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	p36,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,8	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	
— autres	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,5	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3	42,6	40,1	38,8	
TOTAL DU PASSIF ...	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	69,6	69,7	69,7	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,7	4,8	2,5	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,8	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5	2,8	5,3	3,3	6,7	5,4
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	19,8	20,1	21,1	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	104,0	104,5	103,2	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1	120,9	123,0	121,0	123,7	121,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,1	...	0,4	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,8	8,9	10,0	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	0,9	0,8	0,7	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...
b) effets commerciaux	3,2	6,3	4,6	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9	5,6	3,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	2,5	1,9	3,4	1,5	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	0,5	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...	0,2	0,2	0,3	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,6	35,5	38,3	38,7	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1	36,2	35,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	29-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4	p 3,8	p 3,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	p 1,4	p 0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	150,9	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7	p166,5	p163,4	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	p 0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	38,9	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,4	42,6	41,1	42,9	40,1	39,2	39,8	p38,8	p 38,3	
TOTAL DU PASSIF ...	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	34,4	33,3	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,7	39,6	43,5	42,1	44,3	42,9	48,4	41,9	44,7	43,9
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,3	0,5	0,2
b) effets commerciaux	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
c) avances .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	3,8	3,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-60	81-8-61	80-6-61	80-9-61	81-12-61	81-8-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-8-63	80-6-63	80-6-63 5	80-9-63	81-12-63	81-8-64	80-6-64	80-9-64	81-12-64	81-8-65	80-6-65	80-9-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,3
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8	1,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,8	38,8	37,5
b) détenue par les pouvoirs publics	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,4	0,7
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3
TOTAL DU PASSIF ...	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63 1	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	p 0,7
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2
b) en francs belges ²	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3
7. Ajustement statistique	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	1,2	1,2	1,3	1,4
b) sur les organismes publics	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9
c) sur les banques de dépôts	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,3	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5
— autres	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6
— autres	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,2	2,5	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7
b) effets commerciaux	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,1	39,7	41,5	40,5	43,2
c) avances	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1
— autres	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	p 2,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9
— autres .....	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
D. Autres	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,3	31,4	31,6	31,0	34,3	32,1	36,2	43,2	48,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1
b) en francs belges ^{2 3}	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3
4. Ajustement statistique	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3	90,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6
— dépôts en devises	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les para-étatiques de crédit	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	59,5
TOTAL DU PASSIF ...	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65			
A. Créances sur l'étranger :																							
1. Or	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ^o	77,7	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2		
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4		
3. Obligations	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	p 0,8		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,5		
5. Créances sur l'U.E.P. ²	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
6. Autres :																							
a) en monnaies étrangères ³	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9		
b) en francs belges ³	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7		
7. Ajustement statistique	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des créances sur l'étranger ...	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	p167,2	(6)	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8		
2. Autres :																							
a) sur la Banque Nationale de Belgique																							
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4		
— autres	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	0,2		
b) sur les organismes publics	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	1,7	1,7	1,7		
c) sur les banques de dépôts	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	6,1	6,1		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Sur l'Etat :																							
a) à un an au plus	73,3	80,7	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,9	72,1	75,5	77,7	80,4	80,2	82,8	80,9	84,3	p 87,4	(7)	
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	p 42,4	(7)	
— autres	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	p 60,1	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																							
a) à un an au plus	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	(9)	
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	p 1,1	(9)	
— autres	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	p 1,0	(9)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																							
a) acceptations	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,7	3,0	3,6	4,8	6,0	7,1	6,4	9,7	(11)	
b) effets commerciaux	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,5	37,3	42,7	42,8	44,6	43,8	45,4	44,1	46,5	45,4	(11)	
c) avances	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	50,5	52,8	(11)	
d) obligations :																							
— accessibles à tout placeur	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	p 2,1	(15)	
— autres	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	p 2,5	(15)	
4. Sur le Fonds des Rentes à un an au plus ⁴	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	—	—	—	(8)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																							
a) à un an au plus	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	0,5	0,3	(14)
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	p 10,9	(14)	
— autres	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	p 0,8	(14)	
D. Autres	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,2	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	84,5	92,1	p 86,5	(15)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0		

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

⁶ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	
b) en francs belges ^{1 2}	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	
4. Ajustement statistique	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	0,3	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	
— autres	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	7,0	7,5	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,7	129,4	128,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	(2)
— dépôts en devises	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	(3)
b) détenues par le Trésor	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶ .....	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	0,5	0,8	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	99,6	99,9	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	

Colonne du tableau XIII)
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans lequel le la rubrique est comprise

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

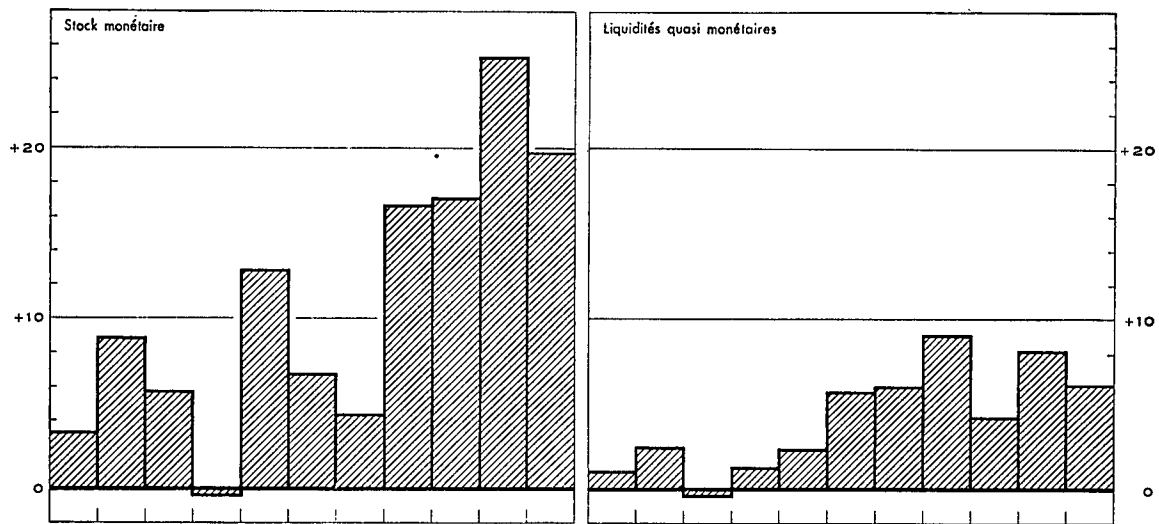
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C3a ou D « Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

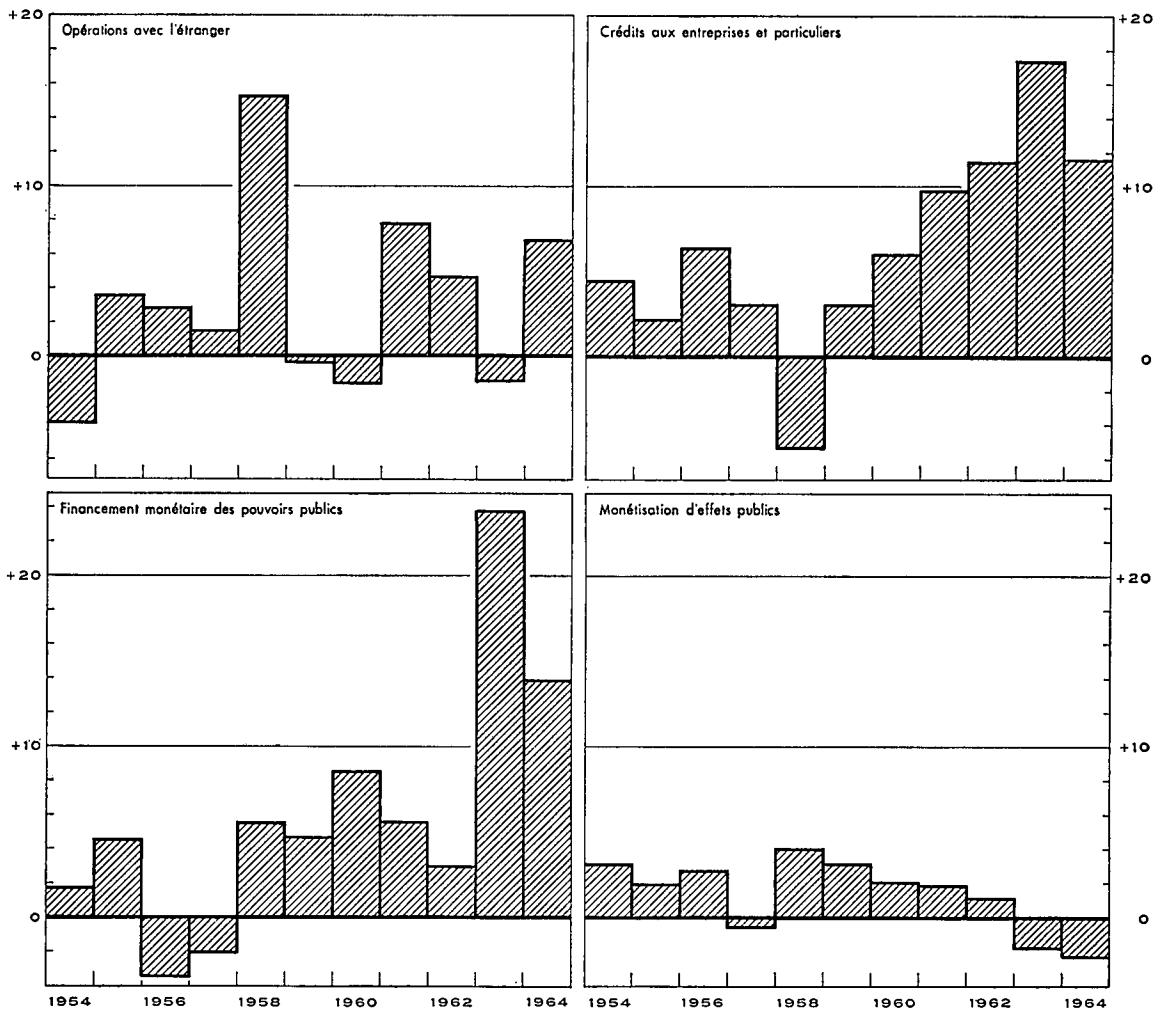
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger + opérations en capital des entreprises et particuliers	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,5	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,4
3 ^e trimestre	- 5,2 ³	+ 2,8 ³	- 2,4 ³	- 4,6	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,6
4 ^e trimestre	+ 6,1 ³	... ³	+ 6,1 ³	- 0,7	+ 5,3	+ 1,5	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Total ...	+ 4,4 ³	+ 6,1 ³	+ 10,5 ³	- 1,6	+ 6,0	+ 0,5	- 1,0	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,3	+ 0,7	...	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,6
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,4
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,1	+ 0,7	+ 23,7	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,6	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,4	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	- 0,1	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 0,8
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,5	+ 2,8	- 0,6	+ 0,9	+ 4,2	+ 1,3	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 7,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	+ 12,2	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 4,8	+ 0,4	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,4	+ 1,0	+ 0,5	...	...	- 0,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 16,3	+ 1,2	+ 17,5	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 4,7	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 2,7	+ 2,5	- 0,2	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,7	- 1,1	- 1,0	- 1,4	...	...	- 2,5
4 ^e trimestre	p + 12,1	+ 3,1	p + 15,2	p + 3,8	p + 8,0	+ 1,4	- 2,5	p + 3,2	p + 1,7	p - 0,1	- 0,2	- 0,1	p + 0,5	p - 0,5
Total ...	p + 21,3	+ 11,6	p + 32,9	p + 13,3	p + 16,2	- 1,2	- 2,1	p + 7,2	p + 2,8	p - 1,0	- 2,0	...	p + 0,8	p - 1,1

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenus par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (9) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série ⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Janvier	6,9	156,8	160,3	9,2	0,4	36,7	83,8	120,9	130,1	290,4	55,2
Février	6,9	157,8	161,3	8,9	0,4	34,7	85,1	120,2	129,1	290,4	55,5
Mars	6,9	158,1	161,3	9,2	0,5	35,2	88,0	123,7	132,9	294,2	54,8
Avril	6,9	161,3	164,8	9,4	0,3	37,2	88,6	126,1	135,5	300,3	54,9
Mai	6,9	163,5	166,6	9,2	0,3	36,1	90,8	127,2	136,4	303,0	55,0
Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	36,9	92,2	129,5	141,7	310,6	54,4
Juillet	6,9	167,7	171,0	8,5	0,3	37,9	88,6	126,8	135,3	306,3	55,8
Août	6,9	165,4	168,8	8,7	0,4	35,8	89,5	125,7	134,4	303,2	55,7
Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	91,9	128,0	138,8	307,9	54,9
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	90,6	128,1	138,1	308,6	55,2
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	93,7	131,6	141,2	310,4	54,5
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,5	p 96,9	p 134,8	p 146,6	p 320,0	54,2

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1963, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	+ 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁸	73,3 ⁸	- 0,8	- 1,0 ⁸	- 1,8 ⁸	+ 0,4	- 0,3	- 0,5	- 1,4	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 5,9	+ 0,3	+ 0,5	- 0,6	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁸	70,9 ⁸	+ 3,4	- 0,4 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 1,3	...	- 1,0	+ 5,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 6,7	- 0,4 ⁸	+ 6,3 ⁸	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	+ 4,5	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 9</i>												
2 ^e trimestre	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 2,0	- 1,4	- 1,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	- 1,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	- 0,2	- 0,6	+ 6,5	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,4	- 1,1	- 3,6	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	p-29,6	p90,4	- 0,4	p- 1,5	p- 1,9	p ...	p- 0,6	- 2,2	p+ 0,9	p- 0,7	p- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	p-28,0	p94,8	+ 2,8	p+ 1,6	p+ 4,4	p- 0,8	p ...	+ 1,4	p+ 3,8		
				+ 8,0	p- 1,2	p+ 6,8	p- 5,6	p+ 0,3	- 1,2	p+13,3		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1963, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

- moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 8, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.912
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	2	1	1	1	2
Compte A	—	—	—	—	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	318
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin. Particuliers	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Valeurs à payer	393	253	261	280	348	321	340	174
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. -- Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre
ACTIF							
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362
PASSIF							
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269
Comptes courants :							
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187
Capital	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 9 novembre	1965 8 novembre	1964 7 décembre	1965 6 décembre	1965 4 janvier	1966 10 janvier	1965 8 février	1966 7 février
ACTIF								
Encaisse en or	71.715	77.919	72.557	77.915	72.537	77.895	73.065	77.898
Monnaies étrangères	25.251	22.931	25.845	23.660	27.914	21.932	26.052	20.707
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	11.787	9.051	10.643	10.193	8.714	10.362	8.112	10.137
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	70	15	66	11	62	7	55	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	8.215	12.230	8.715	12.230	8.716	12.565	9.016	12.568
— Prêts ¹	—	3.375	1.500	3.375	1.500	3.378	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	24	...	3
Débiteurs pour change et or, à terme ...	24.116	21.984	24.930	23.153	27.325	21.472	25.351	20.413
Effets de commerce	2.942	5.712	3.262	6.098	3.871	7.582	3.816	6.938
Avances sur nantissement	3.747	84	1.276	278	2.022	63	1.257	66
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.750	9.875	9.675	9.425	9.900	9.800	7.375	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint	314	514	340	518	395	443	586	504
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.793	2.953	2.792	2.951	2.793	2.953	2.952	3.196
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711	1.711	1.787
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.506	1.700	1.515	1.710	1.534	1.781	1.668	1.869
Divers	1.695	2.069	1.739	2.041	2.219	2.609	1.668	1.503
Compte d'ordre :	201.060	207.624	202.014	210.771	206.661	210.078	199.686	206.041
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.082	1.039	1.560	1.545	1.450	1.362	1.263	1.182
PASSIF								
Billets en circulation	155.179	166.060	156.397	166.863	160.209	167.726	156.540	166.682
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	20	12	20	8	18	10	5	16
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	15	13	12	13	12	13	12	13
{ compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	306	349	306	359	328	394	322	382
Comptes courants divers	1.383	2.147	1.023	1.930	1.119	1.353	1.392	1.068
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	110	227	122	223	153	259	152	202
b) autres accords	233	275	417	248	385	222	361	219
Total des engagements à vue ...	157.246	169.083	158.297	169.644	162.224	169.977	158.784	168.582
Banques belges, réserve monétaire	1.207	...	1.212	...	1.252	...	1.298	...
Monnaies étrangères et or à livrer	35.962	31.106	35.626	33.431	36.097	32.045	33.505	30.609
Caisse de Pensions du Personnel	1.506	1.700	1.515	1.710	1.534	1.781	1.668	1.869
Divers	2.345	2.782	2.570	3.033	2.760	3.322	1.478	1.784
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.394	2.553	2.394	2.553	2.394	2.553	2.553	2.797
Compte d'ordre :	201.060	207.624	202.014	210.771	206.661	210.078	199.686	206.041
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	1.082	1.039	1.560	1.545	1.450	1.362	1.263	1.182

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1969).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1964 2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1965 Janvier	958	53,4	39,0	73,5	171,7	79,9	171,7	496,8	93
Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93
Mars	961	53,8	38,2	67,5	157,2	66,9	157,2	448,8	93
Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93
Juin	964	53,7	38,9	71,3	155,7	67,6	155,7	450,3	92
Juillet	967	60,4	39,4	86,1	190,9	88,1	190,9	556,0	93
Août	969	52,4	38,4	65,6	153,8	67,9	153,8	441,1	93
Septembre	974	51,9	37,9	67,5	151,5	65,6	151,5	436,1	93
Octobre	978	53,9	38,6	72,6	164,2	70,8	164,2	471,8	92
Novembre	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93
1966 Janvier	982	60,4	41,3	77,9	182,1	81,9	182,1	524,0	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués: depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1964 31 octobre	1965 31 octobre	1964 30 novembre	1965 30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	1.252	—	1.207	—	1.212	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	6.523	7.851	9.683	10.493	3.460	3.821	3.813	4.480
Prêts au jour le jour	1.272	2.095	1.650	3.253	1.270	910	2.110	2.242
Banquiers	13.192	16.665	22.926	29.786	21.643	30.985	22.191	31.367
Maison-mère, succursales et filiales	4.717	6.286	6.379	3.203	6.658	5.256	6.081	4.119
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.248	8.787	9.559	10.746	10.519	12.526	10.833	11.443
Portefeuille-effets	46.685	72.460	84.885	91.587	81.572	96.202	85.248	98.178
a) Effets publics ²	16.569	29.415	32.375	34.175	31.997	37.947	34.472	38.420
b) Effets commerciaux ³	30.116	43.045	52.510	57.412	49.575	58.255	50.776	59.758
Reports et avances sur titres	1.317	1.230	1.149	1.348	1.253	1.286	1.224	1.377
Débiteurs par acceptations	17.927	18.784	21.292	26.938	20.267	25.162	20.259	25.680
Débiteurs divers	38.608	45.661	50.802	60.186	50.303	58.967	49.713	59.671
Portefeuille-titres	75.148	72.105	74.789	86.447	74.126	84.152	74.618	84.835
a) Valeurs de la réserve légale	468	541	605	705	595	697	600	705
b) Fonds publics belges ^{2 4}	71.460	67.375	69.307	80.181	69.471	78.738	69.407	78.956
c) Fonds publics étrangers ⁴	317	556	601	1.354	419	657	433	777
d) Actions de banques	1.232	1.545	1.868	1.912	1.610	2.056	1.856	2.056
e) Autres titres	1.621	1.588	2.408	2.295	2.031	2.004	2.322	2.341
Divers	2.339	2.576	3.040	3.184	3.011	3.830	2.876	3.852
Capital non versé	9	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	215.985	254.500	287.406	327.171	275.289	323.097	280.178	327.244
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	17	18	43	68	47	64	47	66
Immeubles	1.301	1.434	2.134	2.714	1.580	2.290	1.596	2.304
Participations dans les filiales immobilières	265	255	73	260	296	80	295	80
Créances sur les filiales immobilières	312	336	60	89	352	85	351	85
Matériel et mobilier	200	289	341	375	322	374	325	384
Total de l'immobilisé ...	2.095	2.332	2.651	3.506	2.597	2.893	2.614	2.919
Total de l'actif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	277.886	325.990	282.792	330.163

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics récomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets récomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1964 31 octobre	11.128	1965 31 octobre	13.112
1963 31 décembre	8.673	1965 31 décembre	14.404	1964 30 novembre	9.468	1965 30 novembre	12.899

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

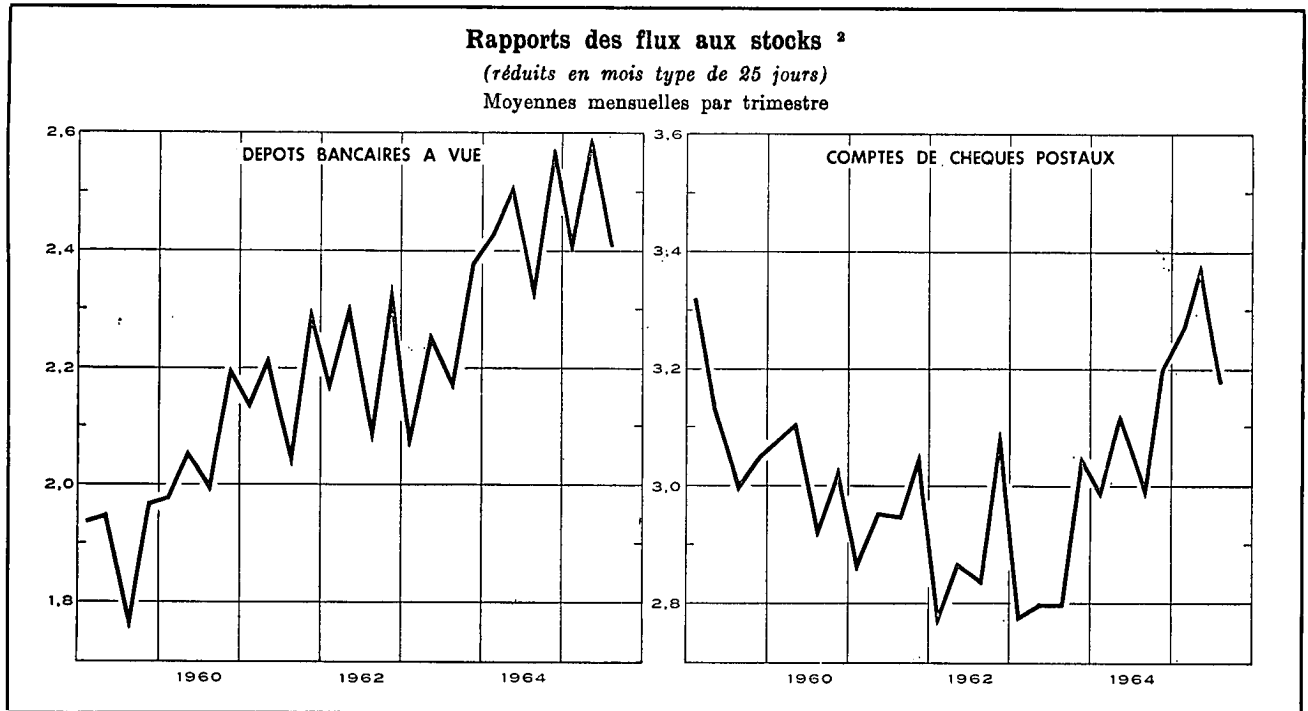
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1962 31 décembre	1968 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1964 31 octobre	1965 31 octobre	1964 30 novembre	1965 30 novembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42).....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	1.747	804	698	589	354	495	397	453
Emprunts au jour le jour	871	1.406	2.420	3.433	2.002	2.728	1.517	2.113
a) Garantis par des sûretés réelles	815	1.232	1.214	915	1.606	2.504	1.245	1.998
b) Non garantis par des sûretés réelles	56	174	1.206	2.618	396	224	272	115
Banquiers	26.553	38.661	51.301	57.426	48.656	63.220	50.316	63.442
Maison-mère, succursales et filiales	4.300	7.884	7.065	6.062	7.333	5.400	7.387	5.510
Acceptations	17.928	18.784	21.292	26.937	20.267	25.161	20.260	25.680
Autres valeurs à payer à court terme	3.875	4.901	5.287	6.578	4.520	7.045	5.378	7.161
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.095	1.216	1.254	1.413	1.189	1.389	1.225	1.457
Dépôts et comptes courants	130.986	150.290	164.568	189.447	157.458	180.853	159.778	184.666
a) A vue	71.259	81.543	86.118	92.774	79.506	86.795	82.183	89.073
b) A un mois au plus	5.532	5.159	9.034	11.847	8.155	11.526	8.230	12.083
c) A plus d'un mois	29.392	30.007	29.915	38.487	31.456	37.652	30.754	38.340
d) A plus d'un an	2.201	1.138	731	1.106	837	1.044	813	1.047
e) A plus de deux ans	2.671	3.049	3.020	3.031	3.024	2.955	3.035	2.975
f) Carnets de dépôts	17.937	27.355	33.743	40.179	32.473	38.841	32.786	39.137
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.994	2.039	2.007	2.023	2.007	2.040	1.977	2.011
Obligations et bons de caisse	11.060	11.433	11.380	11.371	11.354	11.340	11.344	11.342
Montants à libérer sur titres et participations	689	672	991	977	985	963	1.162	963
Divers	6.104	6.809	7.752	8.030	8.098	9.648	8.355	9.541
Total de l'exigible ...	205.208	242.860	274.008	312.263	262.216	308.242	267.119	312.328
C. Non exigible :								
Capital	7.636	8.221	9.814	11.245	9.427	11.061	9.476	11.148
Fonds indisponibles par prime d'émission	785	838	1.245	1.949	1.012	1.332	987	1.332
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	467	541	607	705	595	697	600	704
Réserve disponible	3.828	4.179	4.197	4.306	4.333	4.452	4.308	4.445
Provisions	156	193	186	209	303	206	302	206
Total du non exigible ...	12.872	13.972	16.049	18.414	15.670	17.748	15.673	17.835
Total du passif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	277.886	325.990	282.792	330.163

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		avoirs en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965		135,8				3,30
1964 2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 ^e trimestre		140,6				3,36
1964 Décembre	178,5	132,7	311,2	2,79	2,68	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34
Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
Mai	174,2	147,3	321,5	2,47	2,57	3,60
Juin	177,9	135,1	313,0	2,57	2,57	3,25
Juillet	166,6	141,3	307,9	2,55	2,45	3,35
Août	158,3	126,9	285,2	2,36	2,36	3,14
Septembre	160,0	123,0	283,0	2,46	2,36	3,06
Octobre	164,7	134,5	299,2	2,49	2,40	3,26
Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33
Décembre		148,8				3,49

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre ...	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

1 Y compris les opérations à réméré.

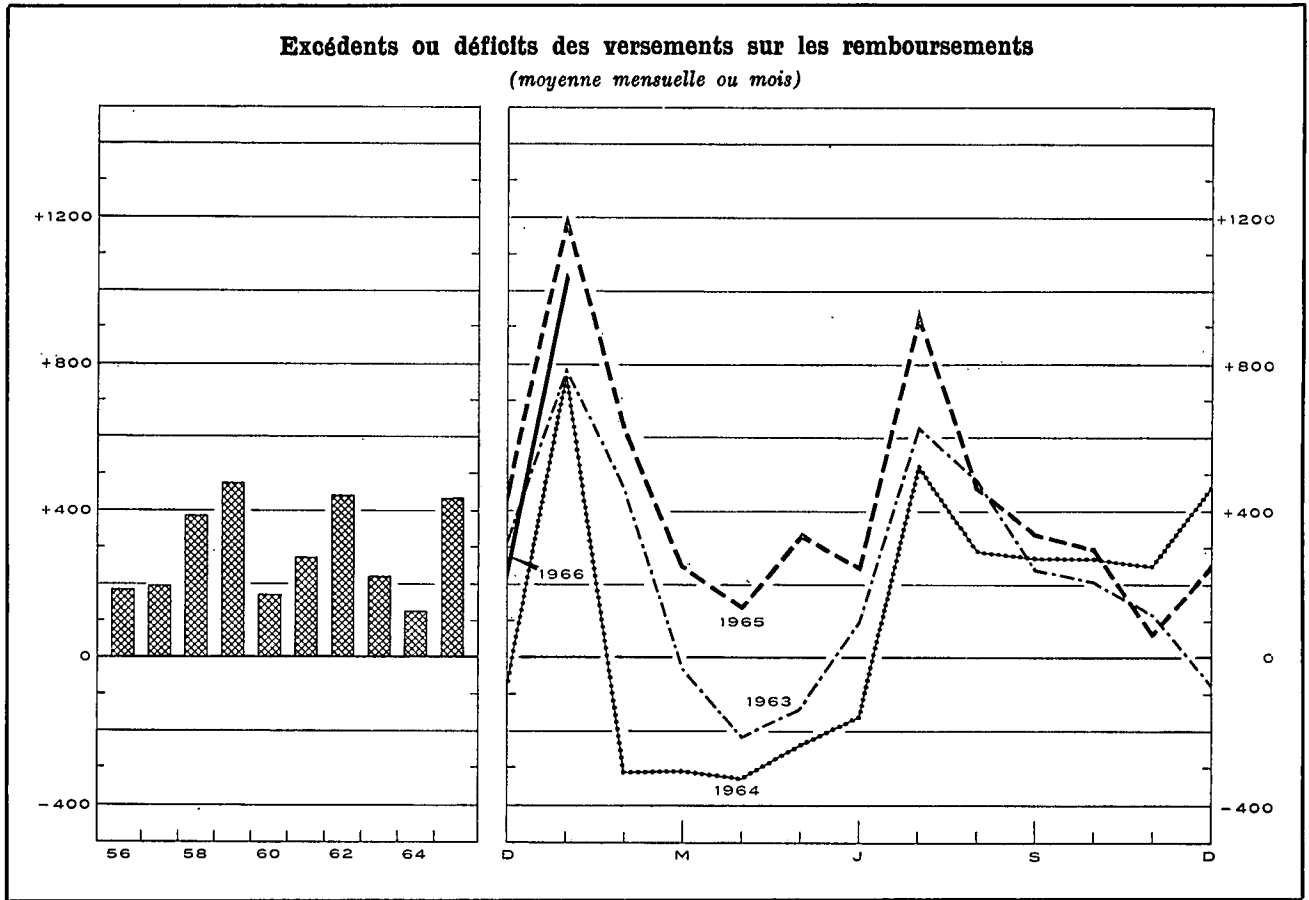
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.293	27.061	5.232	112.191 ¹				
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	3.195	p 3.270	1.983	p 2.218	1.212	p 1.052	103.607	p113.243
Février	2.562		1.935		627		104.234	
Mars	2.558		2.303		255		104.489	
Avril	2.500		2.353		147		104.636	
Mai	2.691		2.348		343		104.979	
Juin	2.710		2.452		258		105.237	
Juillet	3.212		2.266		946		106.183	
Août	2.516		2.042		474		106.657	
Septembre	2.575		2.231		344		107.001	
Octobre	p 2.708		p 2.408		p 300		p 107.301	
Novembre	p 2.220		p 2.151		p 69		p 107.370	
Décembre	p 2.846		p 2.589		p 257		p 112.191	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7
Avances à l'industrie	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1
Crédit agricole	—	—	—	—	0,1	...
Crédit d'exportation	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7
Certificats de Trésorerie	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1
Prêts au jour le jour	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9	...
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	—	- 1,3
Total des placements provisoires ² ...	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2
Placements définitifs ² :						
Rentes belges directes	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Prêts hypothécaires	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9
Crédit agricole	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6
Total des placements définitifs ² ...	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5
Intérêts courus et non échus sur placements	1,6	1,8	2,0	2,6	3,1	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	—	6,2
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,1	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5
Dépôts en comptes courants ⁴	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiques pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisé en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Obligations de sociétés belges	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ²	13,8	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9
Réserves mathématiques ³	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8
Total ...	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total ...	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	3,2	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1
Fonds de réserve et de répartition	1,4	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6
Total ...	4,6	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
<i>Nouvelle série 1</i>																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1
Crédits de restauration (dommage de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3
Crédits commerciaux à moyen terme	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4
Crédits de financement d'exportation à moyen terme	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,5	2,7	2,8	2,8	2,7	2,9
PASSIF						
Obligations	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9
Bons de caisse	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1964 Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883	6.724	1.489	2.817	4.967	
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512	
Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.386	2.214	
Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469	
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687	
Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138	
Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853	
Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711	
Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.853	
Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965 Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	
Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424	
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458	
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971	
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518	
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308	
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491	
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975	
1966 Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,3	2,6	3,1	3,5	3,7	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0
Prêts hypothécaires	9,0	10,5	11,4	12,1	14,2	2,3	2,7	3,2	3,6	4,2
Prêts sur police	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	4,8	5,3	5,7	5,9	6,2	3,2	3,4	3,6	3,7	3,8
Valeurs étrangères	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Titres garantis par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,2	4,6	5,0	5,1	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,4	8,1	9,0	9,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,1	2,2	2,3	2,9	3,0	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	22,5	24,2	25,7	28,3	29,1	6,7	7,2	7,7	7,9	8,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	35,3	38,7	41,7	45,3	49,1	10,7	11,6	12,6	13,6	14,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1964 2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00
3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre .	4,02

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1963. — Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraites.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Particuliers :										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
II. Entreprises :										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) =						
					(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9 ⁶	3,5 ⁷	4,4	8,7
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,2	1,3	2,0	3,0
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	14,1	7,3	6,8	24,6
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	14,1	7,3	6,8	24,6
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁸	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁹	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1959 : 11,4; en 1960 : 8,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,8; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Y compris 3,0 milliards de titres émis en contrepartie d'échéances en capital et en intérêts se rapportant à plusieurs exercices.

⁷ Y compris 2,8 milliards d'amortissements se rapportant à plusieurs exercices.

⁸ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁹ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2		
Mois	Jour								
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} s.	5,00 — 5,25	4	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50		100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50		100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.800	5,55
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50	5	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75	6	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80	7	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80	7	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50 — 5,75	6	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00		100,00	à 20 ans	4.270	6,00
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00		99,00	à 20 ans	2.500	6,12
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80	8	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80	8	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14
								27.049	
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50	9	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50	9	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50	10	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50	9	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50	9	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00		100,00	à 20 ans	1.500	6,40
								38.085	
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50	11	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50	12	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50	13	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60	14	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60	14	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50	15	99,75	à 6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50	16	99,75	à 6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00		100,00	à 20 ans	1.500	6,40
								46.215	
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976	6,25 — 6,50	9	99,25	à 5 ou 10 ans	10.000	6,55

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent (XVI-1, colonne (1)) parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G., ainsi que celles émises par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.

3 Le rendement à l'émission de cet emprunt est calculé sur sa plus longue durée.

4 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

5 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.

6 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

7 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

8 Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

11 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

12 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

14 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

15 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

16 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ²
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
		31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

5 Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dette reprise du Congo ³	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieure				extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.F.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3		
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6		
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1		
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6		
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1		
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4		
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9		
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6		
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février-1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat ²	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	64,4 ⁷	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷	303,2 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires	74,2	84,5	96,1	106,0	112,6	17,3	18,9	20,2	21,9	23,4	91,5	103,4	116,3	127,9	136,0
3. Paraétatiques d'exploitation	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,4	32,1	31,7	31,4	33,0	34,7
4. Sécurité Sociale	—	—	—	—	—	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7
5. Secteur public non compris ailleurs	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)	12,2	10,8	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	13,5	12,1	12,1	12,1	12,1
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers ³	180,2	194,9	207,0	216,1	219,9	8,7	6,3	5,5	7,7	8,1	188,9	201,2	212,5	223,8	228,0
2. Paraétatiques d'exploitation	2,2	2,5	2,8	3,1	3,5	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0	3,3	3,5	4,0
3. Secteur public non compris ailleurs ⁴	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0
4. Sécurité Sociale	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	0,6	1,0	1,0	0,9	1,2	3,0	3,5	3,3	2,6	2,7
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi ⁵	4,0	3,4	2,6	2,6	2,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	4,7	3,7	2,9	2,8	3,0
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires ⁶	35,4	35,6	41,1	49,9	52,2	36,3	37,7	37,6	59,6 ⁷	58,6 ⁷	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷	110,8 ⁷
2. Fonds des Rentes	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4	—	—	—	—	—	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	38,8	40,7	41,9	45,4	49,4	13,6	14,8	14,2	14,8	16,6	52,4	55,5	56,1	60,2	66,0
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	52,3	56,8	59,8	63,1	67,3	23,2	25,7	28,0	30,7	31,6	75,5	82,5	87,8	93,8	98,9
5. Organismes publics de crédit non monétaires	6,5	7,1	8,2	9,9	10,2	—	—	—	2,3	1,4	6,5	7,1	8,2	12,2	11,6
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Centrale de Crédit Hypothécaire.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

⁴ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

⁵ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo belge et du Rwanda-Burundi.

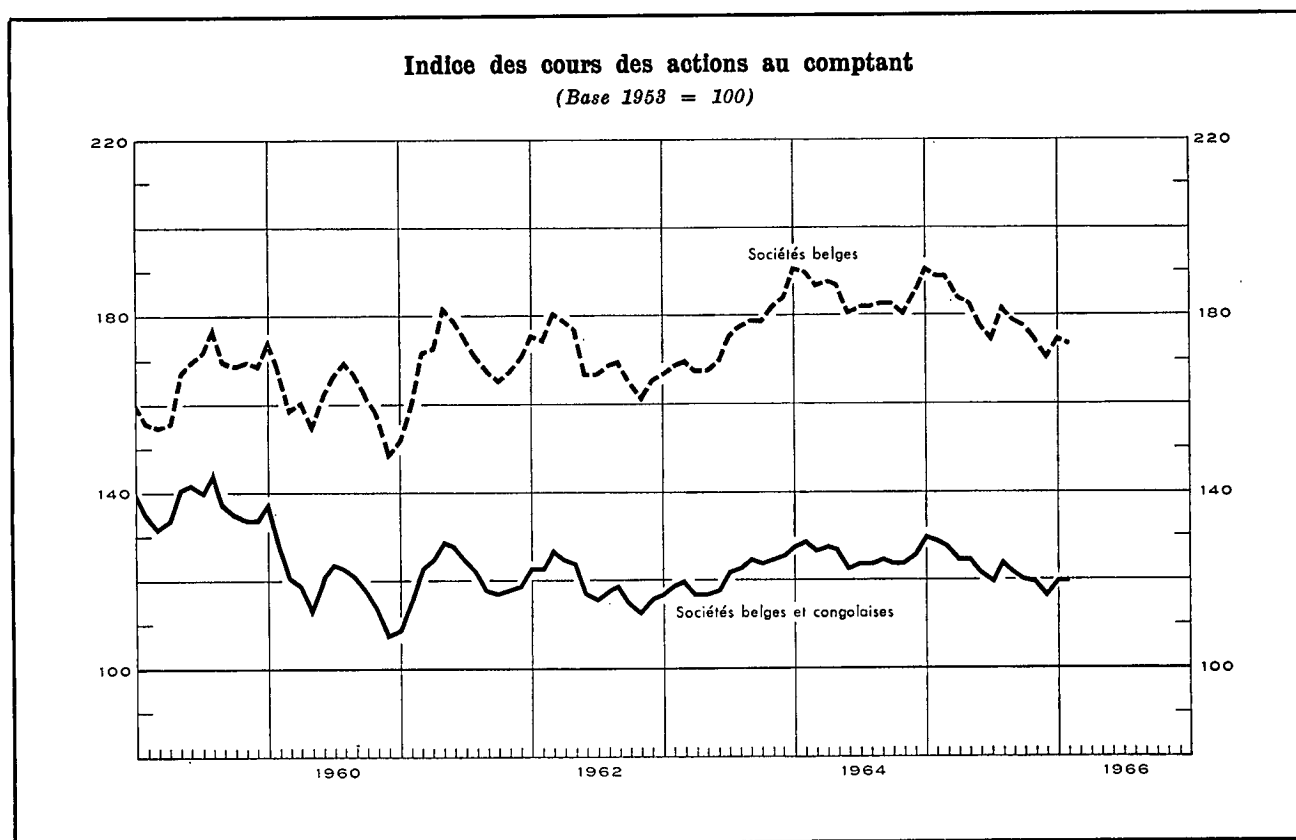
⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁷ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % ³						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5					
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges								
(Base 1953 = 100) 2 4											
1955 Moyenne mensuelle ...	152	157	146	141	3,0	—					
1956 Moyenne mensuelle ...	113	164	158	139	3,3	—					
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	133	3,6	—					
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	117	3,9	—					
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	129	3,4	2,9					
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	116	4,5	2,8					
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	115	4,5	3,1					
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	113	3,2	3,2					
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	116	2,7	3,0					
1964 Moyenne mensuelle ...	85	126	185	115	2,6	3,0					
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	114	2,7	3,1					
		1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	111	98	130	120	191	175	120	113	2,7		3,1
Février	115		129	120	189	174	119	115	2,9		3,2
Mars	91		128		189		120		2,7		3,1
Avril	82		125		184		116		2,6		3,0
Mai	78		125		183		117		2,6		3,0
Juin	89		122		178		113		2,7		3,0
Juillet	61		120		175		111		2,7		3,0
Août	65		124		182		115		2,7		3,0
Septembre	72		122		179		113		2,7		3,0
Octobre	80		121		178		112		2,8		3,1
Novembre	78		120		175		111		2,9		3,2
Décembre	74		117		171		107		2,9		3,2

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.
5 Bourse de Bruxelles.
6 Jusqu'en 1959, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	p11.082	514
1964	53	6.750	5.221	1.526	0,3	788	63		

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	p13.739	665
1964	1.712	35.849	20.350	3.770	245	2.353	141		

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	p 1.848	118
1964	1.254	18.485	13.525	3.674	627	1.121	144		

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	p 5.764	321
1964	104	18.051	16.158	1.068	705	351	27		

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	p 389	21
1964	901	11.212	10.309	1.251	363	376	70		

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	p 802	49
1964	685	11.099	7.562	1.402	174	617	55		
Industrie chimique									
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	p 856	55
1964	542	17.043	8.531	2.376	358	1.202	76		
Electricité									
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	p 8.602	443
1964	29	22.281	3.839	2.200	...	1.813	87		
Industrie du charbon									
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	p 253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29		
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	p 49.172	2.510
1964	14.533	206.928	127.509	26.785	4.273	12.492	1.279		

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	p 712	30
1964	317	40.380	28.485	2.937	850	1.317	105		

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	p49.884	2.540
1964	14.850	247.308	155.994	29.722	5.123	13.809	1.384		

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	132	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	3,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	p 116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	p 283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	p 6.935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	p 8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	p 9.241	149,4	92,5	20,1	2,4	9,4	1,6
8 premiers mois	p 9.499	150,7	93,5	20,3	2,4	9,5	1,7
9 premiers mois	p 9.855	152,8	94,8	20,6	2,5	9,6	2,1
10 premiers mois	p 10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,5
11 premiers mois	p 10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	3,0
12 mois	p 14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,7	0,7	1,2	...
8 premiers mois	230	33,6	24,5	2,7	0,7	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,7	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,7	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,8	1,3	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,5	119,4	23,3	3,2	10,8	2,1
10 premiers mois	10.562	194,7	124,9	24,1	3,5	11,2	2,5
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,9	3,0
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	3,5

1 Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

2 Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

3 Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

4 Non compris la B.N.B., la S.N.C.I et la Sabena.

5 A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. ²).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	p 6.544	4.640	1.648	2.992	418	3.410	p 9.954	12.018
1964	p 21.556	11.065	4.091	2.068	2.023	1.000	3.023	14.088	14.219

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	p 40	...	257	— 257	— 6	— 263	p— 223	— 223
1964	p 1.660	9	1	58	— 57	...	— 57	— 48	— 48

Total général

1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	p 6.584	4.640	1.905	2.735	412	3.147	p 9.731	11.795
1964	p 23.216	11.074	4.092	2.126	1.966	1.000	2.966	14.040	14.171

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1962 6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	4	200
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	p 4.091	p 13.857	1.660	9	p 1	p 10
1964 Février	886	284	1	285	...	...	...	...
Mars	1.179	502	43	545	1.320	...	...	...
Avril	2.347	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	2.001	1.255	827	2.082	...	...	...	...
Juin	1.189	520	56	576	211	9	...	9
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	181	16	197	...	...	...	...
Septembre	882	279	175	454	...	...	...	...
Octobre	2.453	1.720	210	1.930	113	...	...	...
Novembre	2.647	1.009	150	1.159	...	...	...	...
Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier p	711	213	1.000	1.213	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février p	427	176	...	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars p	4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril p	4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai p	1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juin p	1.072	373	815	1.188	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juillet p	1.485	385	2	387	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Août p	713	255	...	255	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Septembre p	1.090	317	...	317	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Octobre p	656	307	...	307	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Novembre p	3.980	999	1.512	2.511	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre p	2.393	972	...	972	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (8) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)			(9)
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	3.613		5.035	83
1964 2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1964 Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.788	1.151	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	4.231		5.547	...
1965 Janvier	2.308	188	1.709	1.215	62	1.812	1.116	4.205	814
Février	1.812	483	2.790	1.685	...	1.741	1.659	5.085	180
Mars	1.955	229	2.428	1.357	...	1.177	2.078	4.612	4
Avril	1.884	191	2.821	1.554	...	2.799	543	4.896	...
Mai	1.438	298	2.660	1.583	...	2.006	807	4.396	...
Juin	1.536	537	2.206	1.362	...	1.679	1.238	4.279	...
Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	2.283	1.442	5.315	...
Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.217	581	6.144	...
Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	2.526	1.678	5.576	...
Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	3.477		5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	4.989		5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	4.533		5.679	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1964 4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
2 ^e trimestre	39	2	140	681	315	683	455	419	96	1.101	551
3 ^e trimestre	39	3	186	736	282	739	468	408	99	1.147	567
4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1964 Septembre	39	2	146	598	255	600	401	363	85	963	486
Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	359	88	971	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	104	1.140	554
Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traités acceptés domiciliés en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traités acceptés non domiciliés en banque	Traités non acceptés		Promesses	certificats de trésorerie		autres effets publics	
				domiciliés en banque	non domiciliés en banque		émis à maximum 306 jours 1	certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 306 jours		
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	4,75	
24 décembre ..	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25			5,—	
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	.	.	6,25	
		représentatives d'importations d'exportations								
10 novembre ..	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	.	.	6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	.	.	6,—	
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 306 jours	
28 décembre ..	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre ..	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre ..	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,25	5,75	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.
 2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 * Quotité de l'avance au 31 janvier 1966
 Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 306 jours ... max. 05 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1965 Février	2,26
Mars	2,57
Avril	3,05
Mai	3,47
Juin	3,57
Juillet	3,98
Août	3,02
Septembre	2,77
Octobre	3,54
Novembre	3,28
Décembre	3,64
1966 Janvier	3,20

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	4 6	5 8		6 mois	9 mois	12 mois
1959										
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25		1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1962	2,50	2,75	3,00	—	3,30	3,27	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35	4,31	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964	4,25	4,50	4,75	—	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965 Fév.	4,15	4,35	4,65	—	5,10	5,16	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
Mars ..	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,97	1965 9 mars	5,25	5,40	5,50
Avril ..	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,95	13 avril	5,20	5,35	5,45
Mai ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,95	11 mai	5,20	5,35	5,45
Juin ...	4,10	4,35	4,60	—	5,00	4,98	8 juin	5,20	5,35	5,45
Juillet ..	4,30	4,55	4,80	—	5,15	5,14	13 juil.	5,35	5,45	5,50
Août ..	4,10	4,35	4,60	—	5,00	5,09	10 août	5,35	5,45	5,50
Sept.	4,00	4,30	4,60	—	4,95	4,98	14 sept.	5,20	5,35	5,45
Oct. ..	4,00	4,30	4,60	—	4,95	4,95	12 oct.	5,15	5,30	5,40
Nov. ..	4,00	4,30	4,60	—	5,00	4,98	9 nov.	5,15	5,30	5,40
Déc. ..	4,10	4,40	4,75	—	5,15	5,07	14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966 Janv.	4,10	4,40	4,75	—	5,05	5,12	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
							8 fév.	5,25	5,40	5,45

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.
 Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)
 2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (Moniteur belge du 28 mars 1964, p. 8233).
 3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 8-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traités acceptés domiciliés en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également le taux des certificats de trésorerie B.
 4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
 5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.
 6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).
 7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).
 * Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 ¹ Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) ³	
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1964 Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00

¹ Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — ² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — ³ Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962		
	Dette unifiée (rendement au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans			Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57	—	—	—
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965 Février	4,06	5,45	5,35	5,60	5,60	5,53	6,46	6,55	6,49
1965 Mars	4,06	5,20	5,31	5,53	5,57	5,43	6,40	6,51	6,43
1965 Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42
1965 Mai	4,06	5,29	5,36	5,59	5,59	5,48	6,44	6,51	6,45
1965 Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
1965 Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	5,63	5,53	6,49	6,53	6,50
1965 Août	4,06	5,26	5,36	5,54	5,56	5,44	6,34	6,45	6,38
1965 Septembre	4,06	5,34	5,36	5,57	5,56	5,47	6,39	6,45	6,41
1965 Octobre	4,05	5,45	5,46	5,64	5,57	5,54	6,45	6,51	6,47
1965 Novembre	4,06	5,39	5,44	5,66	5,57	5,53	6,50	6,55	6,53
1965 Décembre	4,06	5,34	5,46	5,66	5,62	5,54	6,50	6,56	6,53
1966 Janvier	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966 Février	4,05	5,45	5,44	5,68	5,65	5,57	6,50	6,56	6,53

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1960.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 8 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		4,—		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50					7	5,—								
Février ...																
Avril					11	4,—									15	2,50
Mai																
Juillet											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—					8	5,—								
Décembre ..																
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...											8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50							9	5,50		
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre .			6	4,50												

¹ Federal Reserve Bank of New-York.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 7 janvier	1966 6 janvier	1965 4 février	1966 10 février
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	20.666	22.436	21.033	22.462
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	3.352	4.724	3.420	4.754
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	—	2.204	2.263	3.096	3.096	4.405	3.172	4.443
<i>Autres opérations</i>	—	342	364	274	256	319	248	311
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	—	630	589	589	1.471	589	1.471
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	20	20	35	37
Comptes courants postaux	553	481	911	920	1.198	1.129	850	1.056
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.427	3.368	4.286	3.106
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	18.335	18.139	16.261	15.791
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	5.894	6.377	5.484	6.309
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	493	464	547	623
<i>Obligations cautionnées</i>	—	—	—	...	2.190	...	1.296	...
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	5.274	6.001	5.181	4.505
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	...	...	...	4.945	4.484	5.297	3.753	4.354
Effets négociables achetés en France ⁵ ..	2.878	2.412	3.220	4.546	3.480	4.662	3.945	5.340
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	34	26	32	12
Avances sur titres	74	67	71	88	82	93	86	114
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	715	779	923	907
Divers	834	885	1.468	1.497	1.299	1.348	1.439	1.095
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	63.969	67.967	62.671	65.917
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.848	50.082	55.781	59.544	59.266	63.955	58.311	62.338
Comptes créditeurs :								
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	2.590	2.718	3.479	3.668	2.487	2.247	2.216	1.996
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i> .....	...	1	1	...	1	1	1	...
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.561	200	238	426	390	165	249	149
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.291	1.789	1.807	811	871	788	685
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.966	1.515	1.894	1.333
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	63.969	67.967	62.671	65.917

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1938, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1965 6 January	1966 5 January	1965 10 February	1966 9 February
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	---------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.313	2.338	2.438	2.638	2.738	2.888	2.638	2.788
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.650	2.800
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.650	2.800

Notes Issued :								
In Circulation	2.302	2.309	2.430	2.604	2.680	2.861	2.599	2.781
In Banking Department	23	41	20	46	70	39	51	19
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.650	2.800

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	507	266	298	233	189	341	193	361
Other Securities :								
Discounts and Advances	44	54	32	72	51	49	110	57
Securities	20	22	25	26	25	27	25	28
Notes	23	41	20	46	70	39	51	19
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	595	384	376	378	336	457	380	466

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	4	4	4
Public Deposits	13	11	10	11	12	17	9	13
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	241	—	—	—	—	98	—	97
Other Deposits :								
Bankers	249	280	276	262	222	233	266	246
Other Accounts	73	74	71	86	84	90	86	91
Total ...	595	384	376	378	336	457	380	466

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1965 6 January	1966 5 January	1966 10 February	1966 9 February
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	13.505	11.702	13.092	11.696
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.570	1.732	1.554	1.731
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	15.075	13.434	14.646	13.427
Cash	288	182	146	129	146	130	172	172
Discounts and advances	38	63	186	137	337	680	144	443
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	56	73	58	73
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	33	119	73	36
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	6.065	9.454	6.671	9.299
Certificates	13.182	7.066	...	...	...	...	...	...
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	25.188	24.828	25.188	24.828
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	5.274	6.550	5.274	6.550
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	36.527	40.832	37.133	40.677
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	505	658	109	387
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	37.032	41.490	37.242	41.064
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	37.458	42.362	37.517	41.616
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	7.154	7.075	5.648	6.238
Bank premises	104	104	102	103	102	103	102	102
Other assets	357	400	552	977	596	725	564	645
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	60.531	63.829	58.649	62.200
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	34.508	37.067	33.937	36.381
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	18.543	20.377	17.335	18.264
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	492	87	907	925
Foreign	247	171	229	150	229	163	143	142
Other	424	291	321	355	201	268	192	234
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	19.465	20.895	18.577	19.565
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	4.850	4.551	4.299	4.800
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	639	192	645	186
Total liabilities ...	52.530	54.689	59.341	61.550	59.462	62.705	57.458	60.932
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	467	497	524	551	524	552	529	556
Surplus	934	990	524	551	524	551	524	551
Other capital accounts .....	...	...	...	...	21	21	138	161
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	60.531	63.829	58.649	62.200
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents ..	86	92	122	144	123	142	120	138
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	42,8 %	35,4 %	42,2 %	35,9 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 1.051 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 4 januari	1966 10 januari	1965 8 februari	1966 7 februari
ACTIVA								
Goud	5.698	5.698	5.770	6.080	6.080	6.327	6.116	6.327
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	484	586	1.081	1.435	1.504	997	1.322	785
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	14	7	15	31	31	43	24	46
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	48	...	...	...	...	4	...	10
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	523	597	729	346	338	749	338	749
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	52	72	25	16	14	8	156	166
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	21	13	16	14	13	21	17	20
Belegging van kapitaal en reserves	183	183	178	173	174	166	173	168
Gebouwen en inventaris	1	1	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	8	10	11	17	36	30	24	31
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	8.190	8.345	8.170	8.302
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	5.279	5.758	6.225	6.927	6.865	7.347	6.554	7.223
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.421	1.036	1.261	853	987	655	1.289	743
's Rijks schatkist	995	620	1.095	665	588	473	971	633
Banken in Nederland	233	233	122	138	321	163	286	86
Andere ingezetenen	143	133	44	50	78	19	32	24
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	77	112	76	79	76	59	68	53
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	71	106	70	73	70	54	65	48
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	6	6	5	3	5
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	18	16	14	14	13	14	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	168	165	167	165	167	165
Diverse rekeningen	53	55	59	54	61	86	58	86
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	8.190	8.345	8.170	8.302
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	69	63	62	65	65	71	64	70

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre P	1964 ottobre	1965 ottobre	1964 novembre	1965 novembre
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.502	1.000	1.502	1.000	1.502
Cassa ¹	12	25	22	24	13	20	12	12
Portafoglio ²	616	942	764	720	809	670	716	666
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	260	337	285	311	312	350	238	342
Prorogati pagamenti	12	42	51	93	7	70	...	14
Ufficio italiano dei cambi	2.146	1.770	2.069	1.982	1.843	1.659	1.950	1.720
Disponibilità in divisa all'estero	63	65	64	...	65	...	64	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	244	168	519	405	274	296	326	322
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	132	229	305	210	169	200	159	193
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	440	410	377	410	380	410	380
C/c servizio tesoreria	—	506	558	913	405	637	552	755
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	29	33	...	11	32	29
Spese	56	71	88	81	49	60	53	62
Totale attivo ...	5.026	5.595	6.164	6.651	5.356	5.855	5.512	5.997
Circolazione dei biglietti ⁵	3.235	3.699	3.914	4.283	3.431	3.771	3.477	3.762
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	43	62	57	41	22	24	26	30
Conti correnti liberi	122	87	119	157	71	41	41	47
Conti correnti vincolati	988	1.305	1.459	1.738	1.416	1.651	1.550	1.792
Creditori diversi	237	352	517	339	357	298	356	293
C/c servizio tesoreria	320	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	10	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	5	6	7	6	7	6	7
Fondo di riserva straordinario	2	3	3	4	3	3	3	3
Rendite	57	72	89	82	50	60	53	63
Totale passivo e patrimonio ...	5.026	5.595	6.164	6.651	5.356	5.855	5.512	5.997
Depositante di titoli e valori	4.845	4.273	4.918	4.987	4.606	5.009	4.697	4.911
¹ Comprese monete di Stato	8	5	2	1	3	1	3	1
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	298	343	363	387	366	346	364	346
— istituti speciali	290	274	279	293	277	284	272	281
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	256	334	282	308	309	343	236	339
— privati	4	2	2	1	2	4	2	1
⁴ Compresi BOT per investimenti a riserva obbligatorie	81	7	90	56	45	3	94	50
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	3	2	2		2	1	1	2
⁶ Compresi vaglia e assegni	18	29	21	22	15	17	16	23

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1965 7 Januar	1966 7 Januar	1965 5 Februar	1966 7 Februar
AKTIVA								
Gold	14.490	15.138	16.731	17.371	16.731	17.371	16.736	17.372
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.929	12.894	10.770	8.111	10.300	7.930	9.467	7.305
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	329	417	563	892	563	896	555	887
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.289	2.122	2.684	3.344	2.684	3.344	2.683	3.344
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	897	751	615	509	615	508	614	508
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.343	1.446	1.343	1.446	1.344	1.446
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	720	1.390	720	1.390	720	1.390
Deutsche Scheidemünzen	45	81	116	130	137	150	159	166
Postcheckguthaben	546	376	377	409	280	248	149	161
Inlandswechsel	1.967	1.647	2.413	4.650	2.718	4.794	3.260	5.672
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	125	307	345	357	346	6	397
Lombardforderungen	158	208	646	696	43	81	21	48
Kassenkredite	739	1.749	1.212	1.408	593	1.186	601	293
Wertpapiere	1.369	1.222	1.176	1.151	1.176	1.151	1.176	1.150
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.958	3.990	6.081	7.617	6.197	7.631	6.111	7.602
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.156	2.294	3.016	3.001	2.905	3.001	2.894	3.055
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.703	3.595	2.953	2.285	2.953	2.285	2.953	2.285
Sonstige Aktiva	253	406	463	433	258	250	358	182
	43.931	46.264	49.508	51.843	47.895	50.664	47.129	49.919

PASSIVA

Banknotenumlauf	24.147	25.426	27.692	29.455	26.162	28.126	26.082	27.347
Einlagen von	16.795	18.006	18.610	18.671	18.559	18.836	17.853	18.850
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	12.232	13.607	15.143	16.241	14.886	16.599	14.815	17.133
<i>Öffentliche Einlegern</i>	4.284	4.126	3.215	2.165	3.411	1.990	2.791	1.475
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	279	273	252	265	262	247	247	242
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	374	270	308	452	257	437	310	438
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	353	234	257	418	202	406	279	415
<i>Sonstige</i>	21	36	51	34	55	31	31	23
Rückstellungen	950	1.076	1.260	1.475	1.260	1.475	1.260	1.475
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	638	701	776	861	776	861	776	861
Sonstige Passiva	737	495	572	639	591	639	558	658
	43.931	46.264	49.508	51.843	47.895	50.664	47.129	49.919

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 7 janvier	1966 7 janvier	1965 5 février	1966 7 février
ACTIF								
Encaisse or	11.543	12.204	11.794	13.164	11.695	13.088	11.695	11.515
Devises	867	1.083	1.679	853	1.669	827	1.314	803
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	431	429	431	429	174	429
Portefeuille effets sur la Suisse	124	142	163	139	123	129	92	108
<i>Effets de change</i>	79	107	138	130	123	128	92	108
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	45	35	25	9	...	1	...	...
Avances sur nantissement	72	97	78	39	50	18	10	11
Bons du Trésor étrangers en FS	207	207	432	432	432	432	432	532
Titres	43	52	65	93	65	93	66	100
<i>pouvant servir de couverture</i>	16	...	1	2	1	2	1	2
<i>autres</i>	27	52	64	91	64	91	65	98
Correspondants :	88	71	92	81	37	37	30	28
<i>en Suisse</i>	78	62	75	66	16	19	13	13
<i>à l'étranger</i>	10	9	17	15	21	18	17	15
Autres postes de l'actif	41	35	29	33	30	33	39	43
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	14.532	15.086	13.852	13.569

PASSIF

Fonds propres	54	55	56	57	56	57	56	57
Billets en circulation	8.506	9.035	9.722	10.043	9.284	9.577	8.795	9.155
Engagements à vue	2.800	3.188	3.271	3.215	3.286	3.480	3.033	2.381
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.294	2.700	2.908	3.005	2.713	3.108	2.711	2.040
<i>Autres engagements à vue</i>	506	488	363	210	573	372	372	341
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	373	357	433	602	625	625	625	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	3	20	3	20	9	18
Autres postes du passif	217	221	243	291	243	292	249	298
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	14.532	15.086	13.852	13.569

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	30 novembre 1964	30 novembre 1965	31 janvier 1965	31 janvier 1966
I. Or en lingots et monnayé	3.206	2.283	3.109	3.502	3.317	3.299
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	42	683	42	840	52	522
III. Bons du Trésor réescomptables	598	82	284	67	447	70
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	62	125	66	124	63	125
Y. Dépôts à terme et avances :	1.752	2.935	1.669	2.127	2.080	2.072
a) à 3 mois au maximum	1.422	2.060	1.180	1.462	1.746	1.276
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	229	603	367	327	248	535
d) de 6 à 9 mois	68	25	91	111	16	61
e) de 9 à 12 mois	21	118	19	75	58	86
f) à plus d'un an	9	126	9	149	9	111
VI. Autres effets et titres :	1.426	2.015	1.393	1.750	1.287	1.693
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	281	296	234	287	281	293
b) de 3 à 6 mois	3	3	23	16	3	3
c) de 6 à 9 mois	85	94	—	5	97	109
d) de 9 à 12 mois	26	22	108	109	22	14
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	744	1.309	767	981	589	991
b) de 3 à 6 mois	120	100	95	153	119	89
c) de 6 à 9 mois	17	75	5	61	17	83
d) de 9 à 12 mois	25	35	36	30	30	39
e) à plus d'un an	125	81	125	88	129	72
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
Total actif ...	7.155	8.192	6.632	8.479	7.315	7.850

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1960 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032253... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	30 novembre 1964	30 novembre 1965	31 janvier 1965	31 janvier 1966
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	3.757	4.410	3.235	4.676	4.061	4.041
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	72	203	21	186	58	35
b) de 6 à 9 mois	—	69	—	69	20	169
c) de 3 à 6 mois	79	79	31	31	79	148
d) à 3 mois au maximum	783	1.656	216	1.143	783	650
e) à vue	2.518	1.836	2.759	2.695	2.795	2.474
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	17	—	17	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	17	—	17	—	17
c) de 3 à 6 mois	69	69	—	—	69	86
d) à 3 mois au maximum	69	248	69	69	69	—
e) à vue	167	216	139	449	188	462
IV. Dépôts (monnaies) :	2.554	2.943	2.563	2.972	2.410	2.975
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	78	28	77	28	77	27
b) de 9 à 12 mois	26	11	93	32	53	32
c) de 6 à 9 mois	81	80	11	8	87	79
d) de 3 à 6 mois	331	503	471	497	403	504
e) à 3 mois au maximum	1.666	1.950	1.529	1.788	1.392	1.844
f) à vue	20	16	17	16	27	16
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	15	—	15	—	15	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	31	15	31	46	31	15
d) à 3 mois au maximum	254	323	264	444	305	438
e) à vue	52	17	55	63	20	20
V. Effets :	415	385	414	385	414	382
a) de 9 à 12 mois	37	—	41	—	37	—
b) de 6 à 9 mois	68	11	162	33	15	—
c) de 3 à 6 mois	98	41	—	20	151	55
d) à 3 mois au maximum	212	333	211	332	211	327
VI. Divers	65	79	56	71	66	77
VII. Comptes de profits et pertes	9	10	9	10	9	10
VIII. Provision pour charges éventuelles	204	214	204	214	204	214
<i>Total passif ...</i>	7.155	8.192	6.632	8.479	7.315	7.850

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.029.380.— confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement économiques.
	O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
	O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiotélévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1959	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1962	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

- 4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ... **XIV - 4**
- 5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :
 - a) Mouvements des dépôts **XIV - 5a**
 - b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne **XIV - 5b**
 - c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite **XIV - 5c**
 - d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie **XIV - 5d**
- 6. Caisses d'épargne privées **XIV - 6**
- 7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie **XIV - 7**
- 8. Crédit Communal de Belgique **XIV - 8**
- 9. Compagnies d'assurances sur la vie **XIV - 9**
- 10. Inscriptions hypothécaires **XIV - 10**

XV. — Principales modalités de l'épargne globale des particuliers et des entreprises **XV**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

- 1. Emissions en francs belges à long et moyen terme . **XVI - 1**
- 2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public **XVI - 2**
- 3. Dettes de l'Etat **XVI - 3**
- 4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public **XVI - 4**

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

- 1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières **XVII - 1**
- 2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels **XVII - 2**
- 3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés **XVII - 3**
- 4. Emissions des sociétés — chiffres annuels **XVII - 4**
- 5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels **XVII - 5**

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme **XVIII - 1**
- 3. Activité des chambres de compensation **XVIII - 3**

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

- 1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique **XIX - 1**
- 2. Taux de l'argent au jour le jour **XIX - 2**
- 3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes **XIX - 3**

- 4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite **XIX - 4**
- 5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles **XIX - 5**

XX. — Banques d'Émission étrangères.

- 1. Taux d'escompte **XX - 1**
- 2. Banque de France **XX - 2**
- 3. Bank of England **XX - 3**
- 4. Federal Reserve Bank **XX - 4**
- 5. De Nederlandsche Bank **XX - 5**
- 6. Banca d'Italia **XX - 6**
- 7. Deutsche Bundesbank **XX - 7**
- 8. Banque Nationale Suisse **XX - 8**
- 9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle **XX - 9**

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

- I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses **I - 4a et b**
- II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés **II - 3**
- IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture **IV - 1**
- IV - 2. — Indices de la production industrielle **IV - 2**
- IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. . **IV - 7**
- VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres-tée **VI - 1**
- VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique **VII - 3**
- VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique **VII - 4**
- VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ... **VIII**
- XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice **XI - 4**
- XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires **XIII - 3**
- XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks **XIII - 9**
- XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts . **XIV - 5a**
- XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp-tant **XVII - 1**

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 6